



RENCONTRE
LA PHOTOGRAPHE
NAN GOLDIN

AFGHANISTAN — DES COURS EN LIGNE
POUR LES FEMMES ISRAËL — LE MONDE
ENTIER TÉMOIN DE LA HAINE DES COLONS



Courrier
international

N° 1687 du 2 au 8 mars 2023
courrierinternational.com
France : 4,90 €

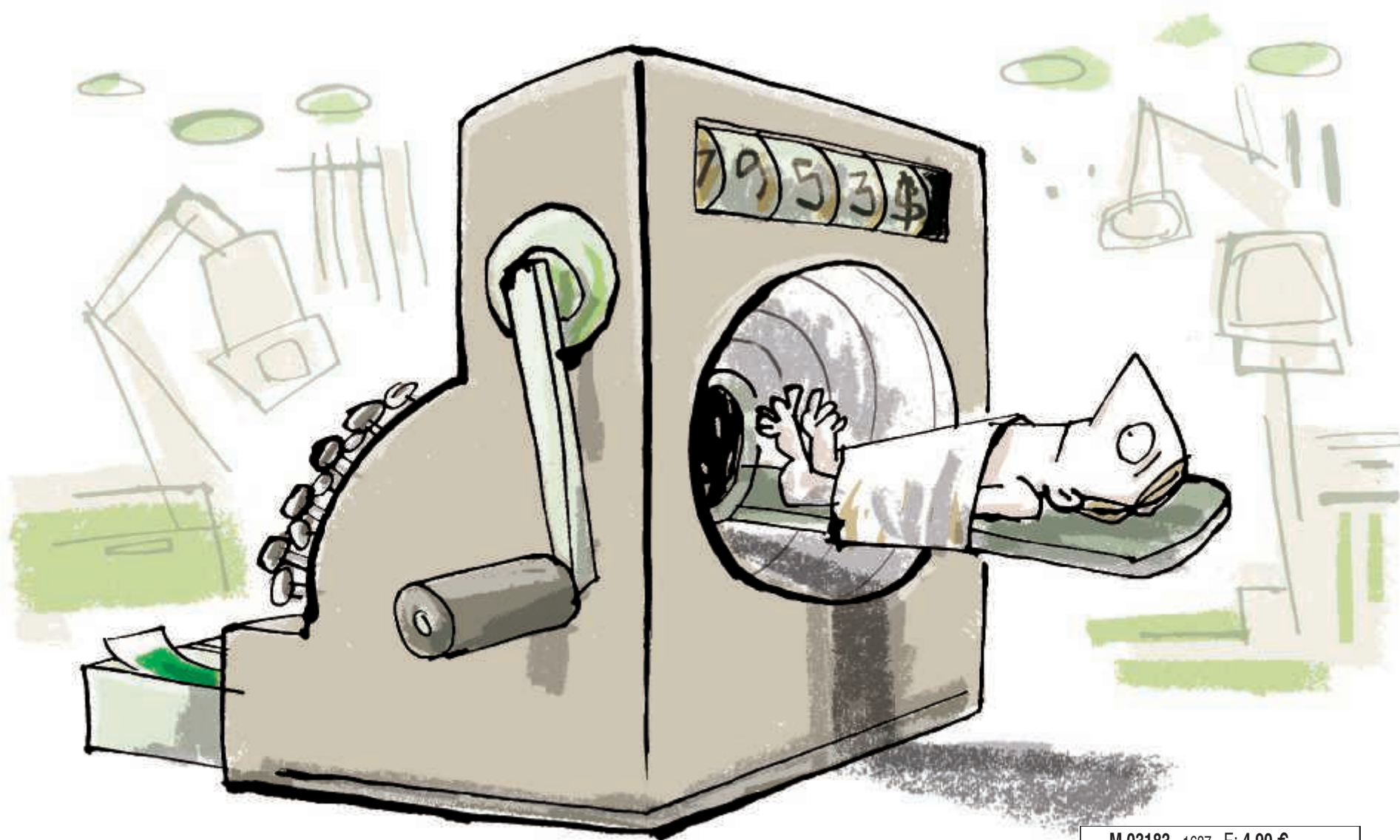
Algérie 5,30 DA, Allemagne 6,90 €,
Andorre 6 €, Canada 8,95 CAN,
DOM 5,30 €, Espagne 5,50 €,
Grande-Bretagne 5,50 €, Grèce 5,80 €,
Italie 5,50 €, Japon 9,00 ¥,
Maroc 45 DH, Pays-Bas 6 €,
Portugal cont. 5,50 €,
Sénégal 24 000 F CFA, Suisse 7,20 CHF,
TOM 1100 XPF, Tunisie 9 DT,
Afrique CFA autres 3600 F CFA.

SANTÉ L'URGENCE MONDIALE

Pénurie de soignants, hôpitaux en crise, déserts médicaux...

Au Royaume-Uni, en France, en Italie et jusqu'en Chine, les systèmes de santé sont saturés.

Faut-il pour autant libéraliser le secteur ? Les réponses de la presse étrangère.



M 03183 - 1687 - F: 4,90 €





Notre ventre serait notre 2^{ème} cerveau. Ça fait réfléchir.

Si l'on considère que notre ventre est notre deuxième cerveau, c'est parce que notre bien-être général et notre bien-être intérieur sont intimement liés. Le microbiote, ce fragile écosystème de bactéries situé dans notre intestin, est fondamental pour notre santé. Sa composition et son équilibre sont clés pour nous assurer une bonne digestion. Les produits fermentés contenant des probiotiques peuvent aussi jouer un rôle important pour le bien être intérieur en facilitant la digestion du lactose.



Danone possède une des plus grandes bibliothèques au monde de ferments et de probiotiques que nos chercheurs sélectionnent avec soin pour développer nos produits laitiers. Et parce que le mieux n'est pas forcément l'ennemi du bien, nos yaourts sont fabriqués à partir du lait des producteurs implantés à proximité des sites de fabrication de nos produits.

Les ferments du yaourt, qui sont des probiotiques, vous aident à digérer le lactose du produit si vous avez du mal à le digérer.

**Une seule planète. Une seule santé.*

Danone. Faire de tous les âges de la vie le plus bel âge.



LES CHOIX DE "COURRIER"

CLAIRE CARRARD

Santé : l'urgence mondiale

Comment ne pas faire d'erreur, alors qu'on nous demande de travailler avec des moyens humains et matériels bien en deçà de ceux auxquels nous pouvons prétendre ? "La raison d'être de la médecine est de soulager la souffrance ; les défaillances du NHS l'amplifient désormais." Ce constat, c'est un médecin britannique qui le dresse dans une lettre ouverte envoyée au bimestriel de *The Economist*, 1843. Il pourrait avoir été écrit par un praticien français, italien, chinois... et c'est pour cela que nous avons choisi de le traduire en ouverture du dossier de cette semaine. Partout, la pandémie de Covid-19 a servi de révélateur : les soignants sont souvent à bout et les systèmes de santé sont dans un état critique. Sous-financés,

sous-dimensionnés, ils ne parviennent plus à prendre en charge des patients de plus en plus nombreux. Et qui vieillissent, aussi. En France, le sujet est plus que jamais d'actualité. Enlisé dans sa réforme des retraites, le gouvernement n'a pas non plus convaincu les médecins généralistes. Les négociations sur la tarification et les conditions de travail ont échoué. Et, petit à petit, l'Hexagone se transforme en désert médical, se désole **El Mundo**. Dans ce marasme, la Norvège, où chaque citoyen a son généraliste, fait figure d'exception, analyse **Dagens Nyheter**. En Allemagne, où de nombreux établissements manquent d'argent, "une crise des hôpitaux est à prévoir", explique le magazine économique **WirtschaftsWoche**. En Italie, il faut parfois attendre un an pour une IRM, s'indigne **L'Espresso**. Au Royaume-Uni, les infirmières ont fait récemment grève pour

la première fois de leur histoire ; à Madrid, au moins 250 000 personnes ont défilé le 12 février pour la défense du système public de santé... On pourrait poursuivre la liste indéfiniment, le constat est partout le même. Dans les pays riches, les systèmes sont sous pression parce que la demande de soins "explose" et que l'offre ne suit pas, avance **The Economist**. Alors que faire ? Pour l'hebdomadaire britannique, il faut procéder à "des réformes qui étaient déjà souhaitables, telles que la rationalisation des procédures ou l'introduction d'une plus grande concurrence". Un point de vue très libéral que l'on retrouve étonnamment dans les colonnes de l'hebdomadaire chinois **Caixin** : "L'épidémie a été un choc à court terme, mais la vieillissement de la population chinoise est une variable lente qui doit nous pousser à intensifier la réforme", explique le magazine économique, qui appelle à en finir avec les lourdeurs bureaucratiques

du système de santé, mais aussi avec les conflits d'intérêts. Preuve que certaines problématiques sont mondiales, **Caixin** s'émeut aussi du manque de vocation et de reconnaissance des professions liées à la santé : "Il faut susciter de l'intérêt pour les métiers de la santé. La profession de médecin est d'un accès difficile. De plus, la question de la rémunération ne peut être éludée, en particulier dans les centres médicaux de base, où la faiblesse des salaires proposés peine à attirer les praticiens." En Italie, face à la pénurie de personnel, la Calabre a décidé de faire appel à 500 praticiens cubains : après des cours de langue et de culture, le premier contingent devait entrer en fonction fin janvier. "Des urgentistes, des chirurgiens, des cardiologues, des hématologues, des radiologues, des gynécologues et des pédiatres. La moitié d'entre eux a déjà exercé à l'étranger : en Afrique, en Amérique, dans le monde arabe, parfois aussi en Europe", détaille **La Repubblica**, qui

a rencontré le chef de la délégation cubaine. "Nous sommes formés pour être en mesure de nous adapter facilement. À Cuba, cela fait partie du bagage de tout bon médecin", veut-il rassurer. Certes. Mais est-ce la solution à long terme ? Les malades au nord, les soignants au sud ? Au Zimbabwe, dénonce le site **The African Exponent**, les infirmières sont de plus en plus tentées par une migration vers le Royaume-Uni, qui leur ouvre les bras. Elles ne sont pas les seules. Au point que le Conseil international des infirmières a récemment tiré la sonnette d'alarme. Le recrutement par les pays riches de personnel issu des pays du Sud pèse désormais largement sur les systèmes de santé de ces derniers. L'urgence, décidément, est bien mondiale.

En couverture :
Santé : dessin de **Michel Streich**,
Australie/Debut Art
Nan Goldin :
photo *The New York Times*



Sommaire

CONTROVERSE p.11

Peut-on réécrire les livres de Roald Dahl ?

L'éditeur britannique du célèbre écrivain jeunesse a entrepris d'ôter des textes des expressions considérées comme blessantes. L'initiative fait polémique.

AFGHANISTAN p.18

Les femmes se mettent aux cours en ligne

Des Afghanes trouvent sur Internet la possibilité de suivre des cours et même d'obtenir un diplôme, raconte le site **Gandhara**.



ALI SMITH/GUARDIAN/EVEVINE

LA RENCONTRE p.46

Les combats de Nan Goldin

La célèbre photographe américaine, qui a mené une croisade contre l'empire pharmaceutique de la famille Sackler, fait l'objet d'un documentaire, *Toute la beauté et le sang versé*, qui retrace ce combat et sa vie tumultueuse.

LES SOURCES

Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

Africa Is a Country (africasacountry.com), New York, en ligne. **The African Exponent** (africanexponent.com), Morogoro (Tanzanie), en ligne. **Ha'Aretz** Tel-Aviv, quotidien. **Caixin Zhoukan** Pékin, hebdomadaire. **Corriere della Sera** Milan, quotidien. **Dagens Nyheter** Stockholm, quotidien. **The Economist** Londres, hebdomadaire. **Financial Times** Londres, quotidien. **Gandhara** (gandhara.rferl.org), Kaboul, en ligne. **The Guardian** Londres, quotidien. **El Mundo** Madrid, quotidien. **The New York Times** New York, quotidien. **The Observer** Londres, hebdomadaire. **El País** México (elpais.com/mexico), Mexico, en ligne. **El Periódico de Catalunya** Barcelone, quotidien. **Raseef22** (raseef22.net), Beyrouth, en ligne. **La Repubblica** Rome, Italie. **The Sunday Times** Londres, hebdomadaire. **The Times** Londres, quotidien. **UnHerd** (unherd.com), Londres, en ligne. **The Washington Post** Washington, quotidien. **Die Zeit** Hambourg, hebdomadaire. **1843** Londres, bimestriel.



PAOLO VERZONE/AGENCE VU

360° p.40

La beauté glacée du Svalbard

Cet archipel norvégien abrite un centre de recherche scientifique. Le photographe Paolo Verzone s'y est rendu à plusieurs reprises.



FIFDH
Genève

10-19.03.2023
fifdh.org

21^e Festival du film et
forum international
sur les droits humains





SOMMAIRE

7 jours dans le monde

8. Cisjordanie. Un pogrom approuvé par le pouvoir

11. Contro. Peut-on réécrire les livres de Roald Dahl ?

D'un continent à l'autre

12. Ukraine. Exfiltrer les militants russes à tout prix

14. Irlande. Le sentiment anti-immigrés gagne du terrain

16. Séismes. L'indicible souffrance des enfants rescapés

18. Afghanistan. Les femmes se mettent aux cours en ligne

20. Nicaragua. "Ortega frappe par vengeance"

21. États-Unis. Le juge qui menace la pilule abortive

22. France. Retraites : le moment de Laurent Berger

24. Sénégal. Plongées dans la mémoire de l'esclavage

À la une

26. Santé : un fiasco mondial

Transversales

36. Économie. Une transition verte made in America

39. Environnement. Planter des arbres, mais où ?

360°

40. Portfolio. La beauté glacée du Svalbard

44. Culture. Aziza Brahim, voix de la cause sahraouie

46. La rencontre. Tous les combats de Nan Goldin

50. Histoire. Neandertal, bien plus qu'un lointain cousin



SUR NOTRE SITE

La France vue de l'étranger. Au programme cette semaine

Débat sur les retraites, hydrogène "vert", visite d'Emmanuel Macron en Afrique. Suivez l'actualité française avec les analyses et les reportages de la presse étrangère, nos revues de presse et nos coups de cœur.

Nigeria. Qui sera le prochain président ?

C'est le pays le plus peuplé d'Afrique qui a voté. Plus de 87 millions d'électeurs étaient appelés le 25 février à choisir parmi 18 candidats. Des résultats préliminaires ont bien été annoncés le lendemain, mais le nom de celui qui succédera à Muhammadu Buhari devrait être connu seulement dans le courant de la semaine.

La pilule philosophique. L'envie rationnelle de retrouver un monde enchanteur

Chaque semaine, nous vous proposons un billet qui soulève des interrogations sur notre condition moderne. Ce samedi, l'autrice Tinneke Beekman nous rappelle que tout ne peut être rationalisé ou optimisé. Et notamment certains grands et petits plaisirs de la vie, comme manger une glace.

L'horoscope de Rob Breznsky Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.



Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE

Face à la crise climatique,
les pistes de la presse étrangère
pour s'adapter, s'engager et lutter
contre le défaitisme ambiant.



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : Courrier international
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Je m'abonne pour :

1 AN (52 numéros) au prix de **129 €** au lieu de ~~237,20 €*~~

1 AN (52 numéros) + 6 hors-séries au prix de **159 €** au lieu de ~~290,60 €*~~

Monsieur Madame

NOM..... PRÉNOM.....

ADRESSE.....

CP..... VILLE.....

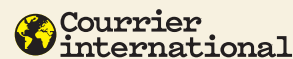
Je règle par chèque bancaire à l'ordre de Courrier international

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :
<https://abo.courrierinternational.com/ours2023>
ou téléphonez au 03 21 13 04 31 (du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

*Offre réservée aux particuliers jusqu'au 31/3/2024 pour un premier abonnement en France métropolitaine. Pour les entreprises et l'étranger, nous consulter. Visuels non contractuels. En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et d'actions marketing sur ses produits et services.

Je ne souhaite pas recevoir les offres commerciales de Courrier international par voie postale. Je ne souhaite pas recevoir les offres commerciales des partenaires de Courrier international par voie postale.

Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/donnees-personnelles> ou écrivez à notre délégué à la protection des données 67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris ou dpo@groupelemonde.fr. Vous avez le droit de formuler une réclamation auprès de la Cnil. Pour toute question, contactez notre service clients par e-mail abo@courrierinternational.com ou par téléphone au 03 21 13 04 31 du lundi au samedi de 9 heures à 18 heures. Nos CSV sont consultables et téléchargeables en suivant ce lien : <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>



Avantages abonnés :

- La version numérique du magazine dès le mercredi soir
- L'édition abonnés du site Internet
- Nos archives, soit plus de 100 000 articles
- L'accès illimité sur tous vos supports numériques
- Les applications iOS et Android
- Réveil Courrier 📧

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique : (32) 2 744 44 33
abonnements@saipm.com
États-Unis/Canada : (1) 800 363 1310
expressmag@expressmag.co.m
Suisse : (41) 022 860 84 01
abonne@edigroupe.ch



Édité par Courrier international SA, société anonyme avec
directoire et conseil de surveillance au capital de 106 400 €
Actionnaire : La Société éditrice du Monde
Président du directoire, directeur de la publication :
François-Xavier Devaux
Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard
Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président
Dépôt légal Mars 2023. Commission paritaire n° 0727 c 82101.
ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web www.courrierinternational.com Courriel lecteurs@courrierinternational.com
Directrice de la rédaction Claire Carrard (16 58) Rédactrice en chef Virginie Lepetit (16 12) Rédacteurs en chef adjoints Raymond Clarinard (16 77), Claire Pomarès (web), Matthieu Recarte Direction artistique Sophie-Anne Delhomme (16 31), Conception graphique Javier Errea Comunicación

ÉDITION Anouk Delpont (16 98), Ioris Queyroi, Fatima Rizki (17 30) 7 JOURS DANS LE MONDE François Gerles (chef de rubrique, 17 48) EUROPE Gerry Feehily (chef de service, 16 95), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russia, est de l'Europe, 16 36), Marie Daoudal (Allemagne, Autriche, Suisse alémanique, 16 04), Carole Lyon (Belgique, 17 36), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 16 74), Beniamino Morante (Italie, 19 73), Hélène Bienvenu (Pologne), Antoine Moutou (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) FRANCE Carolin Lohrenz (chef de rubrique, 16 93) AMÉRIQUES Béangère Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 16 14), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 16 57), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) ASIE Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 16 39), Christine Chamaud (Asie du Sud-Est, 16 24), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Carole Dieterich (Asie du Sud), Élisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corées) MOYEN-ORIENT Bachir El-Khoury (chef de service), Julien Abiramia (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) AFRIQUE Hassina Mechar (chef de rubrique), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique australe et Afrique de l'Est), Agnès Faivre (Afrique de l'Ouest) TRANSVERSALES Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 16 47), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 16 15), Annick Rivoire (Économie) MAGAZINE 360° Marie Béliou (chef des informations, 17 32), Hugo Florent (16 74), Oumeïma Nechi HISTOIRE Mélanie Lifschitz (16 96)

SITE INTERNET Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Nicolas Coisplet (chef d'édition), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Blondel (éditeur web), Antoine Cuny-Le Callet, Gabriel Hassan (éditeur web, 16 32), Carole Lyon (éditrice web, 17 36), Hoda Saïby (éditrice web, 16 35), Mélanie Chenouard (vidéo, podcasts, 16 65) COURRIER EXPAT Ingrid Therwath (16 51), Jean-Luc Majouret (16 42)

TRADUCTION Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Lifschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethon (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol, catalan), Leslie Talaga (anglais, espagnol) RÉVISION Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17 35), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak, Françoise Hérod, Julie Martin, Anne Romefort

PÔLE VISUEL Sophie-Anne Delhomme (responsable) WEB DESIGN ET ANIMATION Alexandre Errichiello (chef de service, 16 17), Benjamin Fernandez, Jonathan Renaud-Badet, Pierrick Van-Thé ICONOGRAPHIE Luc Briand (chef de service, 16 41), Lidwine Kervella (16 10), Stéphanie Saindon (16 53), Céline Merrien (colorisation) MAQUETTE Alice Andersen (chef de service, 16 37), Denis Scudeller, Gilles de Obaldia CARTOGRAPHIE Thierry Gauthé (16 70) INFOGRAPHIE Catherine Doutey (16 66)

AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 17 37), Jessica Robineau (16 08), Alizée Marchal (17 38)

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 45 35) IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE : Maury, 45 330 Malesherbes

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Christophe Alexandre, Etienne Bianchi, Jean-Baptiste Bor, Emmanuelle Bour, François Burkard, Cécile Chemel, Anne-Françoise Cochet, Geneviève Deschamps, Elisabetta Di Matteo, Lucie Droulers, Philippe Godefroy, Mona Guichard, Mehdi Harmi, Lucie Hoarau, Gabrielle Maréchaux, Valentine Morizot, Florent Normand, Gabrielle Pirrotte, Maëlys Sourit

PUBLICITÉ MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11 469, 75707 Paris Cedex 13, tél. : 01 57 28 20 00 Directrice générale Elisabeth Cialdella (elisabeth.cialdella@mpublicite.fr, 39 68), Directeur délégué, directeur de Marque Courrier international Steve Dablin (01 57 28 38 84) Directeur délégué Activités programmatiques, AD Tech & Monétisation Sébastien Noel (sebastien.noel@mpublicite.fr, 37 00) Directeur délégué, pôle Agences François de Ren (francois.deren@mpublicite.fr, 30 21) Directeur délégué, pôle Opérations spéciales Steve Dablin (steve.dablin@mpublicite.fr, 38 84)

DIRECTRICE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellon (16 06) Gestion Lucie Madalena (16 26) Droits Blandine Mosnat (16 52) Comptabilité 01 48 89 4 551 Directeur de la diffusion et de la production Xavier Loth Directeur des ventes Sabine Guide Responsable commerciale internationale Saveria Colosimo Morin (01 57 28 32 20) Chef de produits Valentin Moreau (01 57 28 33 99) Communication et promotion Christiane Montillet MARKETING ET PRODUITS Sophie Gerbaud (directrice, 16 18), Véronique Lallemand (16 91), Véronique Saudemont (17 39), Martine Prévot (16 49), Mynn-May Vang, Anthony Pittavino Responsable du numérique Kévin Jolivet, Louise Dugeal (développement web)

Modifications de services ventes au numéro, réassortissements 0805 05 01 47 Service clients Abonnements Courrier international, Service abonnements, A2100 — 62066 Arras Cedex 9 Tél. 03 21 13 04 31 Fax 01 57 67 44 96 (du lundi au samedi de 9h à 18h) Courriel.abo@courrierinternational.com. Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 129 €. Autres destinations : <https://boutique.courrierinternational.com> Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>

Courrier international,
USPS number 03-465,
is published weekly
48 times per year (triple
issue in Aug and in Dec),
by Courrier International SA
c/o Distribution Grid, at
900 Castle Rd Secaucus,
NJ 07094, USA. Periodicals
Postage paid at Secaucus,
NJ and at additional mail-
ing offices. POSTMASTER:
Send address changes to
Courrier International c/o
ExpressMag, 8275, avenue
Marco-Polo, Montréal, QC
H1E 7K1, Canada.



Certifié PEFC

Ce produit est issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.

Origine du papier :
UK, Allemagne,
100 % de fibres
recyclées. Ce maga-
zine est imprimé
chez MAURY
certifié PEFC.
Eutrophations :
Ptot = 0,0083 kg/
tonne de papier.
Papier issu de forêts
gérées durablement
et de sources
contrôlées. Couvrage
imprimé à 100 %
avec des encres
conformes à la
norme Blue Angel.

CARAC EST UNE MUTUELLE D'ÉPARGNE,
DE RETRAITE ET DE PRÉVOYANCE OUVRETE À TOUS

Offre soumise à conditions

Du 1er janvier au 30 juin 2023

Profitez d'un taux annuel garanti sur vos versements réalisés entre le 1er janvier et le 30 juin 2023 sur le fonds en euros de la Carac

Taux 2023 minimum garanti,
net de frais de gestion et brut
de frais sur versement et de
prélèvements sociaux, sur
tous les versements sur le
fonds en euros réalisés entre le
1er janvier et le 30 juin 2023.*



Contactez
un conseiller Carac

www.carac.fr

N° Cristal 0 969 32 32 52

APPEL NON SURTAXÉ

* Le taux minimum garanti sera attribué au 31 décembre 2023 sur les versements réalisés entre le 1er janvier et le 30 juin 2023 au prorata temporis à partir de la date d'investissement sur le fonds libellé en euros ; et sous réserve que le contrat dispose d'une épargne non nulle sur le support libellé en euros au 31 décembre 2023. En cas de renonciation, de décès, ou de rachat total avant le 31 décembre 2023, le versement ne bénéficiera pas du taux minimum garanti. Le taux minimum garanti en 2023 ne préjuge pas des futurs taux de rendements pour les années suivantes.

Toutes les modalités et conditions d'application des offres sont disponibles sur Carac.fr à l'adresse suivante : <https://www.carac.fr/operations-promotionnelles>

Carac - Mutuelle d'épargne, de retraite et de prévoyance

Mutuelle soumise aux dispositions du Livre II du Code de la mutualité - SIREN : 775 691 165

Siège social : 159, Avenue Achille Peretti - CS 40091 - 92577 Neuilly-sur-Seine cedex

N° Cristal : 0 969 32 50 50 (Appel non surtaxé) - www.carac.fr

carac



Cisjordanie. Un pogrom approuvé par le pouvoir

Le 26 février, des colons israéliens ont répondu au meurtre de deux Israéliens en incendiant la ville de Huwara. Avec la complicité des autorités, accuse ce journal de gauche.



—Ha’Aretz Tel-Aviv

Les violentes exactions commises par des centaines de colons dans la ville palestinienne de Huwara, en Cisjordanie, au lendemain de l’attentat terroriste dans lequel ont péri Hillel et Yagel Yaniv, habitants de la colonie de Har Bracha, ont duré plus de cinq heures. Des centaines de colons ont lancé des pierres et mis le feu à des maisons et à des véhicules. Un homme de 37 ans a été abattu d’une balle et une centaine de personnes ont été blessées. “Ils sont entrés partout où ils ont pu, ils ont incendié les maisons et vandalisé les voitures”, a raconté Abed Al-Rahman, un habitant de Huwara. Il a précisé que certains des assaillants avaient des armes à feu et que d’autres ont lancé des cocktails Molotov sur les habitations : “De l’intérieur des logements, on n’entendait que des cris. De nombreuses familles se sont précipitées dehors, de peur d’être brûlées vives.”

Ne vous trompez pas quant à l’identité des émeutiers. Le député Yoav Segalovitch [Yesh Atid, centriste] a eu raison de souligner : “Ces gens n’ont pas été pris d’un coup de folie, ils sont soutenus par les politiques.” Cela ne fait pas le moindre doute. Voici ce que le député Zvika Fogel [Otzma Yehudit, extrême droite] a cru bon d’affirmer [le 27 février],

en réaction au pogrom : “L’effet dissuasif [...], dans le sillage de ce que vous appelez des ‘pogroms’, n’a pas été obtenu en Israël depuis l’opération Bouclier défensif en Judée-Samarie [offensive majeure des forces israéliennes en 2002 en Cisjordanie].” Quand on lui a demandé s’il était satisfait des résultats des émeutes, il a répondu : “J’en suis même très satisfait, parce qu’à Huwara ils ont compris qu’il y avait un équilibre de la terreur que les forces de défense israéliennes [Tsahal] n’arrivent pas à établir.”

Rappelez-vous ces remarques la prochaine fois qu’une personne “de bon sens” prononcera les mots “dissuasion” et “gouvernabilité”. C’est exactement ce qu’ils veulent dire. “D’où que viennent des terroristes

pour me tuer, je veux voir cet endroit brûler. Brûler métaphoriquement”, a expliqué Zvika Fogel afin d’éclaircir sa conception de la gouvernabilité. Et, en effet, le monde entier a vu Huwara brûler. Pas métaphoriquement.

Le ministre de la Sécurité nationale, Itamar Ben-Gvir, a affirmé lui aussi qu’il “compre[n]ait les sentiments” des émeutiers. Même s’il a bien veillé à préciser que ce n’était “pas des façons de faire”, il n’a laissé planer aucun doute quant à sa réelle perception de l’événement.

Fait troublant, Tsahal et la police semblent aussi avoir perdu la main sur les événements

↙ Huwara, le 27 février 2023.
Dessin de Kichka, Israël.

Le dessin

ISRAËL AUJOURD’HUI, SELON KICKKA —

Le dessinateur israélien Kichka, avec qui *Courrier international* collabore régulièrement, a réalisé ce dessin le 27 février, au lendemain des violences à Huwara. Dessin accompagné de ce texte intitulé “Triste anniversaire” : “Aujourd’hui, il y a quarante-neuf ans, je suis venu m’installer en Israël par idéal, pour y faire ma vie. Le pays n’est plus le même. Ce matin ont été enterrés les deux jeunes frères Yaniv, assassinés hier à bout portant par un terroriste palestinien dans le village arabe de Huwara, et ce matin Huwara s’est réveillé après une nuit de pogrom perpétré par des colons sauvages. Je n’ai ni abandonné mes idéaux ni l’intention de partir d’ici. Au contraire, je continuerai de me battre par tous les moyens que je possède (mon crayon et mes pinceaux), et je m’opposerai à la dérive antidémocratique, messianique, religieuse, haineuse, extrémiste, raciste et homophobe qui s’abat sur le pays et dont Bibi [Benyamin Nétanyahou] porte la responsabilité. Je me battraï pour l’avenir de nos enfants et de nos petits-enfants.”



Contexte

“Point d’ébullition”

●●● Dimanche 26 février en début d’après-midi, alors qu’ils traversaient en voiture la ville de Huwara, dans le centre de la Cisjordanie, Hillel et Yagel Yaniv, des Juifs israéliens âgés d’une vingtaine d’années, originaires de la colonie voisine de Har Bracha, ont été abattus. Quatre jours plus tôt, à Naplouse, une opération de l’armée israélienne avait fait onze morts du côté palestinien. D’après des sources citées par Ha’Aretz, l’auteur de l’attaque du 26 février “portait un vêtement flanqué de l’insigne du Repaire des lions”, un groupe armé palestinien apparu il y a quelques mois à Naplouse. La réaction des colons israéliens a été terrible. Peu après l’“attaque terroriste”, ils “ont saccagé pendant des heures” la ville de Huwara, rapporte **The Times of Israel**.

Au moins un Palestinien a été tué et une centaine d’entre eux ont été blessés. Des dizaines de maisons et de voitures ont été incendiées. Il s’agit de “l’une des pires explosions de violence de la part de colons depuis des décennies”, commente **Israel Hayom**.

Elle a tout pour être “l’étincelle qui enflammera la Judée et la Samarie”, comme les autorités israéliennes désignent officiellement la Cisjordanie. Un avis que semble partager Ha’Aretz, pour qui la fusillade et les émeutes qui ont suivi “ont poussé la Cisjordanie jusqu’au point d’ébullition”.

Ces événements sont survenus alors qu’au même moment des responsables israéliens et palestiniens, réunis à Aqaba, en Jordanie, convenaient de “prévenir toute nouvelle violence” en vue d’une “désescalade”.

SOURCE

HA’ARETZ
Tel-Aviv, Israël
Quotidien
haaretz.co.il

Premier journal publié en hébreu sous le mandat britannique, en 1919, “Le Pays” est le journal de référence chez les politiques et les intellectuels israéliens, avec une ligne éditoriale de centre gauche.

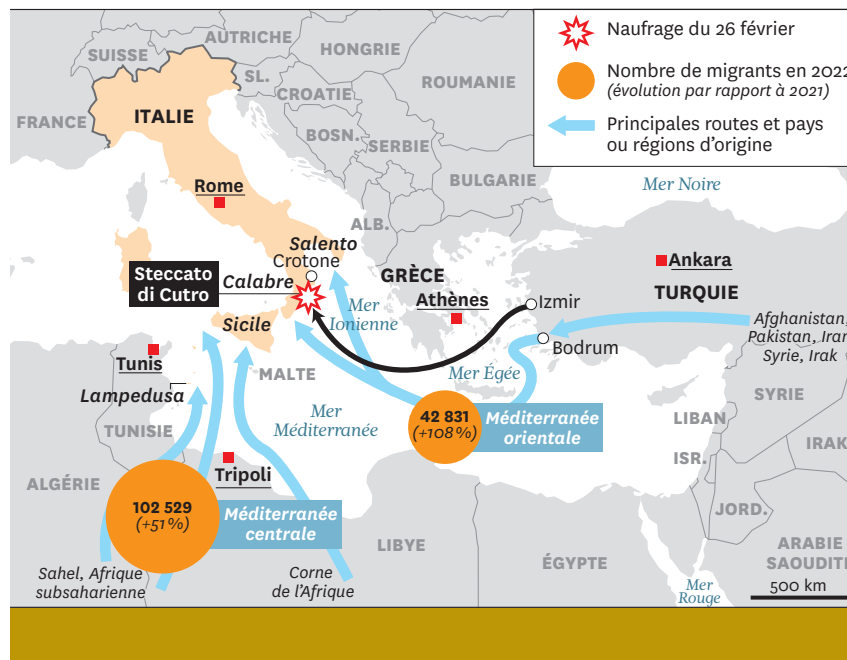


ÉDITO

MIGRANTS

L'autre route des naufrages

L'embarcation qui s'est échouée sur les côtes calabraises le 26 février, entraînant la mort de plus de 60 migrants, était partie de Turquie. Une voie où le trafic a doublé en un an.



TikTok persona non grata

ÉTATS-UNIS ET CANADA — Le 27 février, la Maison-Blanche a donné à ses agences fédérales trente jours pour s'assurer qu'aucun de leurs employés n'avait l'application chinoise de partage de vidéos installée sur leurs appareils mobiles, rapporte la chaîne **CNBC**. Le Canada a quant à lui immédiatement supprimé l'application des téléphones de ses fonctionnaires, par peur que Pékin puisse ainsi accéder aux données d'utilisateurs. TikTok a déclaré que ces inquiétudes étaient alimentées par la désinformation.

Une vague rose et blanche



MEXIQUE — Des centaines de milliers de personnes ont manifesté le 26 février à Mexico et à

travers tout le pays contre une réforme électorale. Selon l'opposition, l'Institut national électoral (INE), chargé d'organiser le prochain scrutin présidentiel, prévu mi-2024, s'en trouverait affaibli. La place du Zócalo, dans le centre de la capitale, était teinte en rose et blanc (les couleurs de l'INE). Une "vague citoyenne" qui, pour le **Diario de Yucatán**, constitue un "avertissement lancé à Amlo", Andrés Manuel López Obrador, le président mexicain de gauche.

Un Français primé à la Berlinale

CINÉMA — Sur *l'Adamant*, un documentaire français, a remporté l'Ours d'or au festival du film de Berlin, le 25 février. Nicolas Philibert, qui s'était fait connaître en 2002 avec *Être ou avoir*, a tourné sur une péniche accueillant à Paris des personnes atteintes de troubles psychiques. "Il n'y est jamais question de la maladie", observe **Die Welt**. Le cinéaste de 72 ans s'intéresse aux petits moments du quotidien pour dépeindre "un refuge au milieu de la ville immense". Le film sort le 19 avril en France.

— **Corriere della Sera Milan**

Les images qui parviennent de Lampedusa, le bras de fer incessant entre le gouvernement et les ONG, les débarquements tragiques de migrants en provenance d'Afrique du Nord, tout cela fait souvent passer au second plan l'autre route qui mène les migrants jusqu'en Italie : celle qui passe par la mer Ionienne. La route qui, dimanche 26 février, a coûté la vie à des dizaines de personnes qui se sont noyées au large de la ville de Crotona, en Calabre.

Pourtant, tant par les chiffres que par les caractéristiques des trafiquants, cet itinéraire est le théâtre d'un phénomène de grande ampleur. Un phénomène visible depuis une dizaine d'années maintenant.

Selon Frontex [l'agence européenne de contrôle aux frontières]*, en effet, en 2022, 42 831 personnes ont emprunté cette route dite "turque", qui passe par les mers Égée et Ionienne. Toutes ne sont cependant pas arrivées en Italie. Certains migrants s'arrêtent en Grèce, pour poursuivre leur exode à pied, à travers les Balkans. Cette même année, plus de 60 000 migrants ont suivi l'autre route, celle qui part d'Afrique, traverse la Méditerranée centrale et mène en Sicile.

Mais penchons-nous sur les pourcentages, qui sont plus parlants : en mer Ionienne, le nombre de traversées a augmenté de 108 %, contre 51 % en Méditerranée centrale [par rapport à 2021].

Au total, selon le dernier rapport statistique publié par le ministère de l'Intérieur, et mis à jour le 24 février, 14 104 migrants ont débarqué en Italie depuis le début de l'année. C'est presque trois fois plus qu'à la même période en 2022 (lorsqu'ils étaient 5 354) et bien davantage qu'en 2021 (4 304 débarquements). Parmi ces migrants, seulement 855 ont été secourus par des ONG, soit 6 % du total. Le plus souvent, ces hommes et ces femmes arrivent sur des embarcations autonomes ou sont interceptés par des bateaux des gardes-côtes italiens.

Embarcations de fortune. Ils viennent principalement de Guinée (1 772) et de Côte d'Ivoire (1 720). On compte parmi eux 861 mineurs non accompagnés. Ceux qui ont débarqué sur les côtes de Calabre ou du Salento proviennent, eux, en majorité des zones de guerre (Afghanistan, Syrie, Irak), mais aussi d'Iran et du Pakistan. Tous ou presque commencent leur périple au port de Bodrum, sur la côte sud de la Turquie.

Une longue traversée qui se fait à bord d'embarcations de fortune (avec, comme ce dimanche, un risque d'issue tragique), mais aussi, très souvent, sur des bateaux à voile, qui sont considérés comme plus sûrs et moins visibles que les autres types d'embarcations. Les migrants arrivent alors dans une zone [à l'est de la Calabre et des Pouilles] où les ONG n'opèrent pas, ce qui leur permet généralement de débarquer en toute discrétion.

À la une



"LE MASSACRE DES INNOCENTS"
 "Il y avait des corps partout sur au moins 200 mètres. Quelque chose d'impensable. Une femme restait là, les bras écartés, comme si elle avait été crucifiée, avec deux enfants à ses côtés. Nous en avons sorti beaucoup des vagues, certains encore vivants." Ce témoignage glaçant a été recueilli par le reporter de **La Stampa**, à Steccato di Cutro (Calabre), où, le 26 février, au moins 62 migrants ont trouvé la mort. "Le massacre des innocents", titre le quotidien turinois le lendemain. Le bateau "transportait de 150 à 180 personnes : Pakistanais, Afghans, Irakiens, Iraniens". Seules 82 personnes ont pu être sauvées. Depuis le début de l'année, 225 migrants sont morts en Méditerranée. Le même scénario se répète sans cesse, s'indigne le journal dans un éditorial plein de rage : "Une éternité semble s'être écoulée depuis la photo du petit Aylan Kurdi [retrouvé mort en 2015 sur une plage turque], qui avait alerté le monde sur le drame des migrants, mais la vérité, c'est que d'autres enfants meurent au cœur d'un désintéret cynique [...]. Face au phénomène des migrations, on continue de répondre en érigeant des murs."

COURRIER INTERNATIONAL - SOURCE : FRONTEx

Sur cette route de la Méditerranée orientale, le trafic est géré par des bandes turques, mais les passeurs qui pilotent les bateaux, eux, viennent presque toujours de localités situées sur les rives de la mer Noire, en Russie ou en Ukraine. Parfois, les trafiquants en oublient jusqu'aux rivalités provoquées par la guerre. Le 4 novembre, le voilier *Blue Diamond* est arrivé en Sicile avec 99 Afghans et Pakistanais à son bord. L'équipage était de nationalité russe, mais l'appareil, lui, battait pavillon ukrainien.

— **Claudio Del Frate**
 Publié le 26 février

* Les chiffres repris dans la traduction de cet article ont été actualisés avec le rapport de Frontex en date du 13 janvier.

La fin des rancœurs ?



IRLANDE DU NORD — “Vous pouvez allumer le four”, lance le quotidien londonien **Metro**. L'accord tant

attendu sur le “protocole nord-irlandais” est prêt, “1 215 jours après le Brexit”. Rishi Sunak, Premier ministre britannique, et Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, ont annoncé le 27 février avoir trouvé un terrain d'entente à propos de ce volet de l'accord de divorce signé en 2020. Celui-ci a engendré la création d'une frontière douanière au sein du Royaume-Uni, entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, au grand dam des unionistes, attachés à leur identité britannique et qui crient à la dislocation du pays. Pour répondre à leurs craintes, les marchandises destinées au marché nord-irlandais seront largement exemptées de formalités douanières – au contraire des biens qui poursuivront leur route vers la république d'Irlande, membre de l'Union européenne. Avec cette poignée de main, la presse britannique veut croire “à la fin des rancœurs” suscitées par le référendum de 2016. Reste désormais à convaincre les unionistes et les *hard brexiters* conservateurs de soutenir la ratification du texte.

La grippe aviaire tue de nouveau

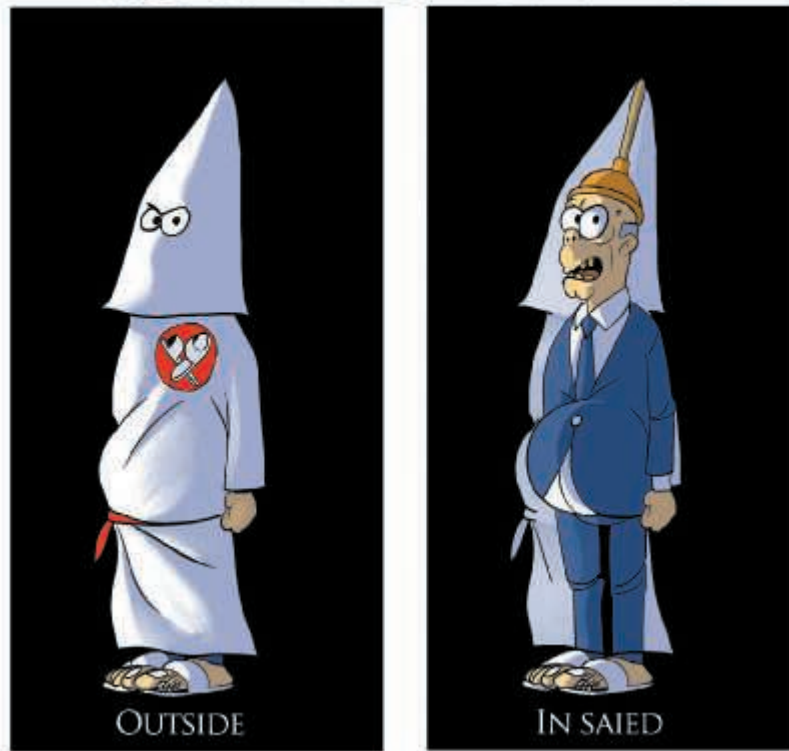
CAMBODGE — “Fièvre, toux et maux de gorge”, liste le site d'information **Cambodianess**. Ce sont d'abord ces symptômes qui ont alerté l'entourage de la fillette de 11 ans. Le 22 février, six jours après leur apparition, la petite fille est morte dans un hôpital de Phnom Penh après avoir contracté la grippe aviaire dans sa province rurale de Prey Veng. Il s'agit du premier décès lié au virus H5N1 recensé dans le pays depuis 2014. Le 28 février, les autorités cambodgiennes ont assuré que la situation était désormais “sous contrôle”.

LE DESSIN
DE LA SEMAINE



Dérive xénophobe

Le Chlék Chléx Klan



↑ “Käis-se-cache” “Käis-à-découvert”. Le titre du dessin est un jeu de mots entre le Ku Klux Klan et “chléka” qui, en arabe tunisien, veut dire “claquettes”. La tendance à la “chlékisation” de la vie politique sous la direction du président Saïed signifie, entre autres, la démolition des acquis de la révolution. Dessin de Z paru dans **Débat Tunisie**, Tunis.

TUNISIE — “Il ne fait pas bon avoir la peau noire en Tunisie”, écrit depuis le Burkina Faso **Le Pays**, qui évoque “une véritable chasse à l'homme”. Les immigrés en provenance d'Afrique subsaharienne sont en effet la cible d'arrestations et de harcèlement depuis la publication d'un communiqué du président tunisien. Kais Saïed y dénonce un plan visant à “changer la composition démographique du pays”. Ses propos, qui “laissent entrevoir une xénophobie doublée d'un racisme primaire”, selon **Le Pays**, ont été condamnés par l'Union africaine et une partie des Tunisiens, qui sont descendus dans la rue le 25 février. Mais aussi par le dessinateur tunisien Z, qui n'hésite pas à le croquer sous les habits du Ku Klux Klan.

6,22

MÈTRES : C'EST LA HAUTEUR qu'Armand Duplantis a franchie le 25 février à Clermont-Ferrand. Le sauteur à la perche suédois a ainsi battu d'un centimètre son propre record du monde. “Ce gars-là ne connaît pas de limites. Il a 23 ans, et on devrait déjà le considérer comme un des meilleurs athlètes suédois de tous les temps”, s'emballe un journaliste d'**Aftonbladet**.

CLIMAT

L'Europe à sec

Ces derniers mois, il n'a pas assez plu en France, en Italie et en Suisse. Les autorités songent déjà à des plans de rationnement d'eau.

La France va décréter des restrictions d'eau alors que l'hiver le plus sec jamais enregistré place le pays en “état d'alerte” face au risque de sécheresse l'été prochain”, écrit **Bloomberg** le 26 février en rapportant les propos du ministre de la Transition écologique, Christophe Béchu. Dans ce cadre, le ministre a réuni les préfets le 27 février. Deux jours plus tôt, le président Emmanuel Macron, au Salon de l'agriculture, avait appelé à “un plan de sobriété” pour l'eau.

De fait, la France n'a jamais connu un hiver aussi sec depuis des décennies. Au 21 février, il n'avait pas plu de manière “significative” pendant trente et un jours d'affilée. “La France redoute la sécheresse”, réagissait en Allemagne le magazine spécialisé **Agrar Heute** face à ce record. L'absence de précipitations depuis le début de l'année risque surtout de se faire sentir dans quelques mois, quand les nappes phréatiques – qui sont censées se remplir pendant l'automne et l'hiver – seront vides.

En Italie, les voyants sont également au rouge. En février 2022, les médias s'alarmaient face à un fleuve Pô à sec. Mais voulaient croire à une situation exceptionnelle. Or, cette année, c'est quasi toute la péninsule qui est touchée, écrit **TG COM 24**. “Des grandes plaines du Nord jusqu'à l'Italie centrale et le Sud, personne n'est épargné, alerte le site d'information. La neige dans les Alpes se fait plus rare, le Pô est dans une condition dramatique, et d'autres fleuves, comme l'Adige, le Piave ou le Tibre, ne vont pas mieux, pas plus que les lacs.” Comme en France, les autorités songent désormais à des mesures de rationnement.

La Suisse n'en est pas encore là, même si elle aussi est “déjà assoiffée”, selon **Le Temps**. Aucune pluie digne de ce nom n'est attendue avant le 5 mars. Or, explique Christophe Salamin, prévisionniste à MétéoSuisse, “la sécheresse estivale se prépare en hiver”. En clair, c'est à ce moment que se fait l'approvisionnement des nappes phréatiques. Mais aussi le stockage de l'eau grâce à la neige, qui permet “de la relâcher progressivement”, souligne l'hydrologue Manuela Brunner. “Or, cet hiver, il y a eu très peu de chutes de neige, en raison de la sécheresse mais aussi des températures élevées, qui ont fait que le peu d'humidité disponible s'est matérialisée sous forme de pluie”, rappelle le journal de Genève.

— **Courrier international**



CONTROVERSE

Peut-on réécrire les livres de Roald Dahl ?

L'éditeur britannique du célèbre écrivain jeunesse, mort en 1990, a entrepris de lisser ses textes, en ôtant par exemple des expressions considérées comme blessantes. Outre-Manche, l'initiative a déclenché un tollé.

NON

C'est une honte !

— **The Sunday Times** (extraits)
Londres

J'ai dévoré les histoires de Roald Dahl étant jeune. Sa merveilleuse imagination, son sens de la formule, ses personnages hauts en couleur ont nourri chez moi l'amour de la lecture, ce qui m'a menée à une vie professionnelle consacrée au livre. À 7 ans, je m'identifiais à Matilda plus qu'à tout autre personnage et j'ai passé un temps considérable à tenter de déplacer des objets par la pensée.

À de nombreux égards, les histoires de Roald Dahl ne sont pas géniales en dépit de leur noirceur, mais plutôt grâce à elle. C'est la menace d'être enfermée dans l'Étouffoir ou le fait de forcer Bruce Boufetout à se goinfrer d'un gâteau au chocolat géant qui font de *Matilda* une lecture si palpitante. Les diabesses griffues, chauves, aux pieds carrés qui se font passer pour des femmes normales dans *Sacrées sorcières* semblent puiser dans la profonde peur enfantine d'être à la merci d'adultes méchants.

Et est-ce qu'on ne se réjouit pas au moins un peu quand les horribles enfants pourris gâtés de *Charlie et la chocolaterie* écotent du sort sadique qui leur pendait au nez ?

Les personnages créés par Roald Dahl ont enchanté des générations d'enfants, mais les jeunes d'aujourd'hui devront se contenter d'une version censurée et aseptisée de ses histoires abracadabrantes. Sur la page des crédits, une mention précise : "Ce livre a été écrit il y a de nombreuses années, c'est pourquoi nous examinons régulièrement le texte afin de veiller à ce qu'il puisse rester apprécié de tous aujourd'hui."

Les sommités de chez l'éditeur anglais Puffin sont clairement convaincues que, pour "apprécier" ces histoires, le glouton Augustus Gloop de *Charlie et la chocolaterie* ne peut en aucun cas être "gros", il doit tout simplement être "énorme" (allons, on sait tous qu'il n'est pas élané). M^{lle} Legourdin ne peut avoir un "grand visage chevalin", elle n'a plus qu'un "visage" aujourd'hui.

Puffin a fait appel à des "lecteurs de sensibilité" [sensitivity readers], afin de mettre Roald Dahl au goût du jour, et ils ont proposé des modifications du texte liées au genre, à la santé mentale, au poids,

à l'origine raciale et aux violences. Venus des États-Unis, ces relecteurs, engagés par les éditeurs et auteurs pour examiner les manuscrits avant publication afin de débusquer les éventuels stéréotypes et formulations choquantes, sont de plus en plus fréquents dans l'édition britannique.

Il y a naturellement des cas où il est essentiel d'éditer des livres anciens. *Ils étaient dix* d'Agatha Christie (son plus grand roman à mon avis) avait autrefois un tout autre titre où figurait un mot commençant par un N [*Dix Petits Nègres*]. Ça n'aurait jamais dû passer en 1939, à la première édition du livre, et il est honteux que ce titre ait perduré au Royaume-Uni jusqu'en 1985 [et en France jusqu'en 2020].

Il faut aussi souligner que Roald Dahl était un vrai salaud. Son antisémitisme est sans doute le plus choquant : il a dit des Juifs que "même un conard comme Hitler ne s'en est pas pris à eux sans raison".

Mais si nous arrêtons de lire les livres jeunesse écrits par des auteurs odieux ou si l'on élimine tout ce qui est violent, malpoli ou sexiste, il ne va pas rester grand-chose.

Les enfants sont parfois d'affreuses petites créatures, et Roald Dahl le savait. Son talent consistait aussi à veiller à ce que les enfants gentils l'emportent toujours sur les mauvais, ainsi que sur les adultes tyranniques. Il faisait confiance à son lectorat pour différencier le bien du mal, et nous devons faire confiance à nos enfants pour en faire autant.

Les éditeurs de Puffin devraient avoir honte d'avoir massacré l'un des fleurons de la littérature jeunesse britannique. Quant à moi, je vais mettre de côté mes exemplaires originaux de Roald Dahl, pour qu'un jour mes enfants puissent les lire dans toute leur monstrueuse pétulance.

— **Laura Hackett**
Publié le 18 février

OUI

Modifier n'est pas censurer

— **i** (extraits) Londres

Les Britanniques ont l'embrassement facile ces temps-ci et la nation est de nouveau en ébullition. Après les "rouges" et le "péril jaune", l'ennemi de l'intérieur s'appelle "woke", nébuleuse de progressistes apparemment déterminés à gâcher les doux souvenirs du passé.

Cette fois, ce sont les livres de Roald Dahl qui déclenchent le récent accès de fureur. À l'issue d'un long processus de révision, ses ayants droit et son éditeur d'outre-Manche ont publié une version remaniée du *Bon Gros Géant* et de *Charlie et la chocolaterie*. Conscients des risques, ils auront certainement été prudents et vigilants. Las, le flot de réactions indignées ne tarit pas. Même le Premier ministre, Rishi Sunak, y est allé de son commentaire, affirmant que les œuvres de fiction devaient être "préservées, et non retouchées". Pathétique gesticulation politique.

La poétesse et écrivaine Debjani Chatterjee, elle, salue le fait que "l'éditeur ait fait ce travail de lecture". Moi aussi.

Car les œuvres publiées ne sont jamais d'exactes copies d'un manuscrit. Les éditeurs, les équipes marketing, les responsables des ventes sont consultés avant publication et les textes originaux évoluent. Mes livres ont eux aussi subi ces interventions. Les auteurs reviennent sur leurs idéaux à l'aide d'arguments pragmatiques. Salman Rushdie, qui a condamné la "censure" des œuvres de Roald Dahl, a lui-même modifié le texte des *Enfants de minuit* après avoir été visé par des poursuites judiciaires lancées par la Première ministre indienne de l'époque, Indira Gandhi, qui jugeait son livre diffamatoire.

Dans la version de *Charlie et la chocolaterie* publiée en 1964, les Oompa Loompa étaient des mangeurs de chenilles venus "des recoins les plus obscurs de la jungle africaine" que Willy Wonka avait emmenés à Londres "pour leur bien". En 1973, Roald Dahl décide d'en faire des personnages blancs après avoir entendu les critiques d'Eleanor Cameron, elle aussi autrice de livres pour enfants.

Modifier un texte n'est pas la même chose que le censurer. Il faut être de mauvaise foi pour prétendre le contraire. Les livres ne sont pas des monuments sacrés. Ils sont écrits par des êtres humains pour des êtres humains vivant dans le monde réel. Ce qui était jugé drôle ou approprié à une époque ne l'est plus nécessairement aujourd'hui. Cela vaut également pour les classiques du théâtre. Les représentations contemporaines de Shylock et d'Othello renversent fréquemment les préjugés du texte ou en ôtent les répliques racistes. Peu de gens s'en offusquent.

Dans les cours de récréation, j'ai entendu les mots "gros" et "moche" lancés comme des pierres pour blesser et exclure certains camarades. Ces mots ont été enlevés des livres de Roald Dahl. Les jeunes enfants aujourd'hui sont mal à l'aise avec leur apparence. La cruauté du texte de Roald Dahl n'est pas seulement lue et applaudie, elle a un effet sur certaines vies. C'est pourquoi il est bon et sage de l'atténuer. Cela n'enlève rien à la valeur des livres.

Les gens qui s'en indignent aujourd'hui sont aussi ceux qui reprochent toujours aux "wokes" de s'offenser d'un rien. Voilà qui est plaisant. Nombre d'entre eux sont emplis de nostalgie et veulent se raccrocher à leur jeunesse et leur enfance perdues. Je peux comprendre, c'est dur de vieillir. Mais les temps changent, les sociétés évoluent constamment, notre compréhension du monde aussi et nos valeurs avec.

Jacqueline Wilson, autrice de livres jeunesse à succès, estime que la modernisation des classiques de la littérature permet de conserver leur pertinence. "Je suis certaine que certains de mes premiers livres passeront aussi par cette étape", confie-t-elle.

La plupart des jeunes parents aujourd'hui prônent l'inclusion et sont sensibles à ces questions sociétales. Les éditeurs sont conscients de leurs attentes. Un certain Michael Walker résume parfaitement la situation sur Twitter : "La polémique autour des livres de Roald Dahl est stupide. Ce n'est pas de la censure, c'est juste que l'éditeur s'aperçoit que les gens se soucient des valeurs transmises dans les livres que lisent leurs enfants, donc il modifie le texte original pour que le livre continue à se vendre. C'est une question de chiffre d'affaires, pas un problème lié à la culture de l'annulation."

C'est aussi une affaire de respect et d'attention. Pourquoi s'en indigner ?

— **Yasmin Alibhai-Brown**
Publié le 21 février

Dernière minute

●●● Revirement partiel pour Puffin. L'éditeur britannique de Roald Dahl a annoncé, le 24 février, au terme d'une semaine de polémique, son intention de continuer à imprimer ses textes originaux à travers la création d'une collection "Classique" spéciale. Dix-sept titres seront mis en vente d'ici à la fin de l'année dans leur version non modifiée.

d'un
continent
à l'autre.

europa



Moyen-orient...	16
Asie	18
Amériques.....	20
France	22
Afrique.....	24

Ukraine. Exfiltrer les militants antiguerre russes à tout prix

Plusieurs organisations, à l'instar d'"In transit", dont le siège est à Berlin, se sont spécialisées dans l'assistance aux dissidents russes inquiétés par le pouvoir. Leur objectif : sortir ces militants du pays au plus vite.

—The New York Times
(extraits) New York

A l'automne dernier, trois jeunes femmes membres d'un groupe de discussion antiguerre en ligne ont été accusées par un autre internaute d'avoir comploté avec lui en vue d'attaquer un bureau de recrutement militaire à la bombe incendiaire.

Le trio est rapidement passé dans la clandestinité : les jeunes femmes se sont cachées chez une amie dans leur ville de Vladivostok, dans l'Extrême-Orient russe, le temps de trouver un moyen de quitter le pays et d'échapper à de potentielles lourdes peines de prison. C'est ainsi qu'elles ont découvert un groupe baptisé "In Transit", qui avec d'autres organisations forme un vaste réseau clandestin venant en aide à ces centaines de Russes poursuivis pour avoir exprimé leur opposition à l'invasion de l'Ukraine ou voulu secourir des réfugiés ukrainiens.

Le chemin vers la liberté a conduit les trois jeunes femmes jusqu'au Kazakhstan, au terme d'un périple de six jours et de près de 6 500 kilomètres, à bord de six véhicules différents. Entre deux étapes, jamais elles n'ont su ni leur itinéraire, ni le nom de leur chauffeur, ni leur point de rendez-vous.

"Nous avions peur", raconte l'une de ces trois lycéennes, âgées de 16, 17 et 19 ans. Au point qu'au moment de changer de voiture elles évitaient de parler à qui que ce soit dans la rue, de crainte des informateurs et des caméras de surveillance.



ENQUÊTE

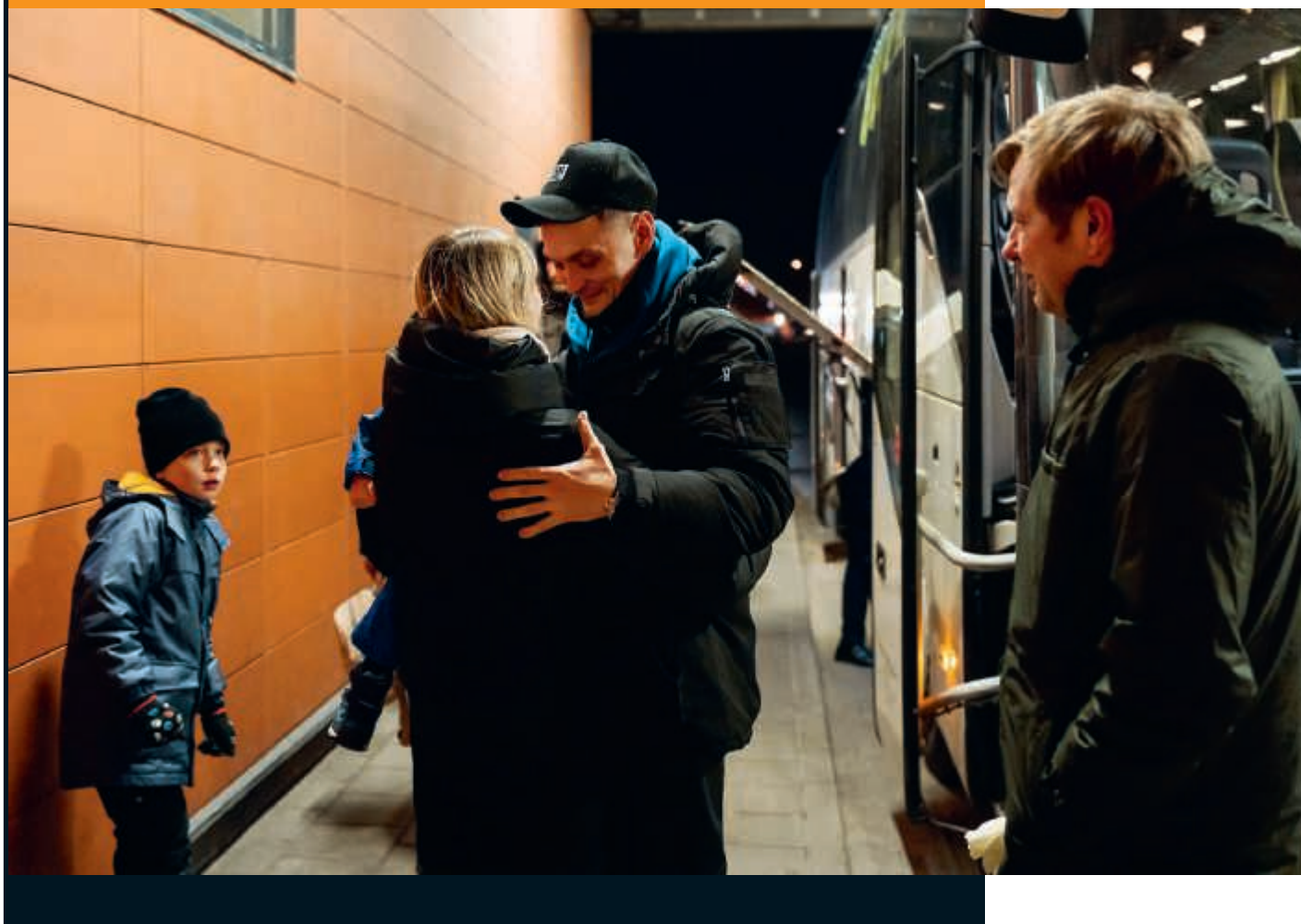
À l'image d'"In Transit", qui leur a permis de quitter la Russie, il existe au moins cinq organisations qui aident les opposants russes à quitter le

pays, avec généralement une toute petite longueur d'avance sur l'état judiciaire. De l'étranger, ces organisations planifient des itinéraires et peuvent mettre à disposition des véhicules, de l'argent pour le voyage, des caches, des facilités pour passer les frontières, et des visas.

In Transit a été imaginé par trois femmes de Saint-Petersbourg qui, voyant les arrestations se multiplier lors des manifestations antiguerre, au lendemain de l'invasion russe en Ukraine, en février 2022, se sont rendu compte que des Russes allaient avoir besoin d'aide pour fuir. Pour des raisons de sécurité, elles ont établi leur organisation à Berlin. Et, pour les mêmes raisons, nous avons décidé de taire leurs noms et de garantir l'anonymat des exilés qui nous l'ont demandé, ainsi que le détail de leurs itinéraires.

Après que l'Union européenne a suspendu l'accord qui facilitait la délivrance de visas aux citoyens russes l'année dernière, quelques pays (essentiellement l'Allemagne, la Pologne et la Lituanie) ont ouvert aux opposants russes un programme de visas humanitaires pensé à l'origine pour les dissidents biélorusses.

Selon OVD-Info, une organisation russe de défense des droits de l'homme qui assure le suivi de la répression, le nombre de Russes inculpés pour avoir critiqué la guerre (pour "discreditation" de l'armée) a connu un premier pic début mars 2022,



✓ Oleg Zavialov retrouve, le 31 janvier 2023, son frère et sa belle-sœur après avoir fui la Russie séparément.

Photo Andrej Vasilenko/The New York Times

après l'adoption de la loi, avant de remonter de nouveau fin septembre, après l'annonce de la mobilisation. Il reste aujourd'hui stable, à un niveau élevé.

Depuis le printemps 2022, l'Allemagne, la Pologne et la Lituanie ont ainsi délivré plus de 3800 visas humanitaires, selon les autorités. Pour en obtenir un, il n'est pas obligatoire de faire l'objet de poursuites judiciaires, mais les demandeurs doivent apporter la preuve qu'ils ont fait plus que participer à des manifestations antiguerre.

Enlèvement et tortures. Irina, une économiste de 60 ans, a reçu un visa allemand : elle avait tenté de venir en aide à 750 réfugiés venus de la ville ukrainienne de Marioupol et parqués dans une usine abandonnée près de Penza, dans le centre de la Russie.

Elle raconte avoir levé plus de 14000 dollars via une cagnotte participative pour acheter de la nourriture, des médicaments, des livres pour enfants et même des sous-vêtements pour certaines femmes, dans le dénuement le plus complet. Mais des responsables locaux, de plus en plus hostiles, exigeaient d'elle que l'aide soit distribuée par leur intermédiaire. Bientôt, elle découvre ces mots tagués sur la porte de son appartement : "Ici vit une alliée du régime ukrainien."

Convoquée par des agents du FSB [les services secrets russes] pour un interrogatoire d'une heure, elle en est à peine sortie que quatre hommes patibulaires l'enlèvent sur le parking de son immeuble et l'emmenent dans une forêt. "On va t'enterrer là", lui crie l'un de ses kidnappeurs en la jetant à terre. "Qui te paie? Pour qui tu travailles?"

Quand, cinq heures plus tard, ils la laissent partir, avec d'importantes contusions et un traumatisme crânien, sa décision est prise : elle doit quitter le pays.

Pour ne pas avoir à décliner leur identité, les candidats à l'exil évitent le plus souvent les transports publics pour privilégier les véhicules avec chauffeur – mais cela n'est pas sans risque non plus.

Les trois jeunes femmes, par exemple, racontent que l'un de leurs chauffeurs roulait à 160 kilomètres-heure, et qu'il conduisait à un moment tout en mangeant un kebab et en passant un appel vidéo



courrierinternational.com

Du plan de paix proposé par la Chine aux déclarations de Vladimir Poutine, en passant par l'échec du G20, toute l'actualité de la guerre en Ukraine est sur notre site. Avec, toujours, des reportages et des analyses traduites en exclusivité en français. Voici quelques suggestions :

●●● **"Pire que la révolution d'Octobre."** Discours, interview... La presse russe, et notamment la **Nezavissimaïa Gazeta**, revient sur le discours de Vladimir Poutine du 22 février. Son importance concerne non pas la guerre elle-même, mais la rupture qu'il entérine avec l'Occident et qui est comparée à la révolution d'Octobre.

●●● **Le plan de paix chinois : les douze points de la discorde.** Dans un document rendu public le 24 février, le ministère des Affaires étrangères chinois a affiché sa position pour une

"résolution politique de la crise ukrainienne". Pour Kiev, c'est une tentative de "geler" le conflit, en perpétuant l'occupation du pays. Les Occidentaux, eux, critiquent sévèrement le texte. Et Moscou y voit un soutien de Pékin. Est-ce vraiment une surprise?

●●● **Reportage. En Ukraine aussi, la mobilisation fait peur.** Auteur de plusieurs reportages pour le site **24.hu**, un reporter de guerre hongrois est retourné en Ukraine un an après le début du conflit. Il raconte le fardeau d'une bataille qui s'éternise et la crainte de la conscription.

à sa femme. Quand il les a déposées dans une ville de Sibirie à 4 heures du matin, avec six heures d'avance, leurs passeurs ont dû se démenier de l'étranger pour leur trouver un toit sur place et leur éviter de rester dans la rue au risque d'attirer l'attention de la police.

Reste que, pour beaucoup de fugitifs, ces risques ne sont rien comparés à la menace de disparaitre au fin fond d'une colonie pénitentiaire russe. "Nous n'avions pas le choix", résume l'une des jeunes femmes, qui se souvient de son angoisse d'être arrêtée au moment où elles ont franchi la frontière kazakhe. "Rester, c'était tellement plus dangereux."

D'autres exilés sont partis pour éviter la mobilisation, après l'annonce de la conscription de 300 000 hommes décrétée par Poutine en septembre. Oleksandr, un comédien russo-ukrainien de 32 ans, avait fui sa ville natale de

Mais il a reçu un ordre de départ immédiat. "Parfait! Vous partez servir l'armée et défendre la mère patrie!" s'est-il entendu dire par la femme qui a examiné son dossier. Elle lui a donné pour ordre d'embarquer à bord d'un bus dont le départ était prévu dans l'heure.

Autour de lui, Oleksandr se souvient de jeunes hommes sonnés, en larmes ou en train de se soûler. Pénétrant dans des toilettes, lui repère une étroite lucarne : ni une ni deux, il s'y glisse et saute du premier étage sur un porche, puis sur le trottoir. Il n'a même pas eu peur de se blesser, se souvient-il : "Il n'y avait qu'une seule issue."

Oleksandr passe alors devant un bus dans lequel sont poussés à embarquer de jeunes hommes comme lui, devant quelques mères en larmes. Tournant au premier carrefour, il court trente minutes sans s'arrêter, persuadé d'être poursuivi, avant d'entrer en contact avec In Transit par l'intermédiaire d'un ami d'ami. D'autres dissidents ont d'abord tenté de se cacher en Russie même.

À Iaroslavl, au nord-est de Moscou, Ivan Brizgalov, 22 ans, a eu recours à un stratagème bien connu pour tenter de se débarrasser des agents qui, dit-il, l'ont arrêté et passé à tabac pour avoir participé à un défilé festif vêtu d'un tee-shirt aux couleurs de l'Ukraine : se faire interner dans un hôpital psychiatrique. Ce concepteur de vidéos YouTube consacrées aux jeux vidéo y restera caché quelques mois, avant de se résoudre à quitter le pays.

Le réseau d'exfiltration a reçu des appels à l'aide venus des coins les plus reculés de Russie. Pavel A. Verbitski, 50 ans, était chauffeur routier et vit dans la petite ville d'Ouraï, en Sibirie. À peine l'invasion lancée, il s'est lancé en ligne dans de violentes diatribes, notamment contre Poutine, parfois déclinées en vers : "Ces monstres ineptes, ces bâtards nous disent de tuer nos frères." "Le nain

Le réseau In Transit a reçu des appels à l'aide venus des coins les plus reculés de Russie.

chauve est prêt à partir en guerre contre la terre entière, rien que pour nous détourner des prix et de la folie des voleurs, histoire de se sauver lui, et de sauver les oligarques."

Il a été poursuivi pour plusieurs chefs d'accusation, et une vidéo de son procès a circulé dans la région. Dans cette ville où tout le monde ou presque soutenait la guerre, il a été surnommé l'"amoureux des nazis".

Lors d'une dispute sur la guerre, lui et un ancien ami en sont venus aux poings. Son avocat commis d'office l'a incité à plaider coupable. Pavel A. Verbitski a préféré prendre la fuite avec sa famille : aujourd'hui au Monténégro, ils attendent la réponse à leur demande de visa pour l'Allemagne.

À Smolensk, au début de la guerre, Vladimir, l'aîné des frères Zavialov, à la tête d'une petite

société de transports, a découvert une chaîne Telegram où se procurer de minuscules banderoles frappées de slogans anti-guerre à disposer à la place des étiquettes de prix dans les supermarchés : à la place de "bananes" ou de "lessive en poudre", on peut y lire, par exemple : "L'armée russe a bombardé une école à Marioupol."

La Gestapo. Vladimir s'est pris au jeu, mais une jeune femme envoie alors une photo des étiquettes à sa grand-mère, qui prévient les autorités. La police examine les vidéos des caméras de surveillance du magasin, et Vladimir est arrêté.

Sa femme et son frère Oleg sont convoqués à leur tour, séparément, pour être interrogés par la police. Quand il se rend compte que le nourrisson qu'il entend pleurer dans la pièce à côté n'est autre que son neveu, Oleg a l'impression de se retrouver dans un vieux film d'espionnage soviétique, ou aux mains de la Gestapo.

Les fondatrices d'In Transit assurent n'avoir encore jamais perdu de candidat à l'exil, ce qui n'est pas le cas d'autres organisations. Le plus souvent, c'est parce que les fugitifs ne se sont pas pliés à la consigne d'abandonner leur téléphone portable derrière eux ou qu'ils ont posté des messages sur les réseaux sociaux pendant leur périple.

Ceux qui ont réussi à fuir disent le tourbillon d'émotions contradictoires au moment de passer la frontière : du soulagement, mais aussi la prise de conscience soudaine qu'ils ne sont pas près de revoir leur pays ni leur famille. Dans leur nouvelle vie, tous sont en proie à l'angoisse, en particulier celle qu'on vienne les chercher pour les ramener en Russie.

Quand Oleksandr, le comédien, a finalement atteint sa chambre d'hôtel hors de Russie, il est resté une heure dans le noir à sangloter. Un mois durant, son passage par le bureau de recrutement militaire en Russie a continué de venir le hanter dans ses nuits.

Mais il a appris que des amis à lui étaient morts au combat, et il n'a aucun regret : "C'était des gens bien. Tous les jours j'apprends la mort de gens que j'ai connus et qui n'ont pas pu partir."

— Neil MacFarquhar et Alina Lobzina
Publié le 14 février

IRLANDE

Le sentiment anti-immigrés gagne du terrain

Préservée jusqu'à présent de la montée de l'extrême droite, l'île d'Émeraude est secouée depuis plusieurs semaines par des manifestations contre l'accueil des demandeurs d'asile, ukrainiens ou originaires d'autres régions du monde.



—UnHerd (extraits) Londres

L'Irlande a un problème avec l'immigration. Presque un an après que les réfugiés ukrainiens ont commencé à affluer, les capacités d'accueil de l'État arrivent à saturation et les collectivités locales sont perturbées. Il en résulte deux phénomènes : d'une part, des migrants sont accueillis dans des dortoirs aménagés à l'intérieur d'immeubles de bureaux, ou pis encore dans des tentes; d'autre part, des manifestations antimigrants gagnent tout le pays, sous le slogan "l'Irlande est pleine". Il y a eu 307 manifestations antimigrants en 2022, on en dénombre déjà 64 depuis le début de 2023. Le 7 février, à Dublin, plus de 2 000 personnes sont descendues dans la rue.

Le point de convergence des manifestants est le quartier populaire d'East Wall. En novembre, après que les autorités ont transformé un bâtiment en centre d'accueil pour migrants sans consulter la population, des centaines de personnes ont commencé

à s'y rassembler, semaine après semaine. En décembre, le mouvement s'est étendu à quatre autres quartiers populaires du nord de la capitale. Loin de s'essouffler au fil des mois, les manifestations ont continué à s'intensifier, gagnant le reste du pays.

Le mois dernier, à Dublin, 300 antimigrants ont affronté des contre-manifestants. Le profil de chacune des factions réservait des surprises. Comme on pouvait s'y attendre, les antimigrants appartenaient aux quartiers populaires où les migrants sont hébergés, tandis que leurs adversaires étaient essentiellement des progressistes des classes moyennes. En revanche, le contingent antimigrants comptait une proportion importante de femmes.

L'un des principaux facteurs qui expliquent les manifestations antimigrants en Irlande est l'existence d'un certain nombre de témoignages sur des migrants qui auraient maltraité des femmes, et même de jeunes enfants.

Fin janvier, des rumeurs sans fondement ont circulé à propos

d'un migrant d'un camp de Dublin ayant infligé des sévices sexuels à une femme. Ce qui n'est pas sans effet sur l'opinion : selon une enquête récente, seules 38 % des Irlandaises étaient favorables à la construction de nouveaux logements pour les migrants, contre 55 % des hommes. Comme l'observe *The Irish Independent*, "l'idée selon laquelle l'Irlande aurait accueilli trop de réfugiés

est nettement plus ancrée parmi les femmes de milieux populaires".

Si c'est vrai, la version officielle consistant à mettre en avant les femmes et les enfants ukrainiens qui fuient la guerre et les persécutions ne semble pas prendre dans les esprits des électeurs. Cela s'explique par la hausse du nombre de demandeurs d'asile non ukrainiens qui profitent de la vague de sympathie envers les Ukrainiens pour entrer dans le pays.

On apprenait récemment que le nombre de demandes d'asile pour le premier semestre de 2022 avait augmenté de 200 %, contre une hausse moyenne de 25 % dans l'ensemble des pays de l'UE. Les autorités signalent que sur les quelque 20 000 demandeurs d'asile non ukrainiens, 50 % sont des hommes célibataires.

Dans n'importe quel autre pays européen, un tel scénario permettrait à un parti populiste d'extrême droite de progresser dans l'opinion. Mais dans le paysage politique actuel de l'Irlande, il n'y a pas l'équivalent d'une Le Pen, d'un Orban ou d'un Trump. Le Fianna Fáil et le Fine Gael gouvernent l'Irlande depuis un siècle. Le premier se positionne comme un parti plus traditionaliste et ouvrier, le second comme une formation plus laïque et économiquement plus libérale – mais dans l'ensemble, ces deux formations gouvernent de manière identique.

Ces manifestants des classes populaires appartiennent à la même catégorie sociale que l'électorat Sinn Féin. Comme l'a découvert Eoin O'Malley, un professeur de Dublin, "le soutien apporté au Sinn Féin correspond à un sentiment anti-immigrés". Un récent sondage indique que, si 75 % des

partisans du Fine Gael et 71 % de l'électorat Fianna Fáil estiment que seule l'extrême droite est contre l'accueil de réfugiés, ce chiffre est tombé à 45 % parmi les partisans du Sinn Féin. Ce sentiment anti-immigrés contraste fortement avec les positions de la direction du Sinn Féin, ce qui explique peut-être son recul de trois points dans les sondages récents. Dans un climat politiquement si hostile, la distance du Sinn Féin vis-à-vis de sa base populaire anti-immigrés commence à faire émerger quelque chose d'inédit en Irlande : des partis populistes d'extrême droite, le plus important étant l'Irish Freedom Party (IFP). Dirigé par Hermann Kelly, un allié de Nigel Farage, l'IFP a avant tout fait campagne pour une sortie de l'Irlande de l'UE. Soulignons qu'il reste en marge de la vie politique irlandaise et qu'il ne progresse pas encore nettement dans les sondages. Mais il commence à se positionner comme le parti des antimigrants. Si la situation reste la même ou qu'elle se détériore, le Sinn Féin pourrait assister à une hémorragie de ses électeurs, pour lesquels le populisme d'extrême droite deviendrait acceptable.

—Peter Ryan
Publié le 9 février

"La boîte de Pandore est ouverte"

●●● Pays d'émigration, l'Irlande se transforme en terre d'accueil. En 2022, 120 000 immigrés se sont installés dans le pays. "Du jamais-vu depuis quinze ans", souligne *The Irish Times*. Parmi ces nouveaux venus, 55 000 Ukrainiens et 13 000 autres demandeurs d'asile issus d'autres régions du monde. "Cet afflux se conjugue à une grave crise du logement et à la hausse du

coût de la vie, relève le journal irlandais. Et c'est en train de devenir un vrai sujet électoral. Sur ce point, nous devenons plus européens, et c'est dommage." Cette grogne croissante, décrypte la journaliste Naomi O'Leary, dans un autre article du quotidien, émane d'"un sentiment d'urgence et de crise", alimenté par "une minorité bruyante qui emprunte les tactiques

d'agitation éprouvées ailleurs sur le continent". Le piège, poursuit la journaliste dubloise, "serait de prendre pour argent comptant l'argument de l'extrême droite selon lequel ses opinions seraient partagées par une majorité silencieuse". Mais une chose est sûre, "la boîte de Pandore est ouverte" : depuis le début de l'année, le sujet s'est imposé dans la presse irlandaise.



Séismes. L'indicible souffrance des orphelins rescapés en Syrie

Ils ont subi de plein fouet le choc des tremblements de terre dévastateurs du 6 février mais, surtout, celui d'avoir perdu un parent, voire toute leur famille. À Jindires, dans le nord-ouest de la Syrie, ce traumatisme vient en outre s'ajouter à celui de douze années de guerre civile.



CARTOON MOVEMENT

↳ Dessin de Paolo Lombardi, Italie

—The Washington Post
(extraits) Washington

Dans les jours qui ont suivi les séismes [du 6 février], il était difficile de savoir quels enfants avaient encore des parents. Alors que les fonctionnaires [de Jindires] tentaient de mettre en relation les survivants avec leurs pères et leurs mères, ils se sont aperçus qu'ils ne connaissaient pas certaines des familles.

Après douze ans de guerre civile, ce petit territoire du nord-ouest de la Syrie abrite des millions de gens venus du reste du pays, dont les noms et les antécédents se sont perdus.

“Nous ne pouvions pas vérifier dans des bases de données, nous ne pouvions pas vérifier dans des listes”, explique Nour Agha, un secouriste présent à Jindires. “Certains des enfants n'arrivaient même pas à nous dire leur nom, tant ils étaient sous le choc.”

Le bilan du séisme dépasse désormais les 45 000 morts [en Turquie et en Syrie]. Plus de deux semaines après la tragédie, les autorités essaient encore de dénombrer les orphelins et d'organiser leur prise en charge, de part et d'autre de la frontière turco-syrienne.

À Jindires, où, de source officielle, le séisme a fait plus de 1200 morts, Rakkan Hassan Haji montre les profondes fissures dans les murs du trois-pièces qu'il occupe avec sa famille, puis pose doucement la main sur l'épaule de sa nièce Mezyan.

Elle est la seule survivante de sa famille. À 12 ans, Mezyan est grande pour son âge. Elle était la fille cadette de sa fratrie et avait un frère jumeau, Rachid. Tous ont disparu. Elle se tient près de son oncle, parlant doucement. Elle n'est pas retournée chez elle depuis que les secouristes l'ont tirée des décombres, elle ne veut pas essayer de récupérer des affaires. “Tout ce que je veux, c'est maman!” lâche-t-elle.

Les fonctionnaires municipaux ont arpenté la ville, feuilletant des formulaires remplis à la main pour y retrouver les noms des familles confrontées à des situations analogues. “C'est un cauchemar, constate l'un d'entre eux, tout en balayant les colonnes du doigt. Nous ne connaissons pas ces gens. Cette jeune fille a de la chance d'avoir des parents à proximité.”

Certains enfants ont émergé des gravats hébétés, souvent en larmes. Un secouriste se rappelle qu'une fille a résisté à l'équipe de sauveteurs qui voulaient la mettre en sécurité ; hystérique, elle hurlait qu'elle voulait qu'on la ramène vers sa famille, encore ensevelie sous les gravats.

Neuf Syriens sur dix vivent sous le seuil de pauvreté, selon les Nations unies. Comment des familles étendues comme celle de Mezyan, dans l'une des régions les plus pauvres de Syrie, vont-elles pouvoir élever un autre enfant? Haji et sa femme ont déjà deux enfants, et son salaire de journalier suffit à peine à couvrir les besoins essentiels de la famille.

“Certains des enfants n'arrivaient même pas à nous dire leur nom tant ils étaient sous le choc.”

Nour Agha, SECOURISTE
À JINDIRES (SYRIE)

“Je vais prendre soin d'elle, maintenant, ce sera notre fille”, assure-t-il. Puis son visage s'assombrit : “Je ne sais pas comment nous allons faire.”

Tandis que la Turquie s'efforce de tenir le décompte des nouveaux orphelins – les autorités turques ont affirmé que les familles d'au moins 263 enfants rescapés n'avaient pas pu être contactées –, la Syrie est confrontée à une situation bien plus complexe. Les chiffres recueillis dans les zones sous contrôle gouvernemental ne sont pas partagés avec ceux obtenus dans le Nord-Ouest rebelle. Des ONG y effectuent leurs propres relevés, mais elles n'ont guère les moyens de comparer les chiffres.

Layla Hasso, du Hurras Network, qui apporte un soutien psychologique aux mineurs du nord-ouest de la Syrie, explique : “La plupart de ces enfants sont très jeunes, si bien qu'il est difficile de communiquer avec eux.”

Elle s'inquiète tout particulièrement pour les enfants ayant entre 11 et 14 ans – ceux qui ont des souvenirs très vifs non seulement des tremblements de terre, mais aussi des années de guerre antérieures. “On a observé des suicides dans cette tranche d'âge avant le séisme, commente Layla Hasso. Ces enfants qui se souviennent sont les plus traumatisés.”

Dans un hôpital de Gaziantep [en Turquie], Ayse Hilal Sahin, infirmière en chef de l'établissement, affirme qu'elle et son équipe ont traité 60 mineurs depuis le séisme, et que la plupart d'entre eux avaient perdu au moins l'un de leurs parents.

Dans l'une des salles de l'hôpital, un garçon de 9 ans en maillot de foot récupère de ses blessures en bavardant avec son oncle. Il a survécu cent cinquante-six heures sous les décombres. Son joueur favori est Cristiano Ronaldo, nous explique-t-il. Quand il sera grand, il veut être pilote. Son oncle l'écoute en silence. Il n'a pas dit au garçon que ses parents étaient morts. *"Les psychologues nous conseillent de l'en informer rapidement, parce qu'il ne faut pas lui donner de faux espoirs, confie-t-il. Nous attendons qu'il soit remis physiquement, puis nous le lui dirons."*

Dans la ville d'Afrin, en Syrie, des enfants blessés ont été conduits à l'hôpital. Mohamed Mohamed, 8 ans, n'est pas encore autorisé à sortir, les médecins ayant constaté qu'en raison du choc il ne peut toujours pas parler. Sa tante Yasmine, assise à son chevet, nous raconte que ses deux parents sont morts. *"Il est avec moi, maintenant."*

Ailleurs à l'hôpital, un adolescent va devoir être amputé d'une jambe. *"La plupart des opérations chirurgicales importantes sont des amputations, observe Wardan Nasser, le médecin chef de cet hôpital. C'est ce qu'il y a de plus dur à pratiquer, c'est très pénible d'annoncer cela aux familles."*

Pour certains des enfants, il n'y a aucun proche à qui raconter quoi que ce soit. Ici, les médecins sont en colère. De nombreux parents auraient pu être sauvés, disent-ils. Au lendemain des tremblements de terre, l'aide internationale a tardé à arriver, et le nord-ouest de la Syrie a une fois de plus été livré à lui-même. Ahmed Haj Hassan, chef de la direction de la santé d'Afrin, ne mâche pas ses mots : *"Je ne veux pas seulement voir arriver des sacs mortuaires après une catastrophe. Je veux sauver des vies."*

À Jindires, Mezyan raconte qu'elle a passé plusieurs jours à essayer de contacter ses amis depuis les tremblements de terre. *"Certains d'entre eux sont vivants", se réjouit-elle, le regard toutefois profondément triste.*

— **Louisa Loveluck et Salwan Georges**
Publié le 14 février

En Turquie, l'enjeu électoral des aides

Centres de coordination perquisitionnés, camions arraisonnés, militants arrêtés... Les autorités veulent empêcher l'opposition de marquer des points à quelques semaines d'élections cruciales.

A lors que le manque de préparation et les retards dans les opérations de secours sont très critiqués par les survivants du double séisme du 6 février, c'est désormais la distribution de l'aide humanitaire qui focalise les critiques. En particulier les tentes, livrées en nombre insuffisant dans les zones sinistrées, alors qu'il s'agit d'un équipement crucial pour abriter les survivants.

Faute de tentes pour se protéger du froid mordant, de nombreuses personnes ont été contraintes de regagner leurs domiciles endommagés, et y ont été blessées ou y ont perdu la vie lors du nouveau séisme, d'une magnitude de 6,4, survenu le 20 février et qui a touché la province de Hatay, s'indigne le maire de la ville de Samandag, rapporte le média en ligne **Diken**.

Dans les régions touchées, où l'état d'urgence a été décrété, l'aide des partis d'opposition n'est pas la bienvenue pour les autorités. Le parti prokurde du HDP est particulièrement visé. Des centres de coordination et de distribution ont été perquisitionnés et placés sous contrôle des préfectures et de nombreux camions d'aide arraisonnés, leurs occupants parfois arrêtés par les forces de l'ordre.

Le quotidien de gauche **Evrensel** cite ainsi l'exemple d'un poids lourd parti de la région kurde de Siirt pour rejoindre la zone de Gaziantep, transportant

85 poêles ainsi que du bois et du charbon pour les survivants, et qui a été saisi par les autorités.

"Les gens manquent de tout, le gouvernement veut faire croire qu'il pourvoit aux besoins des gens mais, sur le terrain, nous voyons que ce n'est pas le cas, les rescapés subsistent grâce à l'aide internationale ou à celle de leur famille", critique la députée HDP Ayse Acar Basaran. Qui ajoute : *"L'État tente de maquiller son incompétence et de briser la solidarité de la société civile, au détriment des victimes."*

L'ONG humanitaire **Ahbap**, très populaire dans le pays, fondée et dirigée par le chanteur de rock Haluk Levent, proche de la gauche turque, est parvenue à lever plus de 50 millions d'euros, ce qui lui vaut d'être aussi dans le viseur du gouvernement.

Campagne de dons. Attaquée par des responsables du parti au pouvoir, l'AKP, et de son allié d'extrême droite du MHP, l'association a aussi été menacée de mots couverts par le ministre de l'Intérieur, qui s'en est pris à *"ceux qui tentent de se substituer à l'État et que nous allons remettre à leur place"*, souligne le quotidien d'opposition de droite **Yeniçag**.

Le gouvernement incite plutôt les Turcs à effectuer des dons auprès de l'Afad, l'organisme officiel chargé de gérer les catastrophes naturelles et vilipendé pour sa gestion de la crise ou

auprès du Croissant-Rouge, dont les dirigeants sont proches d'Erdogan.

Une campagne de dons à destination de ces deux organisations, relayée lors d'une soirée spéciale par la plupart des chaînes de télévision du pays, a réuni près de 6 milliards d'euros.

Mais l'opposition n'a pas manqué de souligner que la majorité de ces "dons" provenaient en fait d'organismes publics, comme la banque centrale ou les banques publiques Ziraat ou Vakifbank.

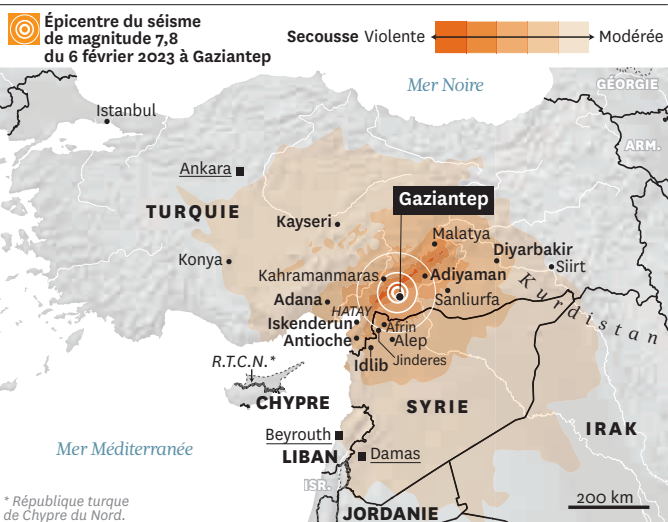
Une autre partie des dons récoltés par la campagne gouvernementale viennent de donateurs privés, comme le magnat de la construction Mehmet Cengiz, qui a contribué à hauteur de 150 millions d'euros. Connu pour sa proximité avec le pouvoir et son implication dans des scandales de corruption visant l'entourage du président turc, l'homme d'affaires, qui se voit souvent attribuer des contrats publics, bénéficie régulièrement d'amnistie pour ses dettes fiscales, souligne la presse d'opposition.

Le jour même de l'annonce de sa contribution, les autorités annonçaient de leur côté qu'une de ses entreprises, Eti Alüminyum, allait bénéficier de 151 millions d'euros d'aides publiques, indique le quotidien **Cumhuriyet**.

Dans les zones touchées par le séisme, les arrestations de journalistes se multiplient, s'inquiète le **Deutsche Welle Türkçe**, qui cite un appel de Reporters sans frontières. *"À l'occasion de cette tragédie, les autorités turques ne doivent pas restreindre encore davantage la liberté de la presse"*, a ainsi demandé l'ONG.

Par ailleurs, 131 internautes accusés d'avoir posté des messages *"provocateurs"* sur les réseaux sociaux à la suite du séisme ont été placés en garde à vue depuis deux semaines, et 25 sont emprisonnés, rapporte de son côté le média en ligne **T24**.

— **Courrier international**



D'après le vice-président turc, Fuat Oktay, **105 000 bâtiments** se sont effondrés ou ont été sévèrement endommagés et seront démolis.

D'après le chef de l'État, Recep Tayyip Erdogan, **2,2 millions de personnes** ont évacué les provinces affectées.

COURRIER INTERNATIONAL, SOURCE : USGS

UKRAINE LES MOTS DE LA GUERRE

L'actualité racontée par les langues étrangères. Un podcast de Courrier international.

À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE



asie

Afghanistan. Les femmes se mettent aux cours en ligne

Peu à peu privées d'éducation secondaire et universitaire par les talibans, un nombre croissant de femmes afghanes trouvent sur Internet la possibilité de suivre des cours et même d'obtenir un diplôme.

— **Gandhara** Kaboul

Zarghona Pamiri a dû renoncer à ses études en décembre, lorsque les dirigeants talibans ont interdit aux femmes de fréquenter les universités. Elle a toutefois récemment trouvé un moyen de contourner cet obstacle, en s'inscrivant à des cours en ligne.

Des milliers de femmes afghanes ont, comme elle, rejoint l'Afghanistan Online University, une nouvelle plateforme d'enseignement à distance qui propose des cours gratuits et permet aux femmes d'obtenir un diplôme universitaire. *“C'est une lueur d'espoir pour les femmes afghanes, résume Zarghona Pamiri, qui était étudiante en troisième cycle à l'université de Kaboul. L'enseignement en ligne est une bonne chose. Nous apprenons énormément sur Internet.”*

Depuis leur retour au pouvoir en 2021, les talibans ont imposé des dizaines de restrictions aux femmes sur leur apparence, leur liberté de mouvement et leur droit de travailler et de recevoir une éducation. Aujourd'hui, seules les petites filles de moins de 11 ans ont le droit d'aller à l'école. Les lycées ont été fermés aux jeunes filles en dépit de promesses répétées sur leur réouverture. Et le 20 décembre, le gouvernement a interdit aux femmes l'accès aux universités. Motif invoqué : éviter la mixité à l'université. Les

talibans ont également accusé les femmes de ne pas scrupuleusement respecter le code vestimentaire islamique.

Le site Afghanistan Online University a été créé par des chercheurs

“La véritable solution consisterait à rouvrir les universités aux femmes.”

Farida Mohmand,
ANCIENNE MINISTRE AFGHANE
DE L'ÉDUCATION SUPÉRIEURE

et des professeurs afghans en exil en Europe. Rassemblant plus de 400 collaborateurs, il propose des diplômes dans toutes les disciplines – de la psychologie à l'économie en passant par l'informatique. La plateforme propose des cours *“faits par et pour les Afghans ainsi que pour toute personne intéressée par des études liées à l'Afghanistan”* [située en Allemagne, cette plateforme se place sous l'égide de la branche allemande du World University Service, ONG fondée en 1950]. *“L'objectif est de combler les carences éducatives en Afghanistan”,* explique Farhad Arianfar, chercheur afghan et l'un des fondateurs de l'université en ligne.

Près de 6 000 étudiantes se sont inscrites sur le site, sélectionnées parmi 15 000 candidatures reçues après l'ouverture du

campus virtuel en janvier 2023. Le projet est toutefois confronté à un certain nombre de problèmes. Les fréquentes coupures d'électricité et la mauvaise qualité des connexions Internet en Afghanistan limitent sa portée.

L'université n'a pas reçu d'accreditation du gouvernement – lequel n'a pas souhaité répondre à nos questions. La plateforme cherche aujourd'hui à obtenir une accreditation de l'Union européenne (UE) et voudrait ouvrir un campus en Europe. Pour cela, elle a besoin de plus de 31 millions d'euros par an pour poursuivre ses activités.

L'université continuera à proposer des enseignements gratuits, affirme Farhad Arianfar. Afin de pallier les perturbations liées aux coupures d'électricité et de connexion Internet, les cours sont désormais enregistrés.

Cette initiative est louable, estime de son côté Farida Mohmand, ex-ministre afghane de l'Éducation supérieure. Mais l'enseignement à distance ne règlera pas le problème de l'éducation en Afghanistan : *“La véritable solution consisterait à rouvrir les universités aux femmes dès que possible.”*

Les efforts de la communauté internationale pour convaincre les talibans de revenir sur leur décision – largement condamnée – sont restés sans effet.

Shala, ancienne étudiante à l'université de Kaboul, aujourd'hui

inscrite à l'Afghanistan Online University, se dit heureuse de pouvoir reprendre ses études. *“Si Dieu le veut, j'obtiendrai un diplôme de licence de cette université”,* espère-t-elle. (Elle ne souhaite pas révéler son nom par crainte de mesures de rétorsion.)

L'Afghanistan Online University est l'initiative la plus récente pour permettre aux filles et aux femmes afghanes d'accéder gratuitement à l'éducation.

La Herat Online School, qui propose des cours en ligne à plusieurs milliers de filles afghanes, a été inaugurée quelques semaines seulement après le retour des talibans, en août 2021 [créée par un enseignant en exil, elle est accessible sur les réseaux sociaux]. Ses enseignements sont disponibles, gratuitement, pour toutes les jeunes filles vivant en Afghanistan ou ailleurs dans le monde, y compris les réfugiées qui sont privées d'éducation en Iran. L'université américaine d'Afghanistan, financée par des fonds américains, propose également des cours à des centaines de femmes restées dans le pays. Bon nombre de ses étudiants et de ses enseignants ont quitté l'Afghanistan après le retour des talibans.

— **Khujasta Kabiri**
Publié le 4 février

SOURCE

GANDHARA

Kaboul, Afghanistan gandhara.rferl.org
“Gandhara” fait référence à une ancienne région correspondant à l'actuelle vallée de Peshawar, dans l'extrême nord du Pakistan. Il s'agit d'un site d'information anglophone émanant des médias Radio Free Europe et Radio Liberty (RFE/RL), financés par le Congrès américain. Il publie les reportages de plusieurs dizaines de journalistes installés en Afghanistan et au Pakistan.

↳ Dessin de De Angelis, Italie.

Contexte

Une crise aggravée par la ségrégation

●●● À Kaboul, les plus pauvres en sont réduits à faire du porte-à-porte pour survivre, alerte **Gandhara**. Ils cherchent de la nourriture mais aussi de l'argent, apprend-on dans ce média en ligne. Après la prise de pouvoir des talibans en août 2021, la crise humanitaire s'est aggravée et l'économie du pays de 40 millions d'habitants s'est effondrée. Les donateurs occidentaux ont mis fin aux aides et imposé des sanctions contre les nouveaux maîtres de l'Afghanistan. *“Environ 1 million d'Afghans ont perdu leur emploi. Les Nations unies estiment que plus de 28 millions [de personnes] ont besoin d'aide humanitaire, tandis que 6 millions sont au bord de la famine.”* L'interdiction pour les femmes de travailler pour des organisations étrangères et des ONG locales, imposée en décembre 2022, n'a fait qu'aggraver la situation. Un rapport publié le 23 février par l'International Crisis Group estime que ces restrictions ont porté un coup dur aux libertés des femmes en Afghanistan tout en entravant la fourniture d'une aide humanitaire vitale. Dans un contexte où *“la moitié de la population souffre de faim aiguë”,* rappelle **Tolo News**, le site de la chaîne d'information en continu afghane, *“certains responsables humanitaires ont prédit des centaines de milliers de morts”.*



SPORT

La boxe thaïe serait-elle cambodgienne ?

Cambodgiens et Thaïlandais se disputent la paternité de la boxe pieds-poings. En ligne comme dans l'arène politique, cette question déchaîne les passions chauvines, regrette cet éditorialiste.

—Khaosod Bangkok

A l'heure où je tape ces mots, certains trolls cambodgiens et thaïlandais font tout ce qu'ils peuvent pour saper l'avenir des relations culturelles entre les deux pays. Ces deux voisins qui ont tant en commun ont désormais des rapports qui reposent plus sur la haine que sur l'amour.

Les hostilités ont commencé par l'affirmation que le *muay thai* (la boxe thaïe) ne serait qu'une variante du *kun khmer* (la boxe pieds-poings cambodgienne), puis par le choix d'utiliser les mots *kun khmer* [pour rebaptiser les compétitions de *muay thai* qui auront lieu au Cambodge] en mai prochain aux 32^{es} Jeux du Sud-Est asiatique. De furieuses batailles chauvines ont ainsi débuté des deux côtés de la frontière, en particulier depuis que la Thaïlande a annoncé qu'elle ne participerait

pas aux combats de *kun khmer* de la prochaine édition des Jeux.

L'armée thaïlandaise a répliqué en faisant exécuter [un *wai kru*], une danse d'hommage [aux entraîneurs, aux parents et aux ancêtres] qui s'effectue avant un combat, par 3650 soldats et cadets en présence de représentants du *Guinness Book des records* et du Premier ministre, le général Prayut Chan-ocha [le 6 février]. C'est Buakaw Banchamek, la légende du *muay thai*, qui menait la danse. Une façon d'envoyer un message fort au Cambodge tout en assurant aux Thaïlandais le caractère unique de la boxe thaïe, aux frais du contribuable.

Au Cambodge, le *Khmer Times* a rapporté le 3 février qu'Okhna Srey Chanthorn, le président honoraire de la Fédération de boxe khmère, avait annoncé sur les réseaux sociaux qu'il offrirait sa

villa, estimée à 270 000 dollars, à tout boxeur cambodgien qui battrait Buakaw. Au cas où la villa ne suffirait pas à attirer les candidats, Yada Yada, une starlette du Net au Cambodge, a déclaré que le boxeur cambodgien qui battrait Buakaw pourrait l'épouser.

Mais c'est sur les réseaux sociaux que se livrent les vraies batailles. Certains groupes Facebook émergent côté thaïlandais : par exemple, celui qui s'appelle Claimbodia [mot-valise formé autour du verbe anglais *claim*, "revendiquer", et *Cambodia*, "Cambodge"]. Ses 3700 membres font tout ce qu'ils peuvent pour dénigrer la culture cambodgienne, comme son patrimoine antique et son histoire. Leurs



ÉDITO

équivalents de l'autre côté de la frontière accusent la Thaïlande de n'être qu'une Copyland [vouée à imiter]. On peut ainsi passer des heures chaque jour à lire ces commentaires méprisants écrits par des trolls, mais la véritable victime de cette guerre, c'est l'avenir des relations entre la Thaïlande et le Cambodge.

Pour certains, tout cela serait l'œuvre des autorités de Phnom Penh, qui tentent ainsi d'unir les Cambodgiens autour d'un ennemi pour distraire la population des problèmes intérieurs. Pour d'autres, le Cambodge réagit de cette façon parce qu'il se sent menacé par l'influence croissante de la Thaïlande. Que ce soit le cas

ou non, il faut que les Thaïlandais se calment et songent à la coexistence future de nos deux pays. Ni la Thaïlande ni le Cambodge ne peuvent déménager ou nier la frontière, l'histoire et la culture qu'ils ont en commun.

Interactions culturelles. Entre le 19^e et le 15^e siècle, une grande partie des plaines du centre et le nord-est de ce qu'est aujourd'hui la Thaïlande étaient sous l'influence (voire partie intégrante) du grand empire d'Angkor. Ce qui signifie que nous, Thaïlandais du Centre, avons hérité de certains aspects de la culture d'Angkor, de l'ancienne culture khmère. Je considère donc avoir en moi une partie du patrimoine khmer, j'en suis un peu l'héritier si vous voulez.

Les choses se compliquent avec l'apparition du royaume Ayuthia [1350-1767] sur le territoire qui est aujourd'hui la Thaïlande. Ce royaume a, à son tour, influencé son voisin de l'Est. Cette fusion et ce transfert culturels se sont poursuivis jusqu'au début du royaume de Thonburi [1767-1782] et [à partir de 1858] quand la France a colonisé le Cambodge pour l'intégrer à l'Indochine française, en 1887. La complexité et la fluidité de ces héritages et cultures communs sont telles qu'il est difficile de démêler les interactions culturelles entre les deux pays avec une vision nationaliste.

Les Thaïlandais devraient être heureux que les Cambodgiens

fassent connaître un art aussi semblable à la boxe thaïe et les Cambodgiens devraient être ravis que la boxe thaïe soit si comparable au *kun khmer*, car les deux nations feront ainsi (et ensemble, espérons-le) la promotion de cette boxe pieds-poings dans le monde et la rendront encore plus populaire. Songez au *sepak takraw*, le kick volley-ball, qui est très apprécié des Thaïlandais et des Malaisiens. Le mot malais *sepak* signifie "donner un coup de pied" et le mot thaïlandais *takraw*, "balle de rotin tressé". La Thaïlande et la Malaisie sont parvenues à se mettre d'accord sur ce compromis à Kuala Lumpur, en 1960. Inutile de partir en guerre pour un nom.

Le *sepak takraw* appartient à la fois à la Thaïlande et à la Malaisie (ainsi qu'à l'Indonésie et à Singapour, et sans doute à quelques autres pays voisins). Il n'avait pas à être exclusivement thaïlandais ou malaisien, parce que les patrimoines culturels ne sont en général pas strictement limités à un pays et que le nationalisme et les frontières nationales sont arrivés beaucoup plus tard.

Les chercheurs des deux pays devraient songer à dépasser ce nationalisme étroit et mener ensemble une étude sur l'origine du *kun khmer* et du *muay thai*. Et peut-être, un jour, discuter d'un nom commun.

—Pravit Rojanaphruk
Publié le 12 février



amériques

Nicaragua.

“Ortega frappe par vengeance”

Comme 93 autres opposants en exil, le romancier Sergio Ramírez vient d'être déchu de sa nationalité. Il défend la nécessité d'une transition démocratique.



—El País México Mexico

Sergio Ramírez a vécu deux exils. Le premier pour avoir affronté la dictature d'Anastasio Somoza [1967-1979] en tant que dirigeant sandiniste; le deuxième est le prix qu'il paie aujourd'hui [à Madrid] pour son opposition au régime de Daniel Ortega et de Rosario Murillo [son épouse, vice-présidente].

EL PAÍS Comment vous sentez-vous ces jours-ci?

SERGIO RAMÍREZ Il faut essayer de prendre de la distance par rapport à ce genre de situations. En tant qu'écrivain, j'ai appris l'art des distances. Quand la réalité vous frappe durement, il faut la contempler comme si elle était vécue par quelqu'un d'autre. C'est

la manière de commencer à assimiler ce qui vous arrive.

Quand on m'a appris la nouvelle [de sa déchéance de nationalité], il était 2 heures du matin. J'ai vu que mon portable clignotait dans le noir, car je le mets en mode silencieux. Je me suis levé et j'ai vu le texto. Je l'ai lu, je suis parti un moment dans le salon et je me suis dit : personne ne répond au téléphone à une heure pareille, alors je retourne dormir et, demain, on verra bien ce qui se passe.

L'idée qu'on puisse vous “retirer” votre pays est absurde, cela n'a aucun sens. Aucun sens légal, car c'est contraire à la Constitution du Nicaragua. On ne peut même pas être condamné au bannissement, ce sont des peines barbares qui ont été éliminées depuis

Bio express

SERGIO RAMÍREZ

À 80 ans, c'est le plus célèbre écrivain nicaraguayen. En 2017, il a remporté le prix Cervantès, la plus haute récompense littéraire en langue espagnole. Sergio Ramírez est aussi un opposant à la dictature de Daniel Ortega, dont il fut pourtant le vice-président lors de son tout premier mandat, de 1985 à 1990. En 1996, il a rompu avec le sandinisme pour créer son propre parti de centre gauche, puis il s'est éloigné de la politique, tout en restant une voix critique contre la dérive autoritaire d'Ortega. En 2018, alors que la répression augmentait, il s'est exilé à Madrid. Le 15 février 2023, il a fait partie des 94 opposants en exil déchus de leur nationalité.

les Lumières. Et puis, cette idée que quelqu'un puisse vous retirer quelque chose qui vit en vous, qui est votre pays... On comprend vite que c'est absurde. Il s'agit d'un acte de vengeance, d'un acte désespéré, mais qui essaie de frapper tant de gens. Et évidemment, j'en suis atteint personnellement.

Et pourquoi, d'après vous, cette volonté de “retirer” le Nicaragua à certains opposants?

Ortega accumule un si grand nombre de prisonniers politiques qu'à la longue ce n'est plus viable. Il y a quelque temps, le président du Mexique, Andrés Manuel López Obrador, et son homologue argentin, Alberto Fernández, lui ont proposé une sorte de protocole de transition pour libérer

les prisonniers, ce qui aurait été un premier pas vers une démocratisation du pays, vers le dialogue. Il a rejeté la proposition, furieux.

Ensuite, quand le président Gustavo Petro a été élu en Colombie, il a pris lui aussi une initiative du même genre, qui a été repoussée de la même manière. Ortega a déclaré que l'expulsion [de 222] opposants emprisonnés vers les États-Unis [le 9 février] était une mesure unilatérale et qu'elle n'était en rien une concession de la part du

régime : il livre ces opposants à ce qui est pour lui l'ennemi impérialiste, les États-Unis.

Donc, face à cette contradiction, il doit trouver une contre-mesure. Ce n'est pas une démonstration de force, c'est un acte inouï qui a horrifié politiquement le reste du monde. Dépouiller quelqu'un de sa nationalité est une mesure d'un autre âge, et donc un aveu de faiblesse.

Vous avez vécu deux exils : pour avoir combattu Somoza, puis pour vous être opposé à Ortega. Quelle est la différence entre ces deux situations?

Quand Somoza m'a déclaré traître à la patrie, j'avais 30 ans. C'est la grande différence. J'avais vécu en exil au Costa Rica, puis nous avons une nouvelle fois défié Somoza, et ensuite je suis entré dans la clandestinité [au Nicaragua]. J'étais prêt à combattre, je faisais partie de cette lutte.

Aujourd'hui, mon rôle consiste à mener une réflexion critique. Je ne suis pas un politique, je suis un écrivain qui ne peut pas se taire. Je vois la situation au Nicaragua d'un autre œil. Celui de quelqu'un qui a vécu ces expériences qui se répètent et qui aimerait qu'elles ne se répètent plus. Et la première chose que j'aimerais ne pas voir se répéter au Nicaragua, ce sont des affrontements sanglants. Je ne voudrais pas que pour sortir de cette nouvelle dictature le pays doive se déchirer.

Cela me terrifie, parce que je connais le prix à payer, et je sais aussi que cela n'amène aucune solution véritable. Je sais que ceux qui accèdent au pouvoir par les armes finissent par devenir des tyrans à leur tour, et je vais lutter pour que cela ne se produise pas. Mon

combat est pour la démocratie, pour une solution pacifique au Nicaragua, pour la transition qui doit avoir lieu. Il n'y a pas d'autre issue que la transition vers la démocratie. Il faut que tous les Nicaraguayens participent pleinement à cette transition, y compris ceux qui sont au pouvoir.

La condamnation internationale a été très importante. En revanche, parmi les principaux pays d'Amérique latine, seul le

Chili a exprimé sans détour sa réprobation.

Il y a des pays qui se drapent dans une prétendue neutralité [Mexique, Argentine, Brésil, Colombie, tous “de gauche”], disant qu'il s'agit des affaires intérieures d'un pays. Ils ont tort. Il y a toujours cette idée que certains faits, au nom de certaines idées, sont légitimes.

La position du président chilien, Gabriel Boric, m'a toujours paru pertinente : elle consiste à dire qu'il faut critiquer les violations des droits de l'homme, de quelque bord idéologique qu'elles viennent. J'ai lu la déclaration du gouvernement mexicain, qui sans soutenir Ortega ne le critique pas non plus ouvertement, et celle du gouvernement colombien, qui va un peu plus dans le sens d'un rejet des expulsions et de la répression. Mais les deux pays qui ont condamné le plus ouvertement le régime d'Ortega sont le Chili et l'Espagne.

Que pensez-vous de la décision de l'évêque Rolando Álvarez, qui a refusé l'exil forcé [et a été condamné à vingt-six ans de prison le 10 février]?

Je comprends cette décision, mais il est très important d'observer que M^{sr} Álvarez n'est pas un dirigeant politique temporel. C'est un chef spirituel, un être prophétique, un homme d'un poids éthique considérable. Quand il refuse de monter dans l'avion, il est mû par la conviction que son devoir est de rester. Et lorsqu'il dit : “Profitez de la liberté, moi je vais payer pour ça”, ce ne sont pas des paroles en l'air, il exprime une profonde vérité.

Toute votre vie, vous aurez lutté pour la liberté dans votre pays. Pensez-vous que vous connaîtrez un Nicaragua libre?

Je viens à peine d'avoir 80 ans [il rit], mais je suis sûr que je verrai le changement démocratique au Nicaragua, que je rentrerai dans mon pays. Je n'ai jamais conçu ce retour d'un point de vue individuel. J'aimerais être dans mon pays à l'heure du changement. C'est là que j'aimerais être, que j'aimerais être comme écrivain, et non en tant que politique.

—Propos recueillis par

Francesco Manetto

Publié le 17 février

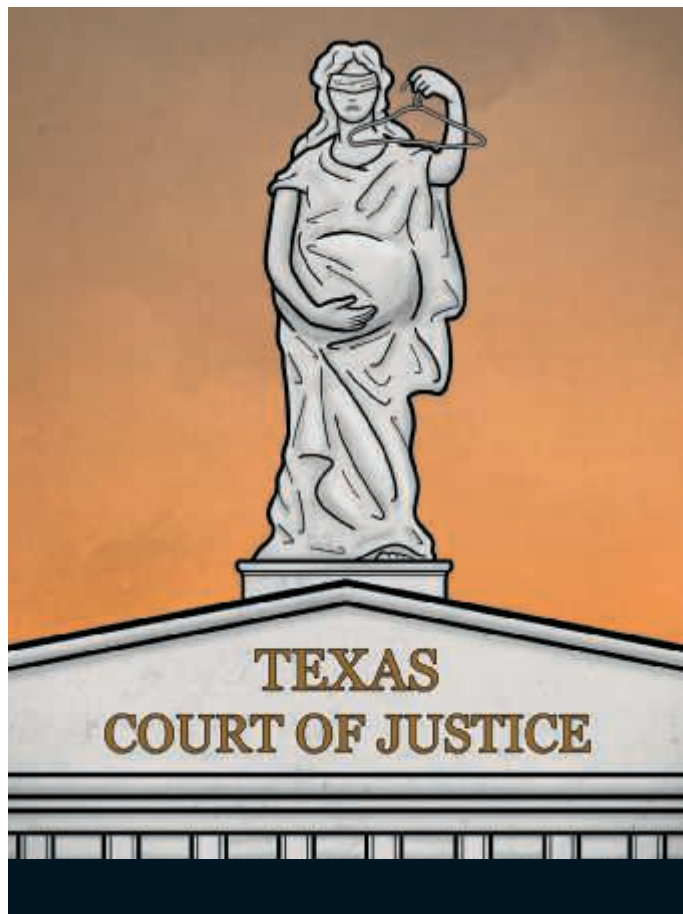


INTERVIEW

ÉTATS-UNIS

Le juge qui menace la pilule abortive

Nommé par Trump au Texas, le juge ultraconservateur Kacsmarky doit statuer sur l'avortement médicamenteux. Avec de potentielles conséquences pour des millions de femmes.



—The Guardian (extraits)
Londres

Matthew Kacsmarky, juge fédéral nommé dans le district nord du Texas par Donald Trump, suscite tout sauf l'indifférence. Lors de son audition de confirmation dans ses fonctions au Sénat de Washington, en 2019, tous les sénateurs démocrates se sont opposés à sa nomination, et Chuck Schumer (alors leader de l'opposition) l'avait déclaré "étroit d'esprit" et "réactionnaire".

Seule une sénatrice républicaine, Susan Collins, s'est affranchie des consignes de son parti et a voté contre la titularisation à vie de Matthew Kacsmarky. Elle aussi a eu des mots durs, déplorant que les "propos

extrémistes" du juge sur les droits reproductifs démontrent "une incapacité à respecter la jurisprudence et à appliquer le droit avec équité et impartialité".

Dans peu de temps, Matthew Kacsmarky aura l'occasion de donner tort ou raison à la sénatrice Susan Collins. Il doit en effet rendre une décision de justice aux conséquences considérables, l'une des plus cruciales de sa carrière, susceptible de bouleverser la vie de millions de femmes aux États-Unis.

L'affaire, qui oppose l'Alliance for Hippocratic Medicine, une organisation antiavortement, à l'Agence américaine de l'alimentation et du médicament (FDA), ouvre un nouveau front dans la guerre contre l'interruption volontaire de grossesse (IVG)

aux États-Unis. Un groupe de conservateurs chrétiens motivés par des considérations idéologiques demande en effet au juge Kacsmarky de délivrer une injonction nationale qui, concrètement, interdirait la pilule abortive en invalidant l'homologation émise par la FDA de l'un de ses grands principes actifs, la mifépristone.

Si le juge nommé par Trump se range du côté des plaignants, comme s'y attendent de nombreux spécialistes des droits reproductifs, l'interdiction de la pilule abortive s'appliquera à tout le territoire américain. Contrairement à l'arrêt *Dobbs vs Jackson* rendu par la Cour suprême en juin 2022, qui a réduit à néant le droit constitutionnel à l'avortement et renvoyé la réglementation sur l'IVG à la responsabilité de chaque État, une injonction du juge Kacsmarky rendrait illégale les avortements médicamenteux sur tout le territoire des États-Unis.

Les enjeux sont considérables, sachant que la pilule abortive représente aujourd'hui plus de la moitié des interruptions de grossesse dans ce pays.

"L'interdiction de la mifépristone dans tout le pays serait catastrophique", souligne Shaina Goodman, directrice de l'organisation pro-choix National Partnership for Women & Families. Et d'ajouter : "C'est une stratégie tout à fait délibérée et coordonnée du mouvement antiavortement [...]. Ils ont trouvé en la personne de Kacsmarky un juge coutumier des décisions fondées non sur le droit ou les faits mais sur l'idéologie."

Cette idéologie partisane figure en bonne place dans le parcours du juge. Avant d'être choisi par Trump pour rejoindre la justice fédérale, il a travaillé au First Liberty Institute, un cabinet d'avocats chrétien du Texas opposé à la séparation de l'Église et de l'État et connu pour ses positions anti-LGBTQI.

Guerre culturelle. Depuis qu'il est juge fédéral, Matthew Kacsmarky a rendu des décisions parmi les plus controversées de la jurisprudence fédérale. Il s'est notamment fait connaître pour ses entraves à la politique migratoire de Biden. Puis il s'est résolument tourné vers les sujets liés à la "guerre culturelle" chers aux

conservateurs. En octobre 2022, il a ainsi jugé infondées les nouvelles directives du gouvernement Biden protégeant les personnes transgenres contre les discriminations en milieu professionnel.

Deux mois plus tard, Matthew Kacsmarky a ouvert un nouveau front dans la guerre contre les droits reproductifs : la contraception. Sa décision exige que tous les jeunes Texans âgés de moins de 18 ans aient l'autorisation d'un parent ou d'un représentant légal pour obtenir un mode de contraception auprès d'un centre de santé bénéficiant de fonds fédéraux.

En janvier, le juge s'est mêlé d'un autre sujet qui suscite de virulents désaccords idéologiques : la vaccination contre le Covid-19. Il a accepté d'examiner la plainte d'un groupe d'antivax et de complotistes qui attaquent en justice quatre

En moins de quatre ans, Matthew Kacsmarky a rendu une litanie de décisions polémiques.

grands médias internationaux, dont la BBC et l'agence de presse Associated Press, auxquels ils reprochent de ne pas relayer des informations – pourtant hautement douteuses – sur les vaccins selon lesquelles ces derniers pourraient mettre des vies en danger.

Matthew Kacsmarky a à son actif une litanie de décisions polémiques rendues en moins de quatre ans. Selon Stephen Vladeck, professeur de droit constitutionnel à l'université du Texas, le fait que ce juge se retrouve aujourd'hui au cœur de batailles juridiques liées à tant de fractures américaines est tout sauf un hasard.

Les plaignants conservateurs décident où déposer leurs principaux recours, et ils peuvent choisir parmi 94 tribunaux fédéraux de district. Pourtant, leur choix se porte très souvent sur Amarillo, au Texas.

En creusant un peu, on comprend pourquoi ce tribunal est si populaire auprès des plaignants d'extrême droite. En septembre 2022, les règles de la cour ont été modifiées de façon que toutes les nouvelles affaires, au

civil et au pénal, soient examinées par Matthew Kacsmarky, sans exception.

Autrement dit, quiconque vient chercher un juge dans le district du nord du Texas sait exactement qui prendra son affaire en charge : un juge fédéral nommé par Trump, qui ne craint pas de balayer les précédents et de les remplacer par des positions idéologiques conservatrices.

"Pouvoir démesuré". Comme le souligne Stephen Vladeck, il y a un atout supplémentaire pour les plaignants de droite à jeter leur dévolu sur ce tribunal : le sort de leurs affaires en cas d'appel, ce qui est presque systématique au vu de leur nature controversée. Le Texas relève de la cour d'appel fédérale pour la 5^e circonscription, où siègent 16 juges, dont 12 nommés par des républicains.

Dans le cas précis du jugement à venir sur la pilule abortive, l'adresse du siège de l'Alliance of Hippocratic Medicine se trouve dans le Tennessee, à plus de 1500 kilomètres d'Amarillo. Pourtant, cette association a déposé sa plainte contre la mifépristone auprès de Matthew Kacsmarky. Si le recours avait été présenté à toute autre juridiction, il n'aurait peut-être même pas obtenu d'audience.

La mifépristone a été autorisée par la FDA en 2000 et, depuis cette date, s'est révélée très efficace et bien tolérée. Dans sa réponse à la demande d'interdiction, la FDA cite une étude menée auprès de plus de 30 000 Américaines ayant eu recours à une IVG avant neuf semaines de gestation, étude selon laquelle l'efficacité de la pilule abortive a été de 99,6 %.

Malgré ces conclusions scientifiques univoques, les plaignants conservateurs affirment qu'une interdiction permettrait de "protéger la santé, la sécurité et le bien-être de tous les Américains en rejetant ou en limitant l'usage de substances dangereuses".

Cet affrontement titanesque doit maintenant être arbitré par le seul juge Kacsmarky. "Il dispose d'un pouvoir démesuré qui aura des conséquences d'une grande ampleur, en l'occurrence dévastatrices, pour la population du pays tout entier", conclut Shaina Goodman.

—Ed Pilkington
Publié le 10 février

✎ Dessin de Tjeerd Royaards, Pays-Bas



france

Retraites.

Le moment de Laurent Berger

Contre le projet de réforme des retraites présenté par le gouvernement, le dirigeant de la CFDT est en première ligne. Un rôle inhabituel pour ce modéré.



—El Periódico de Catalunya *Barcelone*

C'est l'une des images que l'on retiendra des manifestations contre la réforme des retraites en France. Le 10 janvier, les responsables des huit principaux syndicats posaient tous ensemble devant les caméras, à la Bourse du travail, à Paris.

Au centre, il y avait Philippe Martinez, secrétaire général de la très combative CGT. À côté de lui, un autre dirigeant syndical nettement moins habitué de ce type de mobilisations : Laurent Berger, le leader de la CFDT, organisation réputée pour ses positions modérées.

Martinez, 61 ans, assez connu en Espagne pour ses origines ibériques, et Berger, 54 ans, ont pris la tête de l'actuel mouvement de contestation contre le recul de l'âge de la retraite de 62 à 64 ans (soit quarante-deux ou quarante-trois ans de cotisations pour une retraite à taux plein). La présence de la CFDT, syndicat au plus grand nombre d'adhérents en France, suivi de près par la CGT, représente l'une des principales nouveautés de ce mouvement, le plus suivi dans l'Hexagone depuis 2010. Depuis cette date, les syndicats français n'avaient pas présenté un front uni comme celui des manifestations massives de ces dernières semaines.

“Le report de l'âge légal, c'est la mesure la plus injuste qui soit [...], il est normal que les organisations syndicales se mobilisent”, a assuré cet après-midi-là Berger en lisant le communiqué qui devait marquer, pour les dirigeants syndicaux, le coup d'envoi des mobilisations contre la réforme des retraites, présentée quelques heures auparavant par la Première ministre, Élisabeth Borne.

Depuis qu'a commencé le bras de fer entre les syndicats et le gouvernement, les leaders de la CFDT et de la CGT sont devenus les principaux opposants au président Emmanuel Macron. Les décisions intelligentes des syndicats – avec une succession de grèves, mais suffisamment espacées dans le temps pour ne pas trop pénaliser les travailleurs – et la présence constante dans les médias de Berger et de Martinez ont contribué à la victoire dans l'opinion publique des détracteurs de la réforme. Pas moins de 65 % des Français sont opposés au texte, et 63 % soutiennent les grévistes, selon les derniers sondages.

Frictions avec Macron. On n'attendait certes pas Berger dans ce rôle de meneur des masses, lui qui jusqu'ici était bien plus partisan de mener le dialogue social que d'appeler à descendre dans la rue. Né en 1968 dans l'ouest de la France [en Loire-Atlantique], il est le fils d'un ouvrier des chantiers de Saint-Nazaire et d'une auxiliaire de puériculture. Après des études d'histoire à l'université de Nantes, il commence à travailler pour une association d'aide aux chômeurs et aux personnes en situation de grave pauvreté. Depuis le milieu des années 1990, il se consacre pleinement à son activité au sein de la CFDT, une organisation à l'idéologie zigzagante depuis sa création.

Fondée en 1964, la Confédération française démocratique du travail (CFDT) résulte d'une scission avec la CFTC, syndicat chrétien. En dépit de ces origines, en Mai 68, la CFDT a doublé par la gauche la CGT – alors très liée au Parti communiste français (PCF). “C'est un syndicat qui a été très impliqué dans les luttes des années 1960, mais qui a effectué un

virage idéologique dans les années 1980 en se ralliant à l'économie de marché et en donnant une grande importance à la négociation au sein des entreprises”, explique à *El Periódico* la politologue Sophie Bérout, professeure à l'université Lumière Lyon II et spécialiste du monde syndical.

De fait, Berger est un pur produit de cette CFDT attachée aux thèses de la *deuxième gauche** de Michel Rocard, équivalent français de la “troisième voie” [Third Way] incarnée par Tony Blair. À la fin de 2012, après son élection au poste de secrétaire général de son syndicat, il devient le principal interlocuteur du président socialiste François Hollande. Au point que beaucoup le considéraient comme un ministre du Travail bis. Cette collaboration a donné lieu à certaines conquêtes sociales, notamment un dispositif qui compense la pénibilité du travail. Par ailleurs, la CFDT a soutenu des mesures controversées, comme la réforme qui a assoupli le marché du travail en 2016.

Après l'arrivée à l'Élysée du centriste Macron, en 2017, les relations entre le président et Berger – qui préside depuis 2019 la Confédération européenne des syndicats – n'ont jamais été faciles. Les frictions entre les deux hommes ont été constantes, tant en raison des politiques migratoires dures du président que de sa volonté de réduire les prestations aux chômeurs. “Il est persuadé qu'il peut transformer la société française à lui tout seul, constatait Berger il y a quelques années [dans une interview pour *L'Obs*] à propos du dirigeant centriste. Ce n'est vraiment pas Rocard ni l'esprit nouvelle gauche.” Malgré cela, la CFDT s'abstenait encore de soutenir les autres syndicats à l'occasion de grandes manifestations. Jusqu'à aujourd'hui.

“Depuis que Macron est au pouvoir, il y a un rejet du dialogue social”, explique Bérout. Le changement de position de la CFDT, selon cette spécialiste, “est dû avant tout à la pression des militants eux-mêmes, qui ont de plus en plus de mal à faire accepter leurs revendications dans les entreprises, comme on l'a vu par exemple lors des difficiles négociations salariales de l'année dernière”. En juin 2022, au dernier

congrès de la CFDT, “la base a voté contre tout relèvement de l'âge de la retraite, et aujourd'hui Berger doit respecter ce mandat”, rappelle l'historien Stéphane Sirot, spécialiste des mouvements sociaux et professeur à l'université de Cergy-Pontoise.

Durcir le mouvement. Le report de l'âge de la retraite a toujours été une ligne blanche pour la CFDT. D'où la difficulté qu'a le gouvernement à diviser le front syndical unitaire, malgré ses tentatives répétées : l'alliance inhabituelle entre la CFDT et la CGT a été très remarquée lors des manifestations. Et, contrairement aux mouvements agités des dernières années, la mobilisation actuelle se caractérise d'une part par la forte présence de salariés du secteur privé, la CFDT étant le premier syndicat du privé, et d'autre part par son caractère festif et pacifique.

“L'esprit constructif et le respect de la démocratie et de la loi font partie de notre ADN”, souligne Geoffrey Caillon, coordinateur de la CFDT chez TotalEnergies. Les ‘gilets jaunes’ étaient beaucoup moins nombreux, et le gouvernement a cédé à leurs manifestations [marquées par des violences urbaines]. Il ne me paraît pas normal qu'on ne nous écoute pas.”

Face aux difficultés pour faire renoncer le gouvernement au report de l'âge de la retraite, de plus en plus de responsables syndicaux appellent à durcir le mouvement, avec des grèves illimitées dans des secteurs clés, comme les transports ou l'énergie, à partir de mars. Un pari qui n'enthousiasme pas la CFDT.

Ces dernières semaines, Laurent Berger est devenu l'homme à la mode en France, mais il est confronté à un sérieux obstacle : Emmanuel Macron l'ignore et paraît indifférent aux manifestations menées par les syndicats, même si elles mobilisent les foules.

“Je crains une forme de désespérance sociale, [...] qui amène à croire que seul le recours à des actions choc ou à la violence fonctionne”, mettait en garde [le 10 février] le leader syndical au micro de France Info.

—Enric Bonet Torra
Publié le 12 février

* En français dans le texte.



PROFIL

DIPLOMATIE

Des intellectuels africains embrigadés

Dans sa politique africaine, Emmanuel Macron avait affiché un désir de rupture. Mais en s'entourant d'universitaires, il s'inscrit plutôt dans une certaine continuité coloniale.



—Africa Is a Country (extraits) New York

Après son élection à la présidence française, en 2017, Emmanuel Macron a consacré beaucoup de son temps à la réinvention du dialogue avec ses homologues africains [notamment lors de son discours de Ouagadougou, le 28 novembre 2017, au cours duquel il avait affirmé vouloir “un changement de méthode” dans les relations françaises avec l’Afrique].

Ce nouveau départ était indispensable après les opérations militaires impopulaires de François Hollande au Sahel et le “rapport trouble” de Nicolas Sarkozy avec le continent. Macron savait que son ambition de redéfinir les liens franco-africains ne réussirait que s’il adaptait son *modus operandi* diplomatique. Pour mettre en œuvre cette nouvelle stratégie, le recrutement de plusieurs intellectuels africains s’est révélé un atout considérable, en vue de s’affranchir du modèle de la Françafrique tout en protégeant les intérêts français sur le continent.

En 2017, à la suite de plusieurs sollicitations de pays africains exigeant le retour de leur patrimoine culturel conservé en France, Macron a choisi de ne pas faire la

sourde oreille. Il a confié à l’intellectuel sénégalais Felwine Sarr et à l’historienne de l’art Bénédicte Savoy la rédaction d’un rapport sur la restitution à grande échelle de biens culturels africains.

Ce document, qui a été bien accueilli par les dirigeants africains et a donné une ampleur mondiale au débat sur les œuvres volées à l’époque coloniale, a aussi été un immense coup de pub.

Pour passer des mots aux actes, Macron a aussi veillé à se rendre dans plusieurs pays concernés par la restitution de biens culturels et

à se faire accompagner de spécialistes africains.

Le président français a même bénéficié du soutien du philosophe sénégalais Souleymane Diagne, qui a jugé réussie la restitution d’objets au

Sénégal et au Bénin [en 2020]. En réalité, la remise de 26 objets seulement semble plutôt superficielle, quasi cynique, dans la mesure où 46 000 objets pillés demeurent dans les collections des musées français.

Le poids économique, politique et militaire de la France en Afrique est aujourd’hui défié par plusieurs puissances étrangères. Au Cameroun, des accords militaires réussissent avec les Britanniques, les Israéliens et les Russes témoignent de l’affaiblissement de l’influence française en Afrique centrale. C’est

dans ce contexte qu’en juillet 2022 Macron s’est rendu à Yaoundé pour rencontrer son homologue, Paul Biya, au pouvoir depuis 1982.

Là encore, Macron avait choisis ses accompagnateurs avec soin, notamment un universitaire camerounais dont il est proche, Achille Mbembe, qui travaille en Afrique du Sud et qui est connu pour sa virulente opposition au règne autoritaire de Paul Biya. Quelques mois plus tôt [en octobre 2021], Achille Mbembe avait été chargé par Macron d’organiser le sommet Afrique-France à Montpellier.

L’idée était de repenser les relations franco-africaines et de souligner le rôle de la société civile africaine dans les enjeux de développement et d’environnement. L’objectif était aussi de promouvoir l’Africafrance comme le contraire idéologique de la Françafrique, et de laisser entendre que les États africains pourraient être les nouveaux maîtres du jeu.

Le rapport sur la restitution de biens culturels africains a été un immense coup de pub.

Souleymane Diagne, qui a aussi participé à l’organisation de l’événement, a affirmé qu’entre autres choses les États africains percevaient aujourd’hui la France comme un potentiel partenaire économique. Cette déclaration a renforcé l’idée que le rapport de force évoluait en faveur des États africains et que la France voulait faire profil bas.

Toutefois, les deux hommes ont été vertement critiqués dans leurs pays respectifs. Une grande partie de l’opinion publique intellectuelle en Afrique a vu ce sommet comme une tentative, de la part de la France, de redorer sa réputation, de banaliser son histoire complexe avec le continent et de créer l’illusion de forces équilibrées.

Le recrutement d’intellectuels africains comme Felwine Sarr, Achille Mbembe ou Souleymane Diagne fait partie intégrante de la volonté macronienne d’enterrer le concept de Françafrique et de démontrer sa “droiture” morale. Il est intéressant de souligner que la stratégie de Macron n’a rien de nouveau. Il existait à l’époque coloniale un réseau d’élites africaines

“instruites à la française”, veillant à ce que le rayonnement français dans les colonies ne disparaisse pas après l’indépendance.

Le premier président sénégalais, Léopold Sédar Senghor, était un grand défenseur de l’émancipation des identités africaines, noires et de la diaspora, et un fervent critique de l’eurocentrisme. Paradoxalement, Senghor était aussi convaincu que cette émancipation ne serait possible qu’en perpétuant des liens franco-africains. Il faut souligner que le “président poète” avait étudié dans les universités les plus prestigieuses de France, été ministre sous Charles de Gaulle et mené la création de l’Organisation internationale de la francophonie.

Par conséquent, Senghor a joué un rôle ambigu à la fois dans la lutte de l’Afrique pour l’indépendance et dans le maintien du rayonnement culturel et diplomatique français dans les anciennes colonies comme le Sénégal.

Malheureusement, Senghor n’est pas un cas isolé. Le premier président de la Côte d’Ivoire, Félix Houphouët-Boigny, dont le parcours ressemble à celui de Senghor à bien des égards, entretenait une relation ambivalente avec les autorités françaises. Il aurait inventé le terme “Françafrique” pour illustrer sa volonté de maintenir un lien privilégié avec Paris après l’indépendance. Et la Côte d’Ivoire demeure à ce jour un bastion de la francophonie.

Certains jugeront anhistorique la comparaison du rôle d’intellectuels comme Mbembe, Sarr et Diagne dans le maintien des aspirations néocoloniales de l’État français avec celui joué par Senghor une génération plus tôt. Et Mbembe, Sarr et Diagne s’en défendraient sans doute.

Les contextes historiques distincts de ces deux générations d’universitaires excluent toute comparaison hâtive. Mbembe lui-même a affirmé dans son livre *De la postcolonie* [2000] que l’Afrique n’était plus la “colonie” décrite par Frantz Fanon dans *Les Damnés de la Terre* [1961].

Reste que rien de tout cela n’empêchera Macron de mobiliser leur expertise pour afficher sa bonne conscience et restaurer subtilement un semblant d’influence française en Afrique.

—Mathijs Cazemier
Publié le 12 janvier

✓ Emmanuel Macron. Dessin de Glez paru dans le Journal du jeudi, Ouagadougou.

Contexte

●●● Du 1^{er} au 4 mars, Emmanuel Macron se rendra au Gabon, en RDC, en Angola et au Congo, quatre pays d’Afrique centrale dans lesquels il ne s’est jamais rendu. Les deux premiers sont en année électorale. Au Gabon, le président français “animera, au côté du président gabonais, Ali Bongo, le One Forest Summit, un sommet sur la préservation des forêts tropicales”, rapporte le site camerounais **EcoMatin**. “La visite se veut stratégique alors que le Gabon, pays de l’ancien pré carré français, rejoint le Commonwealth”, explique l’**Adiac**, une agence d’information du bassin du Congo.

Dernière minute

●●● Le 27 février, à la veille de son déplacement, le président français a détaillé sa stratégie vis-à-vis de l’Afrique. Elle passe notamment par la réduction de la présence militaire française en Côte d’Ivoire, au Sénégal et au Gabon. Dans son discours, il a prôné “l’humilité” et la “responsabilité” : “Il ne faut avoir aucun regret de la Françafrique”, a-t-il dit. Il a enfin annoncé une loi-cadre sur la restitution des œuvres d’art.

SOURCE



AFRICA IS A COUNTRY

New York, États-Unis
africasacountry.com
Créé en 2009 par l’universitaire sud-africain Sean Jacobs, *Africa Is a Country* (“L’Afrique est un pays”) est un site d’information sur l’actualité africaine. Son objectif est de remettre en cause les stéréotypes répandus dans les médias occidentaux sur les 54 pays africains, avec une orientation politique de gauche.



afrique



Sénégal. Plongées dans la mémoire de l'esclavage

Au large de l'île de Gorée, de jeunes chercheurs formés à la plongée par une institution américaine partent en quête des épaves de navires négriers.

—The Washington Post
Washington

Un cortège de plongeurs sous-marins chargés de mètres ruban, de tablettes en plastique et de palmes avance dans les rues pavées de l'un des anciens ports négriers les plus tristement célèbres du monde [l'île de Gorée, dans la baie de Dakar, au Sénégal]. Parmi eux se trouvent un policier sénégalais qui a appris à plonger le mois dernier, un Béninois plus expérimenté et la seule doctorante ivoirienne en archéologie sous-marine. Ils se dirigent vers l'océan, où ils vont terminer leur mission.

L'équipe a été chargée d'explorer des épaves pouvant être celles de navires négriers dans le cadre d'un programme soutenu par la Smithsonian Institution de Washington [institution de recherche scientifique américaine]. Les fouilles de cet automne s'inscrivent dans le prolongement des initiatives prises ces dernières années pour clarifier le rapport complexe de l'institution culturelle avec le racisme et l'esclavage. Les plongeurs y voient pour leur part une occasion non de trouver un trésor, mais de mieux comprendre l'histoire.

“Les seuls récits dont nous disposons aujourd'hui sont ceux des colonisateurs”, déclare Grace Grodje, doctorante en archéologie sous-marine. Elle est originaire de Côte d'Ivoire, un pays qui a également été une plaque tournante du commerce d'esclaves en Afrique de l'Ouest. “Il y a sous l'eau beaucoup d'informations qui n'ont pas encore été mises au jour. Si nous ne les cherchons pas, nous n'en aurons jamais connaissance.”

Pendant que le hors-bord fend les vagues de l'Atlantique par cette matinée ensoleillée d'octobre, Grace Grodje, 26 ans, enfle une combinaison un peu trop grande pour elle et positionne son masque. Elle n'a appris à plonger que le mois dernier. Assise à l'arrière du bateau, elle met les bouteilles sur son dos, place le détendeur dans sa bouche, prend appui sur le bord et bascule dans l'eau. Agrippant la corde de l'ancre, elle rejoint Gabrielle Miller, 30 ans, archéologue du Musée national de l'histoire et de

la culture africaines-américaines de la Smithsonian. Gabrielle Miller pointe son pouce vers le bas, le signe annonçant la descente. Grace Grodje et les autres étudiants dégonflent leur gilet et tous s'enfoncent dans l'eau, vers l'épave.

Grace Grodje et Gabrielle Miller se dirigent vers une chaîne rouillée qui repose au fond de l'océan, à environ 10 mètres de la surface. Gabrielle Miller prend des mesures avec un mètre ruban et Grace Grodje les note sur une tablette. À proximité se trouve une ancre complètement rouillée. Des sacs en plastique et une boule de vieux tissus passent en flottant.

Un léger courant commence à entraîner Grace Grodje vers la surface. Gabrielle Miller lui tend la main pour l'aider à se stabiliser. Leur objectif ce matin est de prendre toutes les mesures possibles afin d'établir une



REPORTAGE

carte une fois de retour dans la salle de classe.

Gabrielle Miller et Marc-André Bernier, archéologue sous-

marin canadien et chef de l'expédition, expliquent que l'épave a été découverte en 1988 et que le navire a probablement coulé au début des années 1800. Mais on ne sait pas encore s'il transportait des esclaves, comme la majorité des bateaux en provenance de l'île de Gorée à cette époque.

Éthique. Plus la quantité de données recueillies sera grande, plus il sera possible de déterminer l'origine du navire. Il y a quelques semaines, Gabrielle Miller, Marc-André Bernier et Madicke Gueye, un doctorant dont les recherches portent sur les épaves trouvées autour de Dakar, ont localisé un autre bateau probablement lié à la traite d'esclaves à environ 15 mètres de profondeur. Il a été exploré par des étudiants ayant un bon niveau de plongée.

Selon Paul Gardullo, directeur du Centre d'étude de l'esclavage mondial au sein du musée national de l'Histoire et de la Culture africaines-américaines, le nombre croissant de recherches portant sur les navires négriers – plus de 1000 auraient fait naufrage – ouvrira inévitablement d'importantes portes historiques.

Mais le vrai but de ce programme, précise-t-il, n'est “pas

de trouver des trésors et de les ramener à Washington”. Depuis quelque temps, la Smithsonian redouble d’efforts pour réparer ses torts historiques. Elle a, par exemple, restitué cette année au Bénin 29 sculptures en bronze qui avaient été volées par des soldats britanniques. Les priorités du programme de Dakar, poursuit l’archéologue, portent sur des choses que les musées ont toujours négligées : l’engagement auprès des communautés, la collaboration internationale et la question de l’éthique dans les fouilles.

L’objectif est de commencer à décoloniser un domaine d’étude historiquement blanc.

La Smithsonian et ses partenaires, dont l’université George Washington, ont fait appel à l’archéologue Ibrahima Thiaw, de l’université Cheikh Anta Diop [Dakar], pour les fouilles effectuées au Sénégal dans le cadre d’un nouveau programme baptisé “projet épaves de négriers”. Le projet inclut la formation d’Africains et de personnes d’origine africaine aux fondamentaux de l’archéologie sous-marine.

L’objectif, explique Gabrielle Miller, est de commencer à décoloniser ce domaine d’étude historiquement blanc. Aux États-Unis et au Royaume-Uni, moins de 1% des archéologues professionnels sont noirs. Et, ajoute Gabrielle Miller, qui est elle-même une femme noire, le nombre d’archéologues sous-marins noirs est encore plus faible.

Ses recherches portent sur la rébellion des esclaves et des affranchis noirs sur l’île de Sainte-Croix [îles Vierges des États-Unis] – où elle a retrouvé certains de ses ancêtres – et sur l’utilisation de l’archéologie pour dissiper certains mythes très répandus. Lorsque ce type de travail est

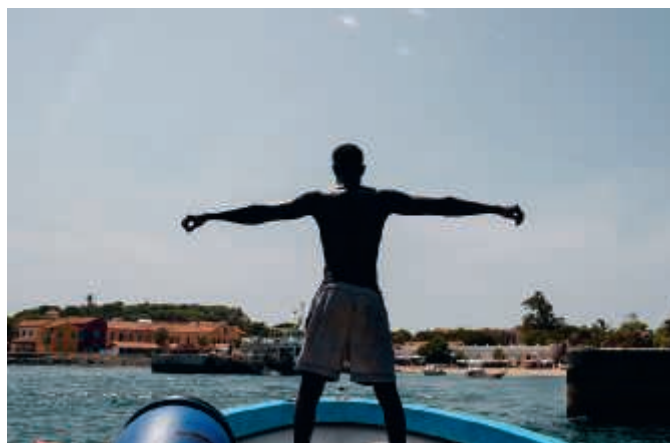


← Déthié Faye, l’un des étudiants qui ont participé aux plongées archéologiques près de l’île de Gorée, au Sénégal.

↑ Gabrielle Miller et Grace Grodje se dirigent vers l’épave.

→ Djibril Thiandoum à la proue du hors-bord.

Photos Guy Peterson/
The Washington Post



effectué par des victimes de l’histoire, dit-elle, l’extraction d’objets archéologiques devient souvent beaucoup moins importante que la préservation de la mémoire.

Un large sourire aux lèvres, Pierre Antoine Sambou, 31 ans, se dirige vers le hors-bord maintenant à quai en agitant un drapeau sénégalais vert, jaune et rouge sous les acclamations de ses compagnons de plongée. Titulaire d’un master d’archéologie maritime, il a apporté ce drapeau en vue de la séance photo et le fait ondoyer fièrement au-dessus de sa tête.

Gagnés par son enthousiasme, les autres étudiants se mettent à scander : “Allez, le Sénégal, allez! Allez, le Sénégal, allez!”

Certains pans de l’histoire de l’Afrique, déclare Pierre Antoine Sambou, notamment l’ampleur et les répercussions de la traite transatlantique des esclaves, ont été trop longtemps négligés ou ignorés en Afrique. Même les récits concernant Gorée, considéré depuis toujours comme un port de transit pour les millions de personnes qui ont été envoyées en esclavage, ont été remis en cause

au cours des dernières décennies et soupçonnés d’exagération. Pour Pierre Antoine Sambou, le travail visant à corriger et à compléter les données historiques ne fait que commencer, et une grande partie de ce travail pourrait se faire sous l’eau. Mais plonger est ici encore une nouveauté pour beaucoup. Lorsqu’il a commencé, il a décidé de ne pas en parler à sa famille parce qu’il ne voulait pas être découragé.

Les Noirs des deux côtés de l’Atlantique ont souvent une relation compliquée avec l’eau,

commente Gabrielle Miller. Les commerçants d’esclaves capturaient les habitants des zones proches des rivières et des côtes dont ils dépendaient pour vivre. Aujourd’hui, la discrimination bancaire et le racisme environnemental laissent souvent les populations noires avec une eau en quantité insuffisante ou polluée. Elle dit : “L’eau est pour nous une source de traumatisme.”

Guérison. Mais l’eau peut aussi apporter la guérison, poursuit Gabrielle Miller. Réunir des étudiants, dont certains savaient à peine nager, pour explorer leur relation historique avec l’eau était exactement ce qu’il fallait faire, affirme-t-elle.

Un soir, après une longue journée de plongée, Gabrielle Miller a vu Pierre Antoine Sambou, Déthié Faye (qui étudie l’industrie de la pêche) et Angelo Ayedoun, un plongeur béninois, sur le quai. Pierre Antoine Sambou faisait claquer ses palmes sur l’eau et Déthié Faye frappait dans ses mains sur un rythme régulier. À côté d’eux, Angelo Ayedoun se déhanchait en agitant les mains, comme s’il dansait sur une chanson à succès. Tous les trois arboraient un immense sourire. En voyant ces hommes noirs s’amuser autant avec l’eau, la jeune femme a pleuré de joie.

—Rachel Chason

Publié le 17 novembre 2022

SOURCE



THE WASHINGTON POST

Washington, États-Unis

Quotidien

washingtonpost.com

C’est le grand quotidien de la capitale américaine.

Traditionnellement classé au centre droit et contrôlé durant quatre-vingts ans par la famille Meyer-Graham, le journal a été racheté en 2013 par le patron d’Amazon, Jeff Bezos.

ILS REFONT LA FRANCE

Anaïs BOUTON

Tous les vendredis de 19h15 à 20h00 | Disponible en podcast



En partenariat avec





à la une

SANTÉ

UN FIASCO

MONDIAL

La pandémie de Covid-19 a servi de révélateur à la déliquescence des systèmes de santé, partout dans le monde. Sous-financés, sous-dimensionnés, ils ne parviennent plus à prendre en charge des patients de plus en plus nombreux. Les soignants sont à bout. Et pour renforcer les effectifs au Nord, on dépouille les pays du Sud de leurs médecins et infirmiers. Quelle est la solution? Garantir à chacun un médecin traitant, comme en Norvège? Libéraliser, comme le préconise *The Economist*, mais aussi le magazine chinois *Caixin Zhoukan*? Le diagnostic de la presse étrangère.

Lettre d'un médecin à bout : "On ne peut pas faire plus !"

En crise chronique, faute de financements suffisants, le système de santé public du Royaume-Uni se trouve au bord de la rupture cet hiver, que ce soit dans les hôpitaux ou dans les cabinets de généralistes. Au point de risquer la santé des patients, alerte ce praticien d'Édimbourg.

—1843 Londres

Le 11 mars 2020, alors que le Covid-19 saturait les services de santé en Italie, j'ai reçu un courrier conjoint des autorités de santé et de l'Ordre britannique des médecins. La missive visait à rassurer les généralistes, dont je fais partie, ainsi que les médecins hospitaliers, tous submergés de patients atteints du virus : nous ne devions pas craindre les répercussions en cas d'erreurs. Comment ne pas faire d'erreur, alors qu'on nous demandait de travailler avec des moyens humains et matériels bien en deçà de ceux auxquels nous pouvons prétendre ?

Le courrier indiquait qu'il faudrait "s'écarter des procédures normales, peut-être considérablement, afin de soigner les patients dans le contexte extrêmement difficile, mais limité dans le temps, qui caractérise un pic épidémique". À la fac de médecine, on apprend qu'il faut "toujours voir le patient". Si on n'a pas écouté sa respiration, mis une main sur son ventre, regardé le fond de sa gorge, alors on ne l'a pas ausculté correctement. À ce moment-là, on nous a dit de rester le plus loin possible de nos patients, pour les protéger et nous aussi ; on nous a demandé de privilégier notre avis de professionnel. Le nombre de personnes adressées à des spécialistes pour une suspicion de cancer ou d'autres maladies graves s'est effondré et, au vu des chiffres de surmortalité, des personnes en sont mortes.

Normalisation de l'état de crise. Attardons-nous aussi sur l'expression "limité dans le temps" qui figure dans le courrier. Le 14 novembre 2022, j'ai reçu une lettre comparable des mêmes correspondants. "Les services médicaux et sociaux, ainsi que nos professions, ont vécu des années parmi les plus difficiles de l'époque contemporaine. Il est manifeste que d'autres difficultés sont à venir les prochaines semaines et mois, avec l'arrivée de l'hiver." On me demandait de m'écarter des "procédures normales", non pas en raison d'un virus mortel, mais de l'éloignement annuel de l'hémisphère Nord par rapport au soleil. Les signataires comprenaient ma crainte d'être réprimandé pour les erreurs commises à cause des

tensions hivernales, mais m'affirmaient qu'ils "tiendraient compte du contexte" dans lequel je travaillais, en cas de plainte contre moi.

Une note nécessaire, raisonnable et bienveillante en 2020, censée rassurer les équipes face à une terrifiante pandémie, était désormais sinistre en 2022 : c'était l'acceptation d'un nouveau statu quo et l'effrayante normalisation de l'état de crise. Je m'attends à recevoir un nouveau courrier en novembre 2023 et toutes les années suivantes en novembre, jusqu'à l'implosion du National Health Service [NHS, le service public de santé britannique].

Avant la pandémie, nos hôpitaux étaient saturés et manquaient de moyens. Simon Stevens, à l'époque responsable du NHS pour l'Angleterre, a déclaré en 2017 que le système de santé n'avait plus les budgets suffisants pour gérer ce qui était attendu de lui. Avant même le Covid, en 2019, une amie consultante en gériatrie m'a expliqué que son établissement devait tasser cinq patients dans des salles conçues pour quatre personnes.

Aujourd'hui, ces salles de quatre lits accueillent généralement six patients, et encore, ce sont les chanceux, ceux qui réussissent à avoir un lit. Les pénuries de personnel entraînant un risque jugé inacceptable il y a trois ou quatre ans sont aujourd'hui routinières. Les cliniques ambulatoires ont des listes d'attente si longues qu'elles feraient mieux de ne pas exister : un adressage d'urgence pour voir un gastro-entérologue dans ma ville est assorti d'un délai de plus d'un an ; si votre problème concerne l'urologie, la dermatologie ou la chirurgie vasculaire, vous attendrez plus de deux ans.

Ce sont les symptômes d'un service en panne. Il en découle une submersion qui accentue la tension au niveau local, car les patients s'entendent dire : "Les hôpitaux sont pleins, allez voir votre généraliste." Mais on ne peut tout simplement pas faire plus.

En janvier, un de mes patients âgés a passé plus de vingt-quatre heures sur un brancard dans un couloir avant qu'un lit puisse lui être trouvé. Un autre patient souffrant de rectocolite hémorragique, trouble qui peut entraîner des infections et la perforation du colon, a été frappé d'une douleur abdominale insoutenable.

À la une



"ILS ONT BRISÉ LE NHS."

C'est la conclusion mise en avant par le **Daily Mirror** le 4 janvier. Elle vise les conservateurs – de David Cameron à Rishi Sunak, en passant par Theresa May, Boris Johnson et Liz Truss –, au pouvoir depuis bientôt treize ans au Royaume-Uni. Et liste leurs excuses : "ils accusent le Covid-19, ils accusent la grippe, ils accusent les médecins, ils accusent les infirmiers...", mais ce sont eux les responsables, clame le journal. À l'origine du courroux de ce tabloïd de gauche, une sortie du ministre de la Santé, Stephen Barclay, "qui a cité les multiples épidémies en cours", le 3 janvier, "pour expliquer les déboires" du National Health Service.

Il est allé aux urgences, à juste titre, où il est resté assis pendant sept heures sur une chaise raide avant d'être admis par un personnel débordé et épuisé. Il a qualifié l'endroit de "maison de fous" et, au bout de quarante-huit heures, on l'a fait sortir alors qu'il n'allait pas mieux. J'ai passé une matinée où j'aurais dû voir une dizaine d'autres patients à tenter de gérer un problème qui relevait de l'hôpital.

La raison d'être de la médecine est de soulager la souffrance ; les défaillances du NHS l'amplifient désormais.

Concurrence. Les soins de santé sont aujourd'hui une loterie, selon la maladie contractée : certaines peuvent être réglées rapidement, d'autres sont négligées. Les traitements urgents et anticancéreux priment, alors les troubles chroniques se détériorent à mesure qu'ils sombrent au bas de la liste. Les médecins et le personnel infirmier sont habitués à travailler en équipe – l'esprit de compétition est étranger à notre formation et à notre façon de penser –, mais la hausse de la demande et le manque de moyens nous poussent à la concurrence pour batailler au nom des patients et obtenir les quelques budgets restants. La diminution des ressources du NHS sape aussi la solidarité entre collègues qui exercent des spécialités.

Ma profession de médecin généraliste est complètement étourdie par les vagues successives de réformes, l'anticipation négligente des effectifs et l'obstination à nous faire prendre en charge quasiment tous les troubles chroniques d'une population qui n'a jamais été si âgée et fragile. Par-dessus le marché, nous devons faire face au pic des besoins en matière de santé mentale dans une société traumatisée par la pandémie, le tout sans aucune hausse de nos effectifs ou de nos moyens en termes réels. Partout au Royaume-Uni, les généralistes donnent plus de rendez-vous qu'avant la pandémie, mais les patients peinent malgré tout à en obtenir.

LA RAISON D'ÊTRE DE LA MÉDECINE EST DE SOULAGER LA SOUFFRANCE; LES DÉFAILLANCES DU NHS L'AMPLIFIENT DÉSORMAIS.

Maintenant, je dois quotidiennement faire des arbitrages pour mes patients. Ils sont liés à la disparition de services sur lesquels je pouvais autrefois compter. Les patients et les collègues qui exercent en milieu hospitalier me poussent à prescrire des médicaments pour tout, des affections dermatologiques aux troubles de la santé mentale, qui sont supposés relever de spécialistes. Pendant mes études, je parlais du principe qu'un système hospitalier fonctionnel pourrait recevoir mes patients quand leurs problèmes dépasseraient mon expertise.

La dernière fois que tout allait aussi mal pour le NHS, c'était pendant mes études de médecine, dans les années 1990. À la toute fin du gouvernement conservateur de l'époque, il fallait attendre des années pour une →28



27 ← hanche artificielle, une endoscopie ou une consultation chez un psychiatre. En 2000, le Royaume-Uni affectait 6,3 % de son PIB à la santé, soit beaucoup moins que la moyenne de 8,5 % au sein de l'UE.

Implosion. Cette même année, le gouvernement travailliste de Tony Blair s'est engagé à atteindre la moyenne européenne, et les délais d'attente se sont largement raccourcis – je me souviens encore de l'époque où un généraliste pouvait adresser un patient à un spécialiste et s'attendre à ce qu'il soit vu sous trois mois. Tout cela me paraît si lointain. Le budget moyen de la santé dans les pays qui étaient membres de l'UE avant 2004 a depuis atteint un pourcentage à deux chiffres de leur PIB, tandis que celui du Royaume-Uni a baissé. La population est de plus en plus mécontente du NHS, depuis un pic du taux de satisfaction atteint en 2010.

Simon Stevens, ancien responsable de cette institution, a reconnu en 2016 que, si la médecine généraliste s'effondrait, le système de santé tout entier imploserait. Le courrier hivernal reçu des pontes médicaux accepte tacitement que ce soit déjà le cas. Les médecins comme moi doivent revoir à la baisse leurs exigences en matière de soins de qualité au lieu d'espérer davantage de moyens. Nous ne devons pas nous inquiéter, les hauts responsables nous soutiendront. Mais les patients n'auront pas cette chance. Ils seront de moins en moins nombreux à pouvoir obtenir les diagnostics, les traitements et les opérations dont ils ont besoin. Certains en mourront.

La "crise" est un mot qui vient du grec, inventé il y a deux mille ans pour décrire le stade d'une maladie où la probabilité de réussite et d'échec est équivalente. "Être en crise" signifiait autrefois être à la merci de l'intervention la plus minime. Toute action pouvait se révéler décisive dans la rémission ou le trépas du patient. Une "crise de santé hivernale" a été déclarée tant de fois que la formule est vidée de son sens. Mais la gravité des problèmes du NHS en 2023 pourrait se révéler décisive et déterminer si celui-ci vit ou meurt.

— Gavin Francis
Publié le 9 janvier

→ "C'est un avion."
"C'est Superman."
"C'est un super
médecin." Dessin
d'Arcadio paru dans
Prensa Libre, San José,
Costa Rica.

SOURCE



1843

Londres, Royaume-Uni
Bimestriel

1843magazine.com

En mars 2016, *The Economist* a rebaptisé son bimestriel *Intelligent Life 1843* – référence à l'année de création du célèbre hebdomadaire britannique. Il a été conçu pour être lu "quand on lève le pied, pendant le week-end ou en vacances".

180

MILLIARDS DE LIVRES STERLING (soit environ 204 milliards d'euros). C'est la somme que recevra le NHS en 2023, de la part du ministère de la Santé britannique. Un budget financé par l'impôt, en légère hausse depuis la pandémie. Comme le souligne un rapport de la British Medical Association, cette cure d'austérité entamée dans les années 2010 a privé le NHS de 59 milliards de livres sterling : "L'augmentation des financements était alors bien en deçà de la moyenne historique de 4,1 % par an, constate le syndicat de médecins. Aujourd'hui, nous sommes condamnés à essayer de rattraper le manque d'investissements des dernières années."

LES BRITANNIQUES SE TOURNENT À CONTRE CŒUR VERS LE PRIVÉ

Le National Health Service, pilier de l'identité britannique, est en déroute. Face à l'allongement des délais de prise en charge, de plus en plus de patients choisissent de payer (cher) pour se soigner.

Amer anniversaire pour le National Health Service (NHS). Élevé au rang de quasi-religion, vénéré par les Britanniques, le système de santé public vacille au moment de souffler cette année sa 75^e bougie. Les 6 et 7 février, des dizaines de milliers de soignants et d'ambulanciers ont participé à la plus grande grève de l'histoire du NHS. Signe de son état fragile, presque désespéré.

"Cette intensification du mouvement social commencé en décembre pour de meilleurs salaires et conditions de travail fait suite à des années de baisse des rémunérations, de restrictions budgétaires et de pénuries de personnel qui ont laissé le NHS exsangue, alors même que la population vieillissante a plus que jamais besoin de ses services", observe **CNN** depuis les États-Unis.

Dans les journaux britanniques, chaque jour apporte son lot d'articles alarmistes sur l'état d'épuisement des soignants ou sur le temps d'attente aux urgences. "Douze heures de sang, de sueur et de larmes", constate le 7 février le grand quotidien **The Times** après une journée d'immersion dans un hôpital londonien. "Trente-trois heures dans un NHS en crise", titrait **The Guardian** avant Noël.

Au fil des pages fleurissent, dans le même temps, des chroniques au ton un brin gêné, mais révélatrices d'une tendance de fond : les patients britanniques se tournent, de plus en plus nombreux, vers le privé. Une forme d'hérésie dans un pays où 90 % de la population a recours exclusivement au NHS, service gratuit financé principalement par l'impôt, "du berceau jusqu'à la tombe". "Je me sens un peu coupable d'être passé au privé", admet par exemple le journaliste Matthew Parris, du *Times*. Le Premier ministre Rishi Sunak lui-même s'est trouvé bien embarrassé, début janvier, lorsque la chaîne **Sky News** l'a interrogé sur le sujet. "[Mon cas] n'est pas très important", a d'abord répondu le chef du gouvernement, avant de révéler plus tard que son médecin généraliste était affilié au NHS, "mais qu'il avait par le passé eu recours" au privé.

Aux quatre coins du pays, constate le **Financial Times**, le tabou s'estompe à mesure que les queues s'allongent. Plus de 7 millions de personnes attendent un rendez-vous, au dernier décompte.

Mieux vaut payer 12 000 livres (13 400 euros) une opération du dos, calculent certains, plutôt que souffrir et rester inactif, privé de travail. Quitte à prendre un prêt.

Mais la tentation du coupe-file semble surtout gagner du terrain chez les plus riches, à en croire les statistiques les plus récentes. "Ont eu recours au privé l'hiver dernier 16 % des catégories aisées, indique le quotidien financier. Et d'après un autre sondage, une personne sur cinq compte se soigner dans le privé cette année." Résultat, les assureurs se frottent les mains : un demi-million de nouveaux clients ont été enregistrés en 2022.

Les cliniques en profitent aussi : le nombre d'opérations, et donc les bénéficiaires, y ont augmenté sensiblement l'an dernier. "Il s'agit souvent d'un grand volume d'actes peu complexes, comme des opérations de la cataracte", tempère **The Sunday Times**. Pour les chirurgies plus lourdes, le NHS reste indispensable. "Et le nombre de lits est par ailleurs très faible : 8 000 contre 150 000 dans le public. Le recours au privé est loin d'être la panacée." Le risque, en revanche, "c'est qu'un nombre croissant de soignants préfèrent intégrer le privé", à mesure que sa taille s'accroît, ajoute le journal dominical.

"Un certain nombre de médecins ont déjà un pied dans chaque camp, puisqu'un accord entre le NHS et le privé permet à certaines opérations d'être effectuées dans des cliniques partielles par des médecins du NHS."

"Si la population se dit moins satisfaite qu'auparavant de son système de santé à cause des longs temps d'attente, elle reste néanmoins plus attachée que jamais à ses principes fondamentaux que sont la gratuité, l'accessibilité à tous et le financement du système par l'impôt", se rassure le *Guardian*. Mais le cœur seul ne peut faire tenir le NHS. À terme, sans changement radical, le Royaume-Uni se dirige vers un système à deux vitesses. "Dans un tel cas de figure, les Britanniques les plus aisés, ceux qui ont les moyens de se tourner vers le privé, pourraient bien rechigner à payer les impôts nécessaires au maintien du NHS, prévient le *Financial Times*. Si les plus riches se sentent moins concernés, la qualité du système universel financé par l'État pourrait donc se détériorer encore plus vite."

— **Courrier international**



REVUE
DE PRESSE



La France se transforme en désert médical

Difficile accès aux soins, conditions de travail dégradées... Pour ce quotidien espagnol, la santé est devenue un secteur sacrifié.

— **El Mundo** (extraits) Madrid

En janvier, la France a inauguré un pont aérien pour transporter des médecins de Dijon à Nevers. Une première, à la fois insolite et préoccupante. Ces voyages de *“flying doctors”*, comme les appellent quelques-uns, révèle l’un des grands problèmes du système de santé français : la pénurie de médecins.

Cet avion spécialement affrété chaque semaine amène des chirurgiens, des gynécologues, des cardiologues, des traumatologues... Dans la Nièvre [département situé dans le sud-ouest de la région Bourgogne-Franche-Comté], le nombre de médecins par habitant est inférieur à la moyenne nationale, et faute de personnel il a fallu fermer des services à l’hôpital. Mais ce département ne fait pas exception.

Le déficit concerne tout l’Hexagone, même s’il est plus grave dans les régions les moins peuplées, à l’écart des grandes villes. Cette pénurie affecte un tiers du pays. À en croire Agnès Firmin-Le Bodo, ministre déléguée chargée de l’Organisation territoriale et des

Professions de santé, *“87 % du territoire est un désert médical”*.

Plusieurs raisons expliquent cette disette de professionnels. Les étudiants ont de moins en moins envie de travailler dans un secteur mal rémunéré et très sacrifié. D’autres abandonnent leurs études à mi-parcours, et à cela vient s’ajouter le départ de nombreux praticiens depuis les zones rurales vers les grandes villes. Résultat : six millions de Français ont du mal à accéder aux soins.

Autre phénomène qui aggrave la situation, le bras de fer entre le gouvernement et les médecins libéraux, qui représentent la moitié du système de santé. Mi-février, ces médecins ont fermé leurs cabinets pour demander une hausse du tarif de consultation et de meilleures conditions de travail. Ils avaient déjà fait grève à Noël pour le même motif.

Saturation. Même s’ils ne sont pas salariés de la Sécurité sociale, les médecins libéraux jouent un rôle important dans les soins au quotidien : en France, les patients peuvent choisir leurs médecins, qu’il s’agisse de salariés du secteur public ou de médecins libéraux ayant

Opinion

HEUREUX QUI EST SOIGNÉ EN FRANCE

Vu de l’étranger, le système de santé français continue souvent d’impressionner. Partant des multiples classements, le site britannique **Reaction** affirme : *“L’argent mis à part – en l’occurrence, est-ce que cela doit vraiment entrer en ligne de compte? –, la vraie question est de savoir quel pays et quel système de santé offrent le meilleur service à ses citoyens. Et, sur ce point, les Français continuent à sortir du lot.”* Sans nier les problèmes de moyens, les manques relevés par la crise du Covid et le débordement des hôpitaux cet hiver, pris dans la triple vague de Covid, grippe et bronchiolite, la qualité des soins se défend dans l’Hexagone. Pour preuve, le journaliste cite de nombreux exemples, entre autres le temps d’attente, en moyenne court, aux urgences ou pour des interventions chirurgicales plutôt urgentes, l’existence d’une politique de prévention, notamment du cancer, et le système d’assurance universel de la Sécurité sociale. *“Je suis très content d’être protégé par le système de santé français, dont je persiste à croire qu’il est l’un des meilleurs du monde.”*

ouvert un cabinet pour leur propre compte. Ces derniers sont rémunérés à l’acte par la Sécurité sociale, à condition d’être conventionnés et de respecter certaines règles de rémunération vis-à-vis des patients. Les Français qui consultent, même s’ils ont leur carte de Sécurité sociale, doivent parfois avancer une partie des frais. Ceux-ci leur sont ensuite remboursés, même si en fonction du diagnostic les remboursements ne sont parfois que partiels.

Dans ce contexte, les médecins libéraux réclament une revalorisation des tarifs : l’État leur rembourse 25 euros par consultation, mais ils rappellent que c’est là l’un des montants les plus faibles d’Europe, et qu’il n’a pas été révisé depuis plusieurs années, c’est-à-dire avant la pandémie. Il leur a été proposé une hausse de 1,50 euro, ce qu’ils jugent honteux. Ils rappellent que cette augmentation ne couvrirait même pas l’inflation.

Ces mêmes praticiens déplorent le fait que leurs consultations soient saturées : ils n’ont pas assez de temps à consacrer à leurs patients, ils doivent les expédier pour pouvoir s’occuper de tout le monde. Le malaise est aggravé

LES MÉDECINS LIBÉRAUX RAPPELLENT QUE LE PRIX DE LA CONSULTATION DE 25 EUROS EST L’UN DES MONTANTS LES PLUS FAIBLES D’EUROPE.

par un texte en cours d’examen au Sénat, la loi Rist, du nom de la députée qui l’a présentée à l’assemblée, Stéphanie Rist, de Renaissance, le parti d’Emmanuel Macron.

Cette loi permet aux patients de consulter directement certains spécialistes, sans passer auparavant par un généraliste, ce que dénonce cette catégorie de médecins. En outre, ce dispositif limite la liberté d’installation des médecins : ils sont obligés d’ouvrir leurs cabinets dans des zones manquant de professionnels, ce qui pourrait en dissuader beaucoup de s’installer, d’après certains médecins.

La pandémie a mis à nu les insuffisances du système sanitaire français : Macron a promis d’injecter 12 milliards d’euros par an pour améliorer la rémunération des médecins, et 19 milliards pour les hôpitaux.

Les médecins libéraux ne sont pas les seuls à être en colère. Les praticiens hospitaliers [qui sont des agents publics sous statut particulier, et non des fonctionnaires] critiquent eux aussi le manque de moyens, notamment la saturation des services d’urgences.

En attendant les renforts, le pont aérien se poursuit. Ce périple coûte à l’hôpital environ 5 000 euros pour une demi-heure de trajet aller-retour. Beaucoup s’indignent qu’un pays qui propose d’interdire les vols courts pour privilégier le train affrète maintenant des avions pour garantir l’accès aux soins à certaines populations mal desservies.

— **Raquel Villaécija**
Publié le 14 février



← Dessin de **Bénédicte** paru dans **24 Heures**, Lausanne.

↘ Dessin de **Côté** paru dans **Le Soleil**, Québec.

UN GÉNÉRALISTE (ÉPUISSÉ) POUR CHAQUE NORVÉGIEN

Les Norvégiens sont satisfaits d'un système qui, depuis 2001, permet à chacun d'avoir "son" médecin. Mais le dispositif est aujourd'hui en crise, met en garde ce quotidien suédois.

— **Dagens Nyheter** (extraits) Stockholm

Benedikte Wentworth sort tout juste de sa consultation chez le médecin. Il s'agissait d'une petite intervention chirurgicale. Une lésion cutanée a pu être résolue avant ses vacances en Italie. "Mais il faudra que son mari lui retire les fils des points de suture", commente Kjell-Olav Svendsen, médecin généraliste à Frogner, un quartier huppé d'Oslo.

C'est par hasard, au détour d'un examen de santé pendant sa première grossesse, que Benedikte est devenue sa patiente, il y a vingt ans. À l'époque, le régime généraliste (*fastlegeordning*) venait d'entrer en vigueur à la suite d'une réforme [en 2001] visant à améliorer la qualité des soins hospitaliers. Une nouveauté qui a permis d'attribuer un médecin traitant à chaque citoyen norvégien [au nombre de 5,4 millions].

"C'est tellement rassurant que mon médecin sache qui je suis. Il sait que je n'exagère ni ne minimise jamais un symptôme", explique Benedikte.

Le cabinet du docteur Svendsen se trouve dans le même bâtiment qu'une clinique. Le cabinet lui-même propose un large éventail de soins. "Nous faisons tout, explique le médecin. La médecine étant de plus en plus spécialisée, il est d'autant plus important d'avoir un référent fixe, sinon on perd de vue le tableau global du patient." Les médecins traitants coordonnent les soins de leurs patients et sont un peu les "gardiens" du système de santé norvégien. Ils sont responsables du suivi de leurs patients et ce sont eux qui les dirigent vers des spécialistes. Le docteur Svendsen l'affirme : "Le système a aussi permis de réduire les prescriptions superflues de médicaments par rapport à l'époque où les gens pouvaient consulter plusieurs médecins."

En Suède aussi, la loi prévoit que chaque citoyen a le droit d'être suivi par le même médecin. Mais ce n'est effectivement le cas que pour 25 % des Suédois, contre près de 97 % des Norvégiens.

Bon nombre de médecins norvégiens exercent en cabinet privé. Les communes font appel à eux

sur la base d'estimations des besoins. Puis elles les rétribuent par nombre de patients enregistrés – lesquels paient des honoraires.

Parmi leurs missions, ces généralistes doivent aussi assurer des permanences aux urgences. À l'entrée d'un de ces services, dans le centre d'Oslo, un premier tri est opéré : infections, addictions et services sociaux à gauche ; fractures et blessures ouvertes à droite. C'est l'un des rares endroits en Norvège où les patients

PARMI LEURS MISSIONS, CES MÉDECINS DOIVENT AUSSI ASSURER DES PERMANENCES AUX URGENCES.

peuvent directement accéder à des spécialistes, explique Martine Enger, médecin en chef.

Un bon fonctionnement des soins primaires permet de réduire le nombre d'admissions aux urgences. Une étude norvégienne datant de 2021 en atteste. Elle montre également des baisses de la mortalité et des admissions à l'hôpital.

"C'est moi qui connais le mieux mes patients, insiste Liv Augestad, qui possède un cabinet à Majorstua, un des quartiers d'Oslo. Et on voit très bien combien ce système est efficace en matière de soins", dit-elle en soulignant son faible coût : 12 milliards de couronnes norvégiennes [1,09 milliard d'euros] par an, contre 155 milliards [14 milliards d'euros] pour les soins spécialisés.

Cela dit, comme d'autres médecins, elle se plaint du manque de temps, au point d'avoir demandé à être dispensée de son service obligatoire aux urgences. Car malgré ses réussites, le système n'est pas irréprochable et le débat est vif autour de la "crise du système de santé".

Les médecins travaillent en moyenne 55 heures par semaine car un nombre croissant de tâches leur sont transférées depuis les hôpitaux sans que leurs effectifs augmentent. Aussi 175 000 Norvégiens n'ont-ils pas de médecin généraliste (donnée d'août 2022).

Cela fait longtemps que l'ordre des médecins met en garde contre le sous-financement du système. Pour y remédier, le gouvernement a chargé un groupe d'experts de formuler des propositions concrètes. Un plan d'action a déjà été adopté, portant une attention particulière aux conditions de travail des jeunes médecins.

Comme le montre une récente étude, "les Norvégiens sont satisfaits du dispositif mais moins des délais d'attente", résume Helen Brandstorp, responsable à la Direction norvégienne de la santé. Certains se tournent vers des médecins en ligne et des services médicaux à disponibilité rapide, mais ils paient tout de leur poche.

Au centre de soins de Frogner, Kjell Winsland et Gry Slettner Winsland, un couple de retraités, vantent les très bons contacts qu'ils entretiennent avec leur médecin traitant. "On n'a pas le droit de démanteler un tel système, s'indignent-ils. Nous vivons dans le pays le plus riche du monde, nous avons certainement les moyens de le financer."

— **Anna Gustafsson**
Publié le 20 août 2022

SOURCE

DAGENS NYHETER

Stockholm, Suède

Quotidien

dn.se

Fondé en 1864,

c'est le grand quotidien libéral du matin en Suède.

Au milieu des années 2010, le journal a frôlé le gouffre, mais il a su rebondir grâce à une stratégie offensive sur les réseaux sociaux. En 2019, cette démarche avait séduit 160 000 abonnés numériques et 170 000 autres personnes pour une offre combinant papier et web.



Et ailleurs

Monde. Le contrecoup du Covid

● Dans nombre de pays riches, les systèmes de santé sont sous pression, constate **The Economist**. L'hebdomadaire évoque ainsi ces Britanniques qui, après une crise cardiaque, "attendent une ambulance pendant une heure et demie en moyenne", ou cet hôpital pour enfants canadien tellement débordé qu'il doit faire appel à la Croix-Rouge. Même la Suisse est en difficulté. Pourtant, les dépenses de santé sont au plus haut, représentant près de 10 % du PIB dans les pays de l'OCDE, contre moins de 9 % avant la pandémie, et les personnels hospitaliers sont plus nombreux. Le problème, c'est que la demande de soins "explose" et que l'offre ne suit pas. En cause, le vieillissement de la population et les confinements, qui nous ont protégés du Covid-19, mais dont nous sommes sortis moins résistants. Ils ont aussi entraîné un report des consultations et des examens médicaux, générant des retards de diagnostics et de soins dont les effets se font sentir. Et les soignants sont épuisés. Résultat : "La productivité baisse." Pour la redresser, le magazine préconise, conformément à sa profession de foi libérale, de procéder à "des réformes qui étaient déjà souhaitables, telles que la rationalisation des procédures ou l'introduction d'une plus grande concurrence". Sinon, prévient-il, les États n'auront pas le choix : ils devront dépenser plus et donc lever plus d'impôts.

Allemagne. Un secteur en danger

● Il y a eu la clinique saxonne de Naunhof, déclarée insolvable en janvier 2023. Un établissement de Reichenbach, à 100 kilomètres de Leipzig, menacé de fermer en raison de difficultés financières. Un plan de redressement pour le petit hôpital de Spremberg. Outre-Rhin, la liste des cliniques et centres hospitaliers en danger ne cesse de s'allonger. "Ils ont suivi toutes les évolutions néfastes qui accablent tant d'hôpitaux en Allemagne", explique

WirtschaftsWoche. À savoir "la hausse des factures d'énergie, du coût des médicaments, des frais de personnel ainsi que les répercussions de la pandémie". Pour le titre économique, ces difficultés sont "les symptômes d'un système de santé qui va mal". L'argent manque – que ce soit dans les établissements publics, privés ou associatifs. À tel point que des cliniques de Hambourg ont décidé de remplacer le beurre de certains plateaux-repas par de la margarine bon marché. Et le recours à de coûteux contrats d'intérimaires pour gérer la pénurie de personnel n'arrange pas la situation. Pour de nombreux professionnels, "une crise des hôpitaux est à prévoir".

Espagne. Un système aux pieds d'argile

● Catalogne, Estrémadure, Andalousie, Valence... Ces derniers mois, les appels à la grève et aux rassemblements du personnel de santé publique se sont multipliés partout en Espagne. Mais c'est bien à Madrid, où au moins 250 000 personnes ont défilé le 12 février pour la défense du système public de santé, que la mobilisation est la plus notable. Le gouvernement conservateur régional, compétent en la matière, est ainsi accusé d'un manque d'investissements dans le domaine, bien que Madrid soit la région la plus riche du pays. Autrefois "joyau de la couronne" de l'État providence, le système espagnol, gratuit et universel, a désormais des "pieds

d'argile", soutient le média indépendant **The Objective**. La pandémie a démontré que le "dur labeur" des soignants n'était pas reconnu à sa juste valeur en termes de salaire et de conditions de travail, poussant nombre d'entre eux à émigrer. Par conséquent, il existe une pénurie de médecins et les listes d'attente ne dégressent pas, s'alarme le site de Madrid.

Suède. L'intérim pour s'en sortir

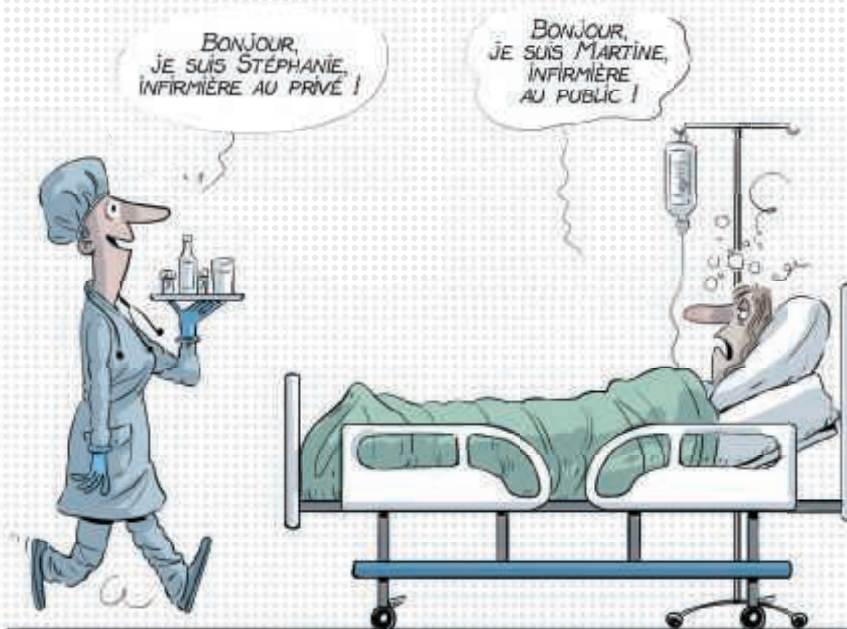
● Michaela Lindqvist est une de ces infirmières qui ont quitté leur emploi pour devenir intérimaires – et doubler leur salaire. Elles sont de plus en plus nombreuses à faire ce choix, raconte le quotidien suédois **Dagens Nyheter**. Avant, confie l'infirmière, "ma vie se réduisait au travail, c'est ce qu'on attendait de moi. Vu mes responsabilités, je n'avais plus d'énergie pour quoi que ce soit d'autre." Aujourd'hui, elle peut décider où et quand travailler, car "le besoin en personnel est criant dans de nombreux hôpitaux", souligne le journal. Résultat : les dépenses en personnel intérimaire grimpent en flèche. Dans la région de Stockholm, elles ont presque doublé en cinq ans. Le phénomène s'est accru durant la crise du Covid. Les régions tentent d'inverser la tendance ; pour ce faire, elles doivent embaucher. Or "c'est difficile, car il y a une pénurie de personnel". Il leur faut donc payer les recrues de plus en plus cher. Une addition qui, "en fin de compte, retombe sur les contribuables".

Slovénie. En voie de privatisation

● Trouver un médecin traitant en Slovénie est un véritable parcours du combattant : 130 000 personnes (sur une population de 2 millions d'habitants) n'ont pas accès à un généraliste en raison d'un manque de médecins. Or le système de santé est censé assurer à tous un service de base gratuit : avec une assurance de 35 euros par mois, versée à l'assurance-maladie, les Slovènes sont exonérés de toute charge supplémentaire. Mais le délai d'attente pour consulter un spécialiste est très long. Désormais, selon l'hebdomadaire **Mladina**, le système subit une libéralisation accélérée. "La puissante corporation médicale slovène affirme que le service de santé est par nature un service commercial et demande que le secteur privé ait un accès égal aux programmes de financement de l'État", rapporte l'hebdomadaire de Ljubljana. Parmi les réformes proposées par le gouvernement figurent le remplacement du médecin traitant par un médecin contractuel, ainsi que le paiement d'un ticket modérateur à chaque visite pour diminuer le nombre de consultations inutiles, annonce **Dnevnik**.

États-Unis. La grogne des infirmiers

● "En 2022, aux États-Unis, huit des vingt-cinq plus grandes grèves impliquant au moins 1 000 travailleurs, recensées par le ministère du Travail, ont été à l'initiative d'employés du secteur de la santé. C'est plus que pour toute autre profession", souligne le site **Vox**. Parmi les métiers de la santé les plus représentés dans ces grèves, les infirmiers et infirmières sont en première ligne. Il faut dire que "les trois dernières années ont montré à quel point le système hospitalier reposait sur le travail des infirmiers, notamment dans les situations de crise sanitaire comme la pandémie de Covid-19". Or ce travail demeure l'un des "moins reconnus et des moins bien rétribués". Résultat : les pénuries de personnel se multiplient et les conditions de travail se dégradent, alors même que "les rémunérations des directeurs d'hôpitaux s'envolent", note le site **Vox**.



La Calabre fait appel à des praticiens cubains

En déficit chronique de personnel, la région du sud de l'Italie a décidé d'embaucher presque 500 médecins cubains pour pallier les manques. Après des cours de langue et de culture, le premier contingent se préparait fin janvier à rentrer en action.

—La Repubblica Rome, Italie

De Cosenza

Donnez-nous deux ou trois mois et vous verrez les résultats. Nous sommes là pour aider le système de santé de Calabre, et nous y mettrons tout notre cœur." Luis Enrique Pere Gulloa, hématologue et vétéran de missions sanitaires à l'étranger, est le chef du premier groupe de médecins cubains débarqué en Italie. Des hommes et des femmes arrivés fin décembre pour prêter main-forte aux hôpitaux de Calabre, région qui a le système de santé le plus délabré de toute l'Italie. Ici, il y aurait besoin de 2 500 médecins supplémentaires.

Ce premier contingent cubain compte trente-huit hommes et treize femmes. Des urgentistes, des chirurgiens, des cardiologues, des hématologues, des radiologues, des gynécologues et des pédiatres. La moitié d'entre eux a déjà exercé à l'étranger : en Afrique, en Amérique, dans le monde arabe, parfois aussi en Europe. Mais pour tous, c'est la première expérience en Italie.

Ils ont quitté Cuba, leur emploi, leur famille et leurs amis pour venir travailler en Calabre, avec un contrat de travail italien et un salaire italien [alors que le premier deal signé par la région prévoyait qu'ils auraient dû reverser un certain pourcentage à la société nationale cubaine].

"NOUS CONTINUONS D'ORGANISER DES CONCOURS POUR RECRUTER DU PERSONNEL ITALIEN, MAIS LE SYSTÈME DE SANTÉ CALABRAIS N'EST PAS ATTRACTIF."

Roberto Occhiuto,
PRÉSIDENT DE LA RÉGION

Fin janvier, ils prendront donc leur poste dans quatre hôpitaux et, en attendant, ils suivront un cours d'italien intensif de quelques semaines à l'université de Calabre. Au menu : le vocabulaire scientifique, le corps humain, la langue des médecins, l'organisation des hôpitaux, mais aussi la culture de l'Italie et plus

particulièrement celle de la Calabre : depuis les bronzes de Riace jusqu'à la douce spécialité glacée et chocolatée qu'est le *tartufo di Pizzo*.

Aujourd'hui, sur le pont d'un kilomètre et demi qui mène au campus de Cosenza, où ils vont passer des tests linguistiques, les 51 Cubains, enthousiastes, prennent des photos et des selfies. Ils ont fêté le réveillon du nouvel an tous ensemble, à la cubaine, à la caserne militaire, où ils logent. Au menu : porc rôti, riz aux fèves noires, bananes frites et manioc. Le tout en musique et dans la joie, sans oublier les appels vidéo à leurs familles, dont ils resteront éloignés pendant un an.

Facilité d'adaptation. Dayli Ramos Reymoni, une radiologue de 35 ans, a laissé son époux et son fils de six ans à Cuba. "J'espère qu'ils viendront me voir, mais pour nous, c'est normal. Mon mari aussi est médecin, nous sommes formés à ce genre de missions à l'étranger, et je me suis portée volontaire pour celle-ci. À Cuba, en plus de la médecine, notre formation a un caractère humanitaire et solidaire."

Ils n'ont peur ni des problèmes linguistiques ni de la défiance qu'ils pourraient rencontrer chez certains patients. "La langue, nous sommes en train de l'apprendre, explique en italien la cardiologue Daysi Luperon Loforte, 54 ans. Je sais que ce n'est pas facile, mais nous y arriverons et je compte sur l'aide de nos collègues calabrais. Nous sommes là pour les aider et nous sommes contents d'être là. Et je suis certaine que, bientôt, ils seront tout aussi contents de nous avoir. J'ai une fille qui fait des études de médecine à Cuba et, un jour, elle aussi voudra faire une expérience de ce genre."

Les établissements qu'ils vont intégrer prochainement ne sont pas exactement à la pointe, mais ils le savent. Par ailleurs, le chef de la délégation, Luis Enrique Perez Gulloa, est déjà allé se rendre compte de la situation sur place, à l'hôpital de Polistena, mais il se veut rassurant. "Nous sommes formés pour être en mesure de nous adapter facilement. Nous avons déjà vécu de nombreuses expériences comme celle-ci. À Cuba, cela fait partie du bagage de tout bon médecin. Nous allons apporter du sang neuf aux urgences et aux autres services hospitaliers."

Bientôt ces 51 médecins pourraient recevoir les renforts de dizaines d'autres collègues



À la une



"UN AN D'ATTENTE POUR UNE IRM"

L'Espresso consacre son édition du 5 février aux temps d'attente pour accéder aux soins. "Lorsqu'une personne doit attendre un an pour faire une IRM ou, pire, des mois pour une biopsie qui pourrait signifier une sentence de mort, il y a quelque chose qui va au-delà de l'inefficacité, s'indigne l'hebdomadaire.

cubains. Cela dépendra des besoins des hôpitaux pour lesquels la région ne trouve pas de personnel.

"J'ai bien conscience que notre décision soulève des polémiques, se défend le président de la région, Roberto Occhiuto. Et il est évident que ce n'est pas une solution structurelle, mais provisoire. Je répète que nous avons organisé et que nous continuons d'organiser des concours pour recruter du personnel italien, mais le système de santé calabrais n'est pas attractif, et nous ne trouvons pas de main-d'œuvre."

"Il nous faut 2 500 médecins, dont 500 très rapidement, si nous ne voulons pas fermer certains services, et notamment des urgences. En Calabre, non seulement on ne trouve pas de médecins, mais en plus beaucoup démissionnent des hôpitaux pour aller travailler dans des coopératives qui proposent des médecins intérimaires. Vous savez combien ils demandent ? 150 euros de l'heure ! Pour un mois, cela me coûterait 50 000 euros. Nous ne pouvons pas nous le permettre. Ainsi, pour un an, nous avons décidé de faire appel à ces Cubains, qui sont très bien préparés et enthousiastes, et que nous paierons exactement autant que des Italiens. Ce modèle pourrait être reproduit ailleurs."

—Alessandra Ziniti
Publié le 2 janvier



← Dessin d'Hachfeld, Allemagne.

Contexte

LE CONSEIL INTERNATIONAL DES INFIRMIÈRES TIRE LA SONNETTE D'ALARME

La presse africaine s'en est largement fait l'écho. Selon le Conseil international des infirmières (CII), le recrutement par les pays riches de personnel infirmier issu des pays du Sud est extrêmement problématique pour les systèmes de santé de ces derniers. Fondé en 1899, le CII, établi à Genève, est une fédération de plus de 130 associations nationales d'infirmières représentant 28 millions d'infirmières dans le monde. Le quotidien nigérian **Vanguard** revient sur l'alerte du CII et rapporte que, selon l'organisation professionnelle, "sept ou huit pays riches" – dont le Royaume-Uni, les États-Unis et le Canada – constituent la destination d'environ 80 % de la migration internationale des infirmières. Ces pays ont recours à cette main-d'œuvre sanitaire pour tenter de remédier à leurs propres pénuries nationales en matière de personnel soignant. Ce recrutement international concerne principalement les infirmières expérimentées et spécialisées, précise le quotidien nigérian.

AU NORD, LES MALADES. AU SUD, LES SOIGNANTS

Les infirmières du Zimbabwe sont de plus en plus tentées par une migration professionnelle vers le Royaume-Uni. Cet exil du personnel soignant déstabilise le système de santé du pays, comme dans d'autres pays du Sud.

—The African Exponent Morogoro (Tanzanie)

Des milliers d'infirmières diplômées quittent le Zimbabwe pour travailler au Royaume-Uni, ce qui s'apparente à une "migration forcée", estime le Conseil international des infirmières (CII). Les infirmières zimbabwéennes se battent depuis longtemps pour leur rémunération et leurs conditions de travail. Mais malgré les accords passés avec le gouvernement, elles sont toujours confrontées à des retards de paiement de salaire et à un manque de personnel chronique.

De nouveaux chiffres de la Haute Autorité de santé du Zimbabwe révèlent que plus de 2600 infirmières diplômées ont quitté ce pays d'Afrique australe depuis 2021, ce qui aggrave les problèmes de sous-effectifs dans les hôpitaux et les cliniques du pays et fragilise l'accès aux soins de la population. Selon le rapport, 1700 infirmières ont démissionné l'année dernière et plus de 900 sont parties cette année. La majorité d'entre elles a trouvé du travail au Royaume-Uni.

De nouvelles données du Conseil des infirmières et des sages-femmes ont révélé une augmentation au Royaume-Uni du nombre de membres du personnel soignant venus de pays étrangers, notamment d'Afrique.

Howard Catton, directeur général du CII, détaille les conditions de travail désastreuses du personnel soignant au Zimbabwe : les infirmières sont payées à peine 100 dollars par mois... À condition de toucher leur salaire. Il s'insurge : "Ce sont des conditions de travail indignes pour une infirmière. J'ai écrit au gouvernement pour lui faire part de la situation actuelle, car le personnel infirmier ne se sent ni apprécié ni respecté." Il poursuit : "Si un recruteur d'un autre pays se présente et offre des conditions de travail bien plus avantageuses, comment résister? On me l'a dit à plusieurs reprises, il s'agit pratiquement d'une migration forcée, parce que l'environnement sanitaire de leur pays d'origine s'est tellement détérioré que les infirmières ont l'impression de ne plus avoir le choix."

Entre avril et septembre 2022, 389 nouveaux soignants au Royaume-Uni étaient originaires du Zimbabwe. Si ce chiffre représente une baisse de 16 % par rapport à la même période en 2021, il est nettement supérieur à celui des années précédentes. Au cours des six mois précédant septembre 2021, 463 nouveaux soignants originaires du Zimbabwe ont été recrutés, ce qui représentait une augmentation de 807 % par rapport à la même période l'année précédente.

Le Royaume-Uni doit prendre en compte l'impact de ce recrutement dans les pays à faibles revenus. Le gouvernement britannique est en effet critiqué pour sa dépendance à l'égard du recrutement à l'étranger pour résoudre ses pénuries de main-d'œuvre, en particulier dans les pays figurant sur la liste rouge de l'Organisation mondiale de la santé, qui interdit le recrutement dans ces endroits.

Pour Howard Catton, si le gouvernement zimbabwéen "doit absolument faire plus" pour soutenir son personnel soignant en améliorant les salaires et les conditions de travail, des

pays comme le Royaume-Uni doivent se rendre compte qu'ils déstabilisent les systèmes de santé des autres pays. Et il ajoute : "Une infirmière-chef m'a dit que même s'il ne s'agissait que d'un petit nombre d'infirmières, leur départ a souvent pour effet d'interrompre la continuité des soins."

Selon le Centre américain pour les informations biotechnologiques (NCBI), le Zimbabwe compte 1,25 infirmière pour 1 000 habitants. Un chiffre bien inférieur à la médiane mondiale d'environ 3 infirmiers pour 1 000 habitants, qui prouve bien qu'il existe dans le pays une "pénurie critique de personnel, qui doit être résolue immédiatement afin de garantir l'accès aux soins".

"L'ENVIRONNEMENT SANITAIRE DE LEUR PAYS D'ORIGINE S'EST TELLEMENT DÉTÉRIORÉ QUE LES INFIRMIÈRES ONT L'IMPRESSIION DE NE PLUS AVOIR LE CHOIX."

Howard Catton, DIRECTEUR DU CONSEIL DES INFIRMIÈRES (CII)

Le recrutement massif de personnel soignant par le gouvernement britannique est toutefois accueilli favorablement par la population du Zimbabwe, qui y voit une occasion de fuir la pauvreté. Outre des infirmières qualifiées, le Royaume-Uni embauche également des aides-soignants venus du Zimbabwe.

En raison du manque de perspectives professionnelles dans le pays, la plupart des Zimbabwéens, en particulier les jeunes, choisissent de passer un brevet de premiers secours afin de pouvoir aller travailler au Royaume-Uni. Là-bas, les aides-soignants gagnent en moyenne 20 000 livres par an (environ 26 000 dollars [24 000 euros]), soit environ 2 100 dollars [1 900 euros] par mois, bien mieux que les 120 dollars [110 euros] du salaire mensuel moyen des infirmières dans les établissements hospitaliers publics au Zimbabwe.

—Munashe O'brian Gutu
Publié le 7 janvier



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

Au Royaume-Uni, les infirmières venues du Zimbabwe sont prises dans l'engrenage du "travail forcé". Dans une série consacrée aux difficultés du système de santé britannique, **The Daily Telegraph** a enquêté sur ces personnels soignants africains victimes d'arnaques et exploités par des intermédiaires qui les font venir au Royaume-Uni.



CARTOON MOVEMENT

En Chine, une réforme est indispensable

↑ Dessin d'Elihu Duayer, Brésil.

Le système de santé chinois est trop bureaucratique, mal organisé, et son financement est fragile. Il doit changer en profondeur, estime ce magazine économique chinois dans un éditorial au ton très libéral.

— **Caixin Zhoukan** Pékin

Même si les effets du Covid-19 sur l'économie et la société chinoises se font moins ressentir, le pays est appelé à connaître d'autres flambées épidémiques, et il faut s'y préparer. Ces trois dernières années, les professionnels de santé ont été mis à rude épreuve, certains y ayant même laissé la vie.

Il n'est plus possible de repousser la réforme du système de santé, qui a été tellement débattue avant la pandémie. Cette dernière a mis en lumière bien des faiblesses du réseau de soins, en particulier celles des établissements de proximité.

La réforme ne peut plus attendre. Elle est animée par la volonté de développer et de gérer de manière coordonnée les systèmes de l'assurance-maladie, des soins et des médicaments.



ÉDITO

Cependant, pour l'heure, c'est sur les soins que doivent se concentrer les efforts. Lancée en 2009, la réforme du système de santé a permis d'enregistrer, en une décennie, de nombreux progrès dans l'achat des médicaments, le système des soins et leur prise en charge financière. Néanmoins, certains points de blocage sont généralisés, comme les lourdeurs administratives ou la séparation insuffisante des fonctions de contrôle et d'activité; la réforme des hôpitaux publics progresse trop lentement; les établissements de santé privés sont toujours exposés à un risque politique; les mesures d'incitation à travailler dans la santé ne sont pas efficaces, et les capacités de soins des centres médicaux de base s'affaiblissent. Dans le rapport final de son 20^e Congrès [en octobre 2022], le Parti communiste a donc clairement appelé à l'approfondissement de la réforme.

SOURCE

CAIXIN ZHOUKAN

Pékin, Chine

Hebdomadaire,

200 000 ex.

caixin.com

Caixin Zhoukan est un magazine économique chinois de premier plan, qui fait preuve d'une grande réactivité à l'information et conduit des investigations de qualité, tout en publiant des chroniques d'experts reconnus.

Il est pour cela primordial de respecter les standards médicaux et sanitaires, en s'inspirant des expériences des autres pays, et de renforcer l'esprit de responsabilité et de mission. À force de tergiverser ou d'utiliser toujours les mêmes vieilles recettes, nous perdrons le soutien de l'opinion publique et nous finirons par rater l'occasion de réformer notre système de santé. L'épidémie a été un choc à court terme, mais le vieillissement de la population chinoise est une variable lente qui doit nous pousser à intensifier la réforme.

Confusion des intérêts. La difficulté d'accès aux soins et leur coût élevé sont des sujets de préoccupation pour des millions de familles. Seule la poursuite de la réforme [lancée en 2009] pourra régler ce problème majeur de la vie quotidienne, et permettre à chaque citoyen de vivre plus dignement grâce à une meilleure application de l'article 45 de la Constitution. Celui-ci prévoit le droit à l'assistance matérielle de l'État et de la société en cas de vieillesse, de maladie ou d'incapacité de travail.

Chaque année, environ 80 000 étudiants obtiennent leur diplôme de médecin clinicien, mais moins de la moitié d'entre eux exercent réellement [l'hôpital public, l'institution prédominante en ville, n'a pas assez de postes pour les absorber; le secteur privé les emploie souvent dans d'autres fonctions]. Sans un approfondissement de la réforme, il ne sera pas possible de modifier cette situation aberrante.

Il faut mettre en place un système de gestion hospitalière moderne. Force dominante des ressources en matière de santé, l'hôpital public est d'une importance capitale, comme l'est la réforme de sa gestion. L'évolution du rôle des instances gouvernementales en est un élément clé, avec la séparation des fonctions politiques et administratives, de la gestion et de l'activité. Faute de quoi, la confusion des intérêts peut mener à des réflexes conservateurs nuisant à la mise en place de réformes. Le gouvernement étant à la fois le bailleur de fonds et l'organisme de contrôle, la question du besoin d'autonomie des hôpitaux publics peut s'en ressentir.

En août 2022, la province de Hainan a rendu public son "plan de développement d'hôpitaux publics de grande qualité" : il y est souligné la nécessité de se défaire du caractère d'administration des hôpitaux publics, d'y supprimer les échelons de fonctionnaires, d'y instaurer la professionnalisation des directeurs, en particulier dans les recrutements, et d'accorder aux établissements une véritable autonomie de fonctionnement, y compris la gestion directe de leur personnel. Aucun responsable administratif ne devrait pouvoir cumuler sa fonction avec un poste de direction dans un hôpital public, et l'application de cette réforme est très attendue.

Il faut susciter de l'intérêt pour les métiers de la santé. La profession de médecin est d'un accès difficile. De plus, la question de la rémunération ne peut être éludée, en particulier dans les centres médicaux de base, où la faiblesse des salaires proposés peine à attirer les praticiens. Les institutions médicales tirent l'essentiel de

leurs revenus de la facturation des actes médicaux et des dotations financières publiques.

Il faut accélérer la réforme de la tarification, mais aussi en finir avec la situation aberrante qui consiste à rémunérer les médecins grâce aux bénéfices réalisés sur la vente de médicaments. En dépit d'une amélioration depuis la mise en place de centrales d'achats de médicaments [en 2022, au niveau provincial], le travers subsiste toujours. Pour le régler complètement, certains ont suggéré de séparer les enveloppes budgétaires, ce qui suppose de rationaliser la tarification des actes médicaux.

Il faut également encourager les médecins à ouvrir des cabinets privés, afin qu'on s'oriente progressivement vers une pratique libérale de la médecine, avec des hôpitaux réservés aux hospitalisations [actuellement, un patient qui ne peut être traité en consultation dans un dispensaire se dirige le plus souvent vers un spécialiste à l'hôpital].

AUCUN RESPONSABLE ADMINISTRATIF NE DEVRAIT POUVOIR CUMULER SA FONCTION AVEC UN POSTE DE DIRECTION DANS UN HÔPITAL PUBLIC.

Il ne faut pas dévier d'un pouce pour ce qui concerne les mesures de soutien au développement d'une médecine privée, laquelle redoute beaucoup les variations de politiques. Elle est considérée comme une "composante importante du réseau sanitaire" après avoir été "complémentaire". [Embryonnaire dans les années 1980, sous-traitante vis-à-vis du public dans la décennie suivante, elle ne s'est réellement développée qu'à partir des années 2000 avec l'autorisation d'ouverture d'hôpitaux financés par des capitaux privés. Elle représente 20 % de l'activité médicale totale, selon l'association de la profession.]

Le secteur de la santé doit-il s'adjoindre de nouvelles forces soumises aux règles du marché? Tout dépend des capacités actuelles, suffisantes ou non pour répondre aux besoins. Sur ce point, les tensions entre l'offre et la demande dans le secteur de la santé au cours de ces trois dernières années d'épidémie de Covid-19, avec des ressources très restreintes, surtout récemment, fournissent une réponse on ne peut plus claire.

C'est dans l'adversité que se construit une nation, dit-on; cela est valable si le gouvernement et la population ont la capacité de réfléchir et d'agir. L'épidémie a tiré la sonnette d'alarme pour le système de santé chinois. S'attaquer avec détermination à ce "gros morceau" que constitue la réforme du système de santé serait la meilleure manière de rasséréner les travailleurs du monde médical après les efforts et les sacrifices considérables qu'ils ont consenti à faire. Seule une réforme énergique donnera à la Chine suffisamment de forces pour qu'elle puisse faire face à la prochaine crise sanitaire. Ce serait une très belle manière d'illustrer le concept de "l'humain d'abord".—

Publié le 14 janvier

Repères

Une médecine à plusieurs vitesses

●●● Le système de santé a beau représenter un secteur colossal en Chine, l'accès aux soins de qualité est marqué par des inégalités d'accès comme de financement. En ville, la médecine est fondée sur le grand hôpital public. Réputé de haute qualité, celui-ci croule sous la demande, tant pour les consultations externes que pour les hospitalisations. Les citadins ont aussi accès à un réseau de dispensaires de quartier, mais la médecine libérale n'existe pas. Depuis les années 1990, l'hôpital public, de moins en moins subventionné, a été graduellement rendu responsable de ses pertes et de ses profits, ce qui a conduit à des formes de sous-traitance, de rentabilisation du médicament ou d'opacité dans la fixation des tarifs. Les prix ont flambé, et les tensions sont parfois vives entre patients et personnel hospitalier. Depuis 2014, la quasi-totalité de la population chinoise est censée être couverte par un certain niveau d'assurance-maladie. Dans les villes, les salariés et leurs employeurs cotisent obligatoirement pour un compte individuel, complété par une assurance collective. Tandis qu'à la campagne l'assurance est basée sur les contributions individuelles volontaires, complétées par des subventions gouvernementales et centrées sur le remboursement des frais entraînés par la maladie grave. Les sommes, les taux, les conditions de remboursement sont variables selon les endroits.



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

À Wuhan, des retraités manifestent contre la réforme de l'assurance-maladie. La réforme en cours du fonctionnement des caisses d'assurance-maladie locales a bien du mal à passer auprès des retraités, dont les droits à des remboursements se trouvent amputés. Le 16 février, des manifestations ont éclaté pour protester contre ces changements. **Une revue de presse à lire sur notre site.**

NOTRE SÉLECTION

Livre de cuisine "La cuisine en partage"



25€*
dont 1€
reversé à
**Handicap
international**

Plus que jamais, la cuisine est un langage universel qui permet de comprendre ses racines, de tisser des liens, mais aussi d'atténuer les chagrins et de reprendre goût à la vie.

Alors, pour célébrer les 40 ans de **Handicap international**, Sonia Ezgulian a joué les passeuses de recettes en interprétant, avec des ingrédients faciles à trouver, des plats du quotidien ou de fête originaires du monde entier, proposés par des bénéficiaires de l'association.

De l'Afghanistan au Mozambique, de l'Égypte au Pérou, ces 40 recettes composent une merveilleuse histoire de transmission.

Livre : 19,2 × 28,8 cm, 184 pages

en partenariat avec



**Pour commander,
scannez le code QR**

Ou rendez-vous sur notre site :
<https://boutiquevpc.courrierinternational.com/>

Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine jusqu'au 30/06/2023 * Frais de port en sus en fonction du produit. Réception chez vous environ trois semaines après la prise en compte de votre commande. Nos conditions générales de vente sont disponibles sur notre site Internet : <https://boutique.courrierinternational.com/cgv-co>

trans-
versales.
économie



Une transition verte made in America

Politique industrielle.

Avec Joe Biden, les États-Unis renouent avec l'interventionnisme. Un pari ambitieux et risqué, estime cet hebdomadaire libéral.



—The Economist (extraits)
Londres

Prenez le volant d'une voiture électrique fabriquée à Détroit et roulez vers le sud. Le paysage de cette ville, qui était autrefois l'incarnation du déclin industriel, s'éloigne dans le rétroviseur. Dirigez-vous vers l'Ohio, où la batterie qui se trouve sous le capot a été fabriquée. Les semi-conducteurs qui régulent sa vitesse de chargement ont été fabriqués ici aussi, dans une nouvelle usine, vaste, qui compte le Pentagone parmi ses plus gros clients. Faites le plein d'électricité grâce à l'une des nouvelles centrales nucléaires de Virginie-Occidentale, et ensuite commencez un long voyage dans le centre du pays. Après les innombrables parcs à éoliennes du Kansas, traversez les grandes fermes solaires d'Oklahoma, puis faites un détour par le golfe du Mexique. Le voyage se termine au bord de l'eau, où le soleil se reflète sur une centrale de production d'hydrogène vert flambant neuve.

C'est l'Amérique de 2033, si le gouvernement Biden parvient à ses fins. Ces deux dernières années, le Congrès a fait passer trois propositions de loi sur les infrastructures, les semi-conducteurs et les

technologies vertes, qui débloquent 2 000 milliards de dollars pour redessiner l'économie. L'idée est que, grâce à l'action publique, l'Amérique a les moyens de réindustrialiser son économie, renforcer la sécurité nationale, redonner vie à des endroits délaissés, reconforter le moral des ouvriers et

Les retombées de ce gigantesque plan n'apparaîtront sans doute pas avant des années.

réduire de manière spectaculaire ses émissions de CO₂, le tout en même temps.

C'est la politique industrielle la plus ambitieuse et *dirigiste** qu'ait proposée le pays en plusieurs dizaines d'années. Un énorme pari du président sur la transformation de l'Amérique. Si Biden est sur tous les fronts, c'est qu'il n'avait pas vraiment le choix. Le seul moyen de s'assurer une majorité au Congrès était de conjuguer le désir des démocrates d'agir sur le changement climatique avec les inquiétudes des faucons face à la menace chinoise, tout en répondant à la situation des coins délaissés de l'Amérique profonde.

Pour se faire une idée de l'ampleur de ce qui est en cours, il suffit de revenir aux sommes en jeu. La loi sur les infrastructures prévoit 1 200 milliards de dollars sur dix ans pour les routes, les ponts et les câbles nécessaires à la création d'un nouveau réseau d'infrastructures vertes. La loi sur les puces, destinée à rapatrier la production de semi-conducteurs aux États-Unis, met en place une enveloppe de 280 milliards. La loi sur la réduction de l'inflation prévoit 400 milliards de dollars de subventions pour les technologies vertes sur dix ans ; certains analystes suggèrent que

cette somme devrait atteindre en réalité 800 milliards de dollars.

Les investissements ne sont pourtant qu'un aspect de ce projet. Ce dernier s'accompagne en effet d'une pléthore de réglementations, allant de l'obligation de fabriquer les batteries en Amérique du Nord aux restrictions sur les importations et les exportations de technologies pour des raisons de sécurité nationale.

Un plan gigantesque qui comporte autant d'objectifs ne se résume pas à une réussite ou à un échec. Ses pleines retombées n'apparaîtront sans doute pas clairement avant de nombreuses

années. Cependant, il n'est pas nécessaire d'être Ayn Rand [écrivaine et philosophe libérale] pour se demander si le gouvernement a les moyens de gérer un ensemble de projets si ambitieux.

Contradictions. Par exemple, parce que l'écologie américaine donne la priorité à la préservation de l'environnement, il faut plus de dix ans pour obtenir les autorisations nécessaires au raccordement d'un projet d'énergie renouvelable dans le Wyoming au réseau californien. Et certains objectifs sont contradictoires. Exiger que les emplois restent en Amérique sera

La croissance peut être bonne pour le climat

●●● Alors que le gouvernement Biden fait "un pas de géant dans la lutte contre le changement climatique", le Prix Nobel d'économie Paul Krugman assure que sauver la planète peut être compatible avec la croissance. Car cette dernière ne signifie "pas nécessairement qu'on produit les mêmes choses qu'avant, à plus grande échelle", écrit-il dans sa chronique dans

The New York Times. Si le produit intérieur brut (PIB) aux États-Unis est trois fois supérieur à celui de 2007, "l'économie de 2023 n'est pas seulement l'économie de 2007 augmentée d'un tiers". La production de charbon a été réduite de moitié. Et le PIB "ne dit rien" du mode de production : un kilowattheure reste un kWh, "qu'il soit issu de la combustion du charbon

ou de l'énergie éolienne", alors que "son impact environnemental est complètement différent". Un pays riche ne fait pas forcément mal à la planète, dit-il. Un New-Yorkais jouit d'une meilleure qualité environnementale qu'un habitant de New Delhi. Il faut, comme le plan Biden, encourager les technologies vertes. Le "reste du monde" doit aussi s'y mettre.



← Développement durable.
Dessin de Ramsès,
Cuba.

auront plus de chances de se réaliser à trois conditions. D'abord, le soutien à l'industrie nationale doit s'accompagner d'une diplomatie commerciale active. Pour fédérer un bloc de pays en faveur d'une transition verte à coût réduit, l'un des moyens serait d'ouvrir l'accès aux subventions américaines pour des biens produits à l'étranger (tant qu'ils ne sont pas chinois, iraniens ou russes).

Ensuite, ces subventions devraient cibler des technologies pas encore viables sur le marché, comme de nouveaux types de réacteur nucléaire ou le captage et le stockage du CO₂. Si l'argent public sert à relocaliser la production de panneaux solaires qui pourraient être fabriqués ailleurs à moindres frais, il sera gaspillé. Enfin, pour bâtir de nouvelles infrastructures subventionnées, les États-Unis devront réformer leur législation en matière de permis de construire.

Pour le meilleur ou pour le pire, le plan de Biden va changer profondément les États-Unis. Il aidera peut-être le pays à tenir tête à une Chine autoritaire, à empêcher les électeurs américains d'être tentés par des idées plus radicales et destructrices, et à défier les prédictions les plus pessimistes sur les effets du changement climatique. Mais ne vous faites pas trop d'illusions : il serait hasardeux de croire que le meilleur moyen de régler trois problèmes trop compliqués à traiter séparément est de les affronter tous en même temps.—

Publié le 2 février

* En français dans le texte.



SOURCE

THE ECONOMIST
Londres, Royaume-Uni
Hebdomadaire, 1 583 955 ex.
economist.com
Grande institution de la presse britannique, ce magazine fondé en 1843 par un chapelier écossais est la bible de ceux qui s'intéressent à l'actualité internationale. Ouvertement libéral, il défend le libre-échange, la mondialisation et l'immigration.

bénéfique pour certains travailleurs. Mais si les dispositifs verts comme les éoliennes deviennent plus chers, alors la transition écologique deviendra elle aussi plus coûteuse. Et si d'autres pays occidentaux perdent des industries vitales à cause des États-Unis, les alliances qui sous-tendent la sécurité de l'Amérique en pâtiront. Par ailleurs, tout ce projet pourrait s'avérer difficile à réaliser faute de main-d'œuvre. Le taux de chômage est à 3,5 %, son plus bas niveau depuis cinquante ans. Les subventions vertes risquent donc de passer dans des salaires plus élevés.

Mais selon le gouvernement Biden, si l'Amérique peut développer de nouvelles technologies, mettre en place des chaînes d'approvisionnement moins dépendantes de la Chine et faire baisser le coût des sources d'énergie propres, tout le monde y gagnera. Et le pays dispose d'atouts considérables : un marché intérieur très riche, de vastes étendues pour accueillir les parcs solaires et éoliens, des gazoducs pour le transport de l'hydrogène et des réservoirs pour le stockage du carbone. Ses universités et ses investisseurs en capital-risque en font également un centre pour l'innovation verte. Toutes ces bonnes intentions

LA LETTRE
TECH



PHILIPPE COSTE, à New York

Hommage à Nohemi, des souris (de labo) et des hommes, l'IA face au séisme

Le 13 novembre 2015, Nohemi Gonzalez prenait un pot avec une amie rue de Charonne, à Paris. Cette Californienne de 23 ans, étudiante à l'université de l'État de Californie, passait un semestre à la prestigieuse Strate école de design, à Sèvres. Elle est morte ce soir-là, criblée de balles par des salauds comme 130 autres victimes de l'horrible nuit du Bataclan. Le **New York Times** lui rend hommage, rappelant que son nom résonnera à nouveau, le mardi 28 février, dans la salle d'audience de la Cour suprême des États-Unis ; cette fois, lors de la première audience d'une affaire – Gonzalez vs Google – qui pourrait clore l'ère de la superpuissance des réseaux sociaux.

Un an après la tuerie, les parents de Nohemi ont assigné en justice Facebook, Twitter et YouTube (filiale de Google) au motif que ces derniers avaient contribué à véhiculer les discours de haine et les vidéos de recrutement de Daech. Déboutés à plusieurs reprises en raison de l'immunité dont bénéficient les diffuseurs de contenus sur Internet, Beatriz Gonzalez et Jose Hernandez, au nom de leur fille, en appellent à la plus haute juridiction fédérale pour demander, spécifiquement pour YouTube, l'abrogation de la fameuse section 230 de la loi Internet Decency Act. Cette disposition énonce que les réseaux sociaux ne sont en rien des éditeurs coresponsables des propos tenus sur leurs sites, mais de simples tuyaux où circulent les données électroniques. Les parents assurent, eux, que loin d'être d'innocents passeurs d'informations, des sites comme YouTube participent sciemment à la diffusion des vidéos islamistes, en utilisant leurs algorithmes pour capter de nouveaux spectateurs et garantir un succès d'audience à ces appels au meurtre.

Si elle les érigeait au statut d'éditeur, de diffuseur conscient, actif et commercial de ce contenu, une décision de la Cour pourrait

dévaster toute une architecture destinée à maximiser l'audience et donc les rentrées de pub des réseaux. Et les exposer à des milliards de dollars de procès en responsabilité.

Réensauvagement

Seul le **New Yorker** peut se permettre de vouer des pages entières au sort peu enviable des... souris de laboratoire. Et pourtant, le sujet est crucial. La science moderne utilise (et zigouille) près de 20 millions de mignons rongeurs en raison de la similitude de leur physiologie avec celle des humains. Or les tests sur les animaux sont souvent peu probants et sources d'accidents mortels lors d'essais cliniques à grande échelle sur des humains, ou même une fois que les médicaments sont sur le marché. La raison ? Certains animaux ont des systèmes immunitaires déprimés ou au contraire renforcés qui peuvent fausser les résultats des expériences. Des différences notables ont été détectées entre des lots de souris venant d'élevages distincts selon le type d'alimentation qu'elles reçoivent. L'engagement, le stress, la présence des humains ont également un effet sur leur métabolisme. Certains laboratoires, pour s'assurer de la fiabilité de leurs souris, pratiquent le "réensauvagement" des rongeurs, le *rewilding*, qui consiste à les replacer le plus possible dans les conditions de leur habitat naturel afin de tenter de leur rendre leurs caractéristiques biologiques originelles. Elles sont nombreuses à en profiter pour s'échapper. Pas folles les souris.

Des yeux dans le ciel

En Turquie et en Syrie, l'ampleur du désastre est telle qu'elle exige le recours à des technologies inédites, à partir du ciel, où des images satellitaires moulées par l'intelligence artificielle permettent de discerner l'importance des dommages. Selon la **MIT Technology Review**,

Tous les quinze jours,
l'actualité de la Silicon
Valley vue des États-Unis

le Pentagone a mis à la disposition des équipes de l'ONU son logiciel xView2, développé avec l'université Carnegie Mellon, qui repère bien mieux qu'une photo classique le degré d'endommagement des édifices et permet d'orienter la logistique vers les zones les plus dévastées. Seul problème, certaines zones jugées sans importance stratégique, en Syrie par exemple, ne sont pas sur le circuit des satellites. De plus, il faut que les cieux soient dégagés pour capter des images. Le temps couvert a ainsi privé les autorités, pendant plusieurs jours après le séisme, d'une vision claire des dimensions gigantesques du désastre.

La voix de l'Amérique

On gagne toujours à dénicher l'humain derrière les succès de la tech. **Insider** publie une interview adorable de Susan Bennett. Mais si ! L'actrice de Géorgie qui a donné sa voix au système Siri disponible sur des centaines de millions d'iPhone américains ! En 2005, six ans avant la sortie du premier smartphone d'Apple doté d'une commande vocale, elle avait été embauchée temporairement par un labo spécialisé, ScanSoft, pour enregistrer à longueur de journée des phrases sans queue ni tête conçues pour codifier la phonétique américaine. Elle n'a pris conscience de sa gloire qu'en 2011. Et non, après son cachet initial, elle n'a jamais touché de royalties et a continué à gagner sa vie en effectuant des doublages sonores.—



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

Inscrivez-vous sur notre site pour recevoir chaque mardi **La Lettre tech**.

Le monde du travail fait sa révolution en Europe

Social. Manifestations en France contre la réforme des retraites, grèves en Allemagne et au Royaume-Uni : les luttes du moment ont en commun d'exiger la démocratisation des entreprises.

—Die Zeit *Hambourg*

Même si l'on en entend assez peu parler, il se passe quelque chose d'énorme en ce moment en Europe : le 11 février, un bon million de Français sont redescendus dans la rue, refusant de travailler plus longtemps [963 000, selon le ministère de l'Intérieur, 2,5 millions selon la CGT]. Dans le même temps, le Royaume-Uni est secoué par la plus grande vague de grèves depuis l'ère Thatcher [Première ministre de 1979 à 1990]. En Allemagne, les facteurs débraient, les bus étaient à l'arrêt à Essen et à Cologne, la semaine du 13 au 18 février et les aéroports ont été paralysés le 17 février à l'appel du syndicat Verdi [1,9 million d'adhérents].

Ce pourrait n'être que le début, selon les syndicats. Ce qui pousse la Mittelstandsunion [l'organisation patronale allemande des PME] à réclamer une limitation du droit de grève. Le Royaume-Uni a pris de l'avance : le gouvernement [conservateur] a déposé une loi permettant à certains employeurs d'imposer un service minimum à leurs salariés en cas de grève.

Ces bras de fer, comme la virulence et la durée des mouvements, montrent qu'il n'est pas simplement question ici de quelques euros de plus, tant s'en faut : en Europe, c'est une lutte pour la démocratisation du monde du travail qui s'est engagée.

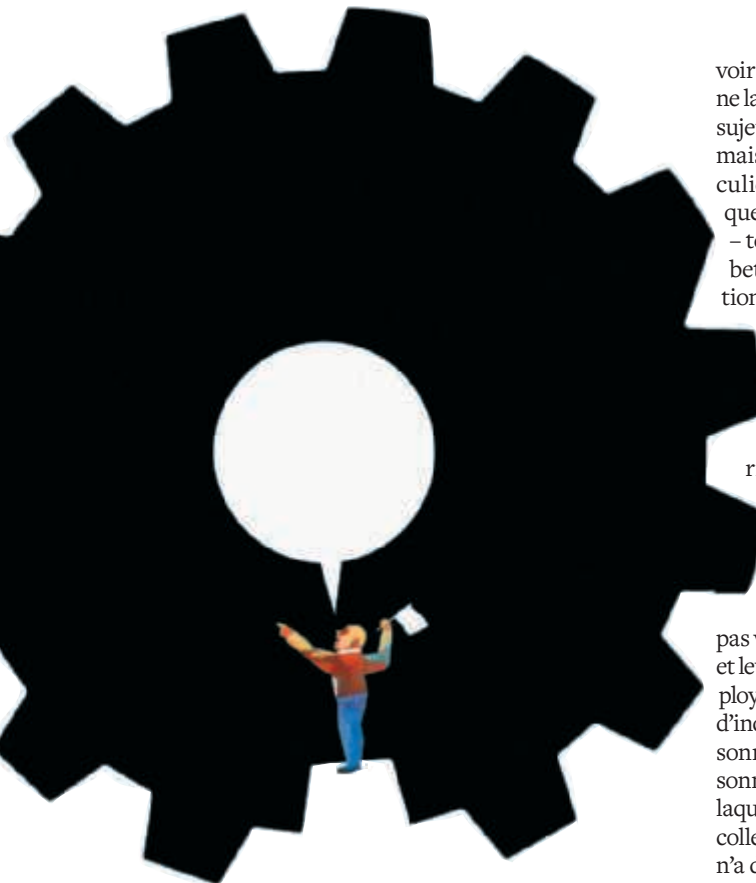
Grévistes et manifestants n'exigent rien moins qu'avoir voix au chapitre. Sur leurs salaires, mais aussi sur leurs conditions de travail, sur les règles et modalités auxquelles ils sont assujettis jusqu'à huit heures par jour.

Ils refusent que la promesse de la démocratie – participation et autodétermination – soit uniquement tenue dans les urnes, mais exigent qu'elle s'applique aussi au monde du travail. Leurs adversaires, qu'il s'agisse de la Mittelstandsunion ou du gouvernement britannique, veulent à l'inverse donner un nouveau tour de vis.

Curieusement, cette dimension est presque totalement occultée dans le débat public. Les grèves et les manifestations ne sont pas interprétées comme une forme de protestation contre un défaut de démocratie dans un domaine essentiel de la vie, mais (surtout dans le cas français) comme une sorte de folklore daté, au mieux comme une lutte pour la préservation de quelques acquis financiers particuliers.

N'est-ce pas curieux ? On se préoccupe constamment du niveau de démocratie dans le monde, mais on passe généralement à la trappe le travail, auquel les adultes consacrent l'essentiel de leur vie : le monde du travail est l'angle mort de la démocratie.

Cogestion. La philosophe américaine Elizabeth Anderson a donné pour sous-titre à l'un de ses livres publié en 2017 [non traduit en français] "Comment les employeurs règnent sur nos vies (et pourquoi nous n'en parlons pas)". Elle y balaie l'idée qu'un marché du travail libéral, dans lequel chacun est libre de monnayer sa force de travail, serait une garantie d'autodétermination : "On nous dit que nous avons le choix entre des marchés libres et le contrôle étatique, alors que la plupart des adultes passent l'essentiel de leur vie professionnelle



sous un troisième régime : celui du gouvernement privé."

Privé signifiant ici que les règles édictées par l'entreprise échappent au débat démocratique, qu'elles ne relèvent pas de la sphère publique, mais du domaine privé de l'entre-

«À côté de la démocratie représentative, il y a la démocratie industrielle.»

Martin Höpner, POLITOLOGUE

prise. Les citoyens libres se transforment ainsi en sujets dès qu'ils entrent dans l'usine ou au bureau.

Cela peut sembler exagéré, surtout pour qualifier l'économie sociale de marché en Europe. La cogestion démocratique fait partie intégrante du marché du travail par l'intermédiaire des syndicats et des organisations patronales, mais aussi des salariés, qui s'expriment à travers les comités sociaux et économiques et les conseils de surveillance. Le politologue allemand Martin Höpner décrit [dans l'édition de janvier de *Merkur*, la plus ancienne revue culturelle allemande] ce second pilier de la démocratie en ces termes : "À côté de la participation du citoyen, il y a celle du citoyen économique, à côté

de la démocratie représentative, il y a la démocratie industrielle."

Sauf que ce modèle ne fonctionne plus ainsi. Aujourd'hui, seul un emploi sur deux relève d'une convention collective, contre trois sur quatre en 1996. Les conventions collectives sont le Code civil du monde du travail. Sans elles, le travailleur ne peut compter que sur lui-même. L'érosion de la participation par le biais des conventions collectives contribue à la régression de la démocratie, analyse Martin Höpner.

Mais puisqu'il y a un déficit de personnel qualifié, pourquoi ne pas simplement changer d'emploi quand le nôtre ne nous plaît pas ? Parce que cela ne saurait être une réponse collective, négociée démocratiquement, mais une réponse individuelle. Changer de travail est d'autant plus aisé que l'on est flexible, jeune et bien formé. Les profils qui ne sont pas recherchés ou qui ne sont pas mobiles pour des raisons personnelles sont à la merci du gouvernement privé de leur employeur. Ils passent "du statut de citoyens économiques à celui de supplétifs du marché, poursuit Martin Höpner. Quand on y voit une régression démocratique à part entière, cela change le tableau général du tout au tout – et notamment la nature des contre-mesures souhaitables." Pourquoi refusons-nous de

↳ Dessin d'Ajubel paru dans *El Mundo*, Madrid.

voir [cette régression] ? Pourquoi ne la traitons-nous pas comme un sujet brûlant pour la démocratie, mais comme une question particulièrement secondaire ? Parce que nous restons cramponnés – telle est la conclusion d'Elizabeth Anderson – à une conception préindustrielle du marché.

Utopie égalitaire. Tant le fondateur de l'économie moderne [du XVIII^e siècle] Adam Smith que les théoriciens plus à gauche (selon nos critères actuels) pensaient que, dans une société de marché libre, tout un chacun ou presque travaillerait à son compte. Ils n'avaient pas vu venir les immenses usines et leurs armées d'ouvriers et d'employés. Ils imaginaient une société d'indépendants dans laquelle personne ne serait dominé par personne. Une utopie égalitaire dans laquelle rien ne doit être négocié collectivement, puisque personne n'a de pouvoir sur les autres.

L'industrialisation, avec ses salariés qui doivent vendre leur force et leur temps de travail, a réduit cet espoir à néant, mais pas l'idée de société de marché, ajoute Elizabeth Anderson. Résultat : "Nous travaillons encore aujourd'hui en nous fondant sur un modèle de monde qui fait l'impasse sur la relation entre employés et employeurs, dans laquelle la plupart d'entre nous vivons." Ce que rendent visible les grèves, les manifestations et le nouveau mouvement des travailleurs en plein essor. Il n'est pas question d'une poignée d'euros pour les salaires ou les retraites – l'enjeu, c'est la démocratie.

—Lenz Jacobsen
Publié le 17 février

SOURCE



DIE ZEIT

Hambourg, Allemagne
Hebdomadaire, 578 300 ex.
zeit.de

C'est la publication allemande de référence, une autorité outre-Rhin. Ce grand journal d'information et d'analyse politique se distingue aussi par sa maquette et son iconographie très recherchées. Tolérant et libéral, il paraît tous les jeudis.

ENVIRONNEMENT



Planter des arbres, mais où ?

Climat. La Terre est trop petite pour accueillir tous les arbres que les entreprises ont promis de planter pour compenser leurs émissions de gaz à effet de serre.

—The Times Londres

Les entreprises se sont engagées à planter, d'ici à 2050, plus d'arbres qu'il n'y a de place disponible pour les recevoir. Une étude des promesses de plus de 6500 entreprises montre que, pour être tenus, ces engagements nécessiteraient jusqu'à 380 millions d'hectares, soit une superficie plus grande que celle de l'Inde. Or, selon ce rapport, la surface disponible sur Terre pour faire pousser de nouvelles forêts ne dépasse pas 350 millions d'hectares. Si l'on y ajoute les promesses de reforestation des États, la surface requise atteint plus du double de ce chiffre, selon les travaux du cabinet d'analyse Trove Research.

Ce document a été précédé par la publication d'un rapport de l'ONU en novembre, qui reprochait aux entreprises leurs promesses floues ou fallacieuses en faveur du climat. Lorsque le secteur des énergies fossiles s'engage à parvenir à "zéro émission nette", son attitude relève parfois "du mensonge éhonté" et de "la dissimulation toxique", pour reprendre la formule du secrétaire général des Nations unies, António Guterres.

De nombreuses entreprises achètent des crédits carbone pour compenser leurs émissions polluantes. Un crédit équivaut à 1 tonne de dioxyde de carbone retirée de l'atmosphère. En achetant ces crédits – et en acceptant de ne pas les revendre –, les entreprises peuvent recevoir une compensation. Les crédits carbone doivent être corrélés à un projet existant, la plantation d'arbres, par exemple.

Problème, l'offre ne suit pas : il faudrait plus de 75 fois la superficie déjà réservée à la reforestation

pour les sept prochaines années. Les crédits carbone sont certes inscrits dans des registres de gestion, qui définissent des critères de qualité pour ces initiatives, mais il n'y a aucun moyen de limiter la demande. Amir Sokolowski, directeur du CDP, naguère connu sous le nom de Carbon Disclosure Project, l'organisme qui publie les compensations carbone des entreprises, déclare : "Même quand quelqu'un fait des efforts et n'investit que dans le projet de reforestation le plus intégré, il n'a aucun moyen de savoir

La surabondance de projets risque d'empiéter sur l'espace nécessaire pour nourrir la planète.

avec combien d'autres projets il est en concurrence."

Or la surabondance de projets risque d'empiéter sur l'espace nécessaire aux cultures destinées à nourrir la population mondiale.

Les prix sur le marché du CO₂ demeurent très bas, et même s'ils augmentaient, les militants estiment que cela ne ferait qu'accroître la demande de projets moins qualitatifs. Plusieurs entreprises se sont déjà vu reprocher leurs investissements dans des crédits pour des "émissions évitées". Ce type de crédit mesure la quantité de CO₂ – ou d'autres gaz à effet de serre – qui aurait été émise si le projet n'avait pas existé.

Les dispositifs les plus répandus concernent les "améliorations dans la gestion de la forêt", les sociétés exploitant la forêt reçoivent des crédits en échange d'un changement dans leurs pratiques – par exemple, l'allongement des cycles d'abattage ou l'exploitation de certaines espèces d'arbres uniquement.

British Airways fait partie des entreprises qui utilisent ce genre de crédit. Le transporteur britannique propose à ses clients de payer pour compenser les émissions polluantes de leur vol. Par exemple, un aller-retour Londres-Charm el-Cheikh, en Égypte – où s'est tenue la dernière conférence des Nations unies sur les changements climatiques [COP27] en novembre – peut être compensé par un surcoût de 5,75 livres [environ 6 euros] sur le billet du passager, pour une demi-tonne de CO₂.

La compagnie consacre ensuite cet argent à deux initiatives : l'une visant à acheter des fours plus efficaces pour des communautés au Kenya, l'autre destinée à éviter l'abattage d'arbres en République démocratique du Congo. Deux projets censés éviter des émissions polluantes. "C'est complètement fictif, juge Charlie Kronick, de Greenpeace. Éviter des émissions, ce n'est pas réduire le CO₂. C'est un tour de passe-passe compatible qui fait croire qu'on réduit les émissions, alors que ce n'est pas encore le cas, et que ça n'arrivera peut-être jamais. On dissimule les effets du projet derrière une déclaration d'intention sur la réduction des émissions."

British Airways affirme investir dans des projets scrupuleusement vérifiés.

La reforestation réduit la quantité de dioxyde de carbone dans l'atmosphère. Ce n'est toutefois pas la solution parfaite. "Planter des arbres sur des centaines d'hectares nécessite énormément de travail : il faut collecter les graines, élever les jeunes pousses, les planter quelque part, puis en prendre soin", explique Alex Koch, responsable de l'analyse géospatiale au sein de Trove Research. Pour se développer, les forêts ont aussi besoin de stabilité, loin des risques imprévus comme la guerre et les catastrophes naturelles.

Promesses floues. Chercheuse associée au Climate & Energy College de l'université de Melbourne [en Australie], la professeure Kate Dooley est l'un des auteurs principaux d'une étude récente sur les problèmes posés par les engagements des États après l'accord de Paris, adopté en 2015. Elle explique : "Les entreprises ont tendance à opter pour de grands programmes de reforestation parce que c'est là que les chiffres

Pour se développer, les forêts ont aussi besoin de stabilité, loin des risques de guerre.

s'additionnent le plus vite pour estimer quelle quantité d'énergie fossile vous pouvez compenser."

Les surfaces disponibles pour une reforestation massive sont souvent utilisées par des communautés indigènes, qui en dépendent pour leur survie. Le groupe TotalEnergies s'est engagé l'an dernier à planter 40000 hectares de forêt en République démocratique du Congo en utilisant ses crédits carbone. Mais les chercheurs soulignent que les communautés locales n'ont pas été consultées, et que le projet permettra à l'industriel français de faire des bénéfices au bout de vingt ans, lorsque les arbres seront vendus. Les émissions produites par ce bois, s'il sert à faire du feu, ne sont pas comptabilisées dans les crédits carbone.

TotalEnergies n'a pas souhaité faire de commentaire à ce sujet.

En dépit des pressions, la plupart des entreprises préfèrent ne pas dire comment elles comptent utiliser leurs compensations. John Lang, qui supervise un système de suivi des engagements climatiques mis en place par l'université

d'Oxford, confirme : "La majeure partie reste cachée. Et les quelques téméraires qui se sont risqués à publier des informations n'ont reçu que des critiques. De plus en plus d'entreprises préfèrent donc garder le silence."

Certaines organisations tentent de faire bouger les choses. Le CDP, par exemple, suit un nombre croissant d'entreprises qui souscrivent à des "objectifs sérieux, fondés sur des travaux scientifiques", qui ne permettent pas de comptabiliser les crédits carbone comme des réductions d'émission à court terme. Ces pratiques sont de plus en plus connues, et les entreprises évoluent. Alors qu'elle affirmait être la première compagnie aérienne à compenser la totalité de ses émissions, EasyJet a mis fin à son programme en décembre après des accusations de greenwashing.

L'entreprise compte désormais utiliser des avions plus économes en carburant, et elle a lourdement investi dans la technologie du moteur à hydrogène, qui ne rejette pas de CO₂. Ces solutions permettent de réduire les émissions au lieu de tenter de les compenser après qu'elles ont été relâchées dans l'atmosphère. Les chercheurs et les militants espèrent que d'autres entreprises suivront cette voie.

—Max Kendix
Publié le 9 janvier



➤ Dessin de Boligán paru dans El Universal, Mexico.

360

MAGAZINE

- Aziza Brahim, voix des Sahraouis • Culture 44
 La difficile critique du capitalisme par
 les jeux vidéo • Plein écran 45
 Tous les combats de Nan Goldin • Entretien 46
 Néandertal, plus qu'un cousin • Histoire 50

La beauté glacée du Svalboard

Bien au-delà du cercle polaire, cet archipel norvégien abrite un centre de recherche où viennent des scientifiques du monde entier. Le photographe italien Paolo Verzone s'y est rendu à plusieurs reprises.



Le photographe

PAOLO VERZONE

Né en 1967 à Turin, Paolo Verzone étudie la littérature et le design avant de devenir photographe pour des journaux italiens. Dans ses différentes séries, il s'intéresse au temps long et développe sa prédilection pour les portraits : Européens à la plage dans

Seeuropeans (1994-2002) ou passants moscovites dans *The Moscow Project* (1991, 2001, 2011). Récompensé à de multiples reprises, il collabore avec de nombreuses publications étrangères, comme *The Guardian*, *National Geographic*, *Time* ou *Der Spiegel*.



↑ Dans les grottes du glacier Longyearbreen, des bulles d'air sont piégées dans la glace depuis plus de mille ans.

← Une membre de l'équipage du KV Svalbard, le brise-glace des gardes-côtes norvégiens.
Photos Paolo Verzone/Agence VU

COURRIER INTERNATIONAL D'où vient votre intérêt pour le Svalbard ?

PAOLO VERZONE Je rêvais de traverser le cercle arctique depuis mes 20 ans, une fascination alimentée par la lecture et mes recherches sur tout ce qui touchait de près ou de loin aux explorateurs, à la course au pôle Nord. L'archipel du Svalbard est au cœur de ces aventures car c'est la dernière parcelle de terre ferme avant qu'on s'élançe sur la mer. J'ai eu l'occasion de m'y rendre pour la première fois en 2015, à la demande du journal *Le Monde* [qui appartient au même groupe que *Courrier international*], pour un reportage sur les scientifiques qui travaillent là-bas. J'ai adoré l'expérience, et j'y suis retourné une demi-douzaine de fois depuis.

Comment s'organise la vie et le travail dans le centre international de recherche de Ny-Alesund ?

L'idée de conditions de vie absolument impossibles ou de lieux inaccessibles relève du mythe. D'ailleurs, l'activité touristique se développe. Ensuite, on est en Norvège. Le centre rassemble plusieurs bases, réparties par pays, qui sont très bien organisées et où se déroule le nec plus ultra de la recherche internationale. Les scientifiques ne restent sur place que peu de temps à chaque fois – deux semaines – et viennent pour des missions extrêmement précises. Ainsi on croise des spécialistes très différents en fonction de la période de l'année : un tel étudie le plancton, un autre la glace, un autre encore l'atmosphère. Quant au froid, tout est pensé pour s'en prémunir, et une température de $-20\text{ }^{\circ}\text{C}$ est supportable car l'air est sec.

Cela étant, il est vital de prêter la plus grande attention aux consignes de sécurité. C'est tout de même un monde à part, isolé. Les instruments de mesures étant très sensibles, il n'est pas possible d'utiliser un smartphone, par exemple, et il n'y a ni antenne ni wifi. Chaque déplacement à l'extérieur de la base doit se faire avec au moins deux motoneiges [en cas de panne], on prévient toujours quelqu'un pour lui dire où on va et pour combien de temps, et des dispositifs sont prévus en cas d'urgence, de la balise GPS à l'hélicoptère d'évacuation. On apprend aussi comment interagir avec un ours polaire, ou plutôt comment éviter toute interaction et rester le plus loin possible !

Se retrouver dans l'un des coins du monde où l'homme n'est pas le bienvenu donne matière à réflexion. On voit son attitude changer, avec une prise de conscience de dangers qui n'existent pas dans nos villes, et on sent même augmenter son acuité visuelle et auditive. L'autonomie est une autre valeur clé : sur l'archipel, il y a des ateliers pour réparer son vélo, rapiécer ses jeans. C'est aussi plus responsable... Et ça occupe pendant la longue nuit hivernale.

Quels sont les défis particuliers du photographe ?

Le plus grand danger est celui de la beauté. Tout ce qui vous entoure est magnifique, cela donne l'impression de pouvoir prendre de bonnes images sans réfléchir. Mais il faut sortir de ce piège, et savoir se retenir pour prendre le temps de l'analyse. On doit trouver du sens pour éviter le banal. Ensuite, on peut profiter d'une lumière unique au monde, qui arrive avec un angle particulier. Mais le noir est lui aussi très spécial. En pleine nuit, on se croirait dans l'espace.

Propos recueillis par Courrier international



↑ Clara Hoppe, chercheuse à l'Institut (allemand) Alfred Wegener pour la recherche polaire et marine, avec un échantillon de plancton.

→ Le glaciologue français Jean-Charles Gallet en pleine récolte de neige. Il travaille pour l'Institut polaire norvégien.



↓ Église orthodoxe à Barentsburg. Cette ville de l'ouest de l'archipel abrite une communauté minière russe.





↑ L'observatoire franco-allemand Awipec dispose d'un laser pour étudier l'atmosphère.



↑ Le médecin du KV Svalbard.



→ Exercice des gardes-côtes norvégiens dans les fjords de la mer de Barents.



PHOTO AALIM



—Raseef22 Beyrouth

Née [en 1976] dans un camp de réfugiés à Tindouf, en Algérie, près de la frontière marocaine, Aziza Brahim chante la cause sahraouie à travers le monde, tout en mettant un point d'honneur à porter sur scène des tenues traditionnelles.

Aziza n'a pas connu son père, mort lors de la guerre du Sahara occidental [qui a opposé entre 1975 et 1991 le Front Polisario, un mouvement indépendantiste sahraoui soutenu par l'Algérie, au Maroc et à la Mauritanie]. Elle est née alors qu'il combattait dans la région de Laayoune. En grandissant, elle a trouvé refuge dans la musique : un moyen de transmettre un message universel, de défendre sa cause et de s'exprimer.

“Je suis une femme, réfugiée et sahraouie. Ce sont autant de maillons d'une chaîne d'identités qui me représente, ainsi que ma famille et ma vie, explique-t-elle. Je suis une femme sahraouie, née et ayant grandi dans un camp de réfugiés. Je ne peux renier ce que je suis.”

Après avoir vécu entre Lyon et plusieurs régions d'Espagne, Aziza travaille aujourd'hui comme musicienne à Barcelone. “Que je sois une femme artiste et immigrante, cela se reflète dans mes chansons. Celles-ci me représentent et portent le message que je souhaite transmettre, confie-t-elle. Vivre en Espagne me permet de bénéficier des meilleurs moyens pour accéder aux ressources musicales, développer ma carrière, et évoluer artistiquement, et d'avoir accès aux institutions musicales internationales. J'ai pu apprendre plus vite et m'ouvrir à une société plus grande et plus diverse.”

Évoquant la préservation de sa culture sahraouie, elle estime que “personne ne peut rejeter sa culture et la changer, et ce n'est pas ce que je veux faire, car la culture est l'un

Aziza Brahim, voix de la cause sahraouie

Alors que les tensions entre le Maroc et l'Algérie sont au plus haut concernant la question du Sahara occidental, les réfugiés sahraouis, eux, sont toujours aussi nombreux. La chanteuse Aziza Brahim relaie leur combat depuis des années.

des derniers points forts du peuple sahraoui. Nous ne possédons pas de terres, mais nous avons notre culture, qu'il nous appartient de préserver, comme un acte de résistance.”

La carrière d'Aziza commence lorsqu'elle remporte, en 1995, le premier Concours national de la chanson, organisé lors du Festival national de la culture de la RASD [la République arabe sahraouie démocratique, fondée par le Front Polisario et non reconnue par une partie de la communauté internationale]. Elle participe ensuite à une tournée en Mauritanie et en Algérie avec des musiciens sahraouis. Puis, en 1999, elle enregistre une session pour la radio nationale sahraouie, avec des musiciens touaregs d'Algérie.

Tout s'enchaîne alors : elle chante avec le groupe Leyoad en Europe, puis collabore avec le groupe espagnol Yayabo Latin Jazz. En 2007, elle fonde le groupe Gulili Mankoo, composé de musiciens du Sahara occidental, d'Espagne, de Colombie et du Sénégal. “J'ai créé ce groupe durant cette

période de ma vie, y mêlant musique africaine traditionnelle, blues et rock. Aujourd'hui le groupe n'existe plus, et cette période de ma vie est passée. Je vis actuellement à Barcelone et travaille avec des musiciens exceptionnels au sein du Quartet de tambours Aziza Brahim.”

Pressions marocaines. En 2011, elle joue pour la première fois au cinéma dans le film espagnol *Wilaya* [inédit en France], dont elle a aussi composé, produit et interprété la bande originale. Le long-métrage raconte l'histoire d'une famille sahraouie qui parle espagnol et n'a pas de nationalité, vivant dans le désert du Sud-Ouest algérien. “Mon expérience en tant qu'actrice dans le film *Wilaya* était très spéciale, amusante et satisfaisante. J'ai beaucoup appris, cela m'a ouvert des portes dans le monde du cinéma. D'ailleurs, j'ai récemment terminé l'enregistrement d'une chanson pour un film espagnol”, raconte-t-elle.

En 2019, l'Institut du monde arabe, à Paris, annule “sous la pression du Maroc” un des concerts d'Aziza Brahim, qui devait

conclure la première édition du festival Arabofolies, organisé sous le slogan “Résistances”. “Ce n'était pas la première fois, mais heureusement cela n'aboutit pas à chaque fois, seulement lorsque le Maroc trouve l'occasion de s'y opposer”, dit-elle.

Le régime marocain l'accuserait d'être, dit-elle, “résistante dans un mouvement sahraoui armé réclamant l'indépendance du Sahara”. “En tant qu'être humain et artiste, je suis dans la résistance. La musique que j'interprète se veut un appel à la paix et au dialogue”, répond-elle.

Douleur de l'exil. Et de citer des vers du poète espagnol Gabriel Celaya [1911-1991] : “Parce que nous vivons par à-coups, parce que c'est à peine / S'ils nous laissent / Dire que nous sommes qui nous sommes”, avant de poursuivre : “Nous, les Sahraouis, devons continuer à lutter même pour faire les choses les plus simples de la vie quotidienne, en raison de la forte censure.”

Fondé en 1973, le Front Polisario est un mouvement sahraoui armé réclamant l'indépendance du Sahara occidental, contre ce qu'il appelle la “colonisation marocaine”. L'ONU ne reconnaît pas la souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental, ni la République arabe sahraouie démocratique comme État membre, mais reconnaît le Front comme un négociateur avec le Maroc.

“Chaque artiste a son propre projet. Je respecte toute forme d'art. Mon projet artistique porte un message, et ce message est logiquement lié à qui je suis, à mon origine et à ce que je réclame, mais je ne peux pas inciter les autres à faire de même”, estime la musicienne.

“Chacune de mes chansons porte un message différent. Elles ne se ressemblent pas toutes, mais en général, mon but est de rappeler que les Sahraouis vivent sous une colonisation injuste et illégale depuis 1975, et que nous avons le droit de vivre en paix sur notre terre. Nous sommes opprimés et exilés depuis quarante-sept ans”, se désole-t-elle.

Aziza Brahim compte à son actif cinq albums : *Mi Canto* sorti en 2009, *Mabruk* en 2012, *Soutak* en 2014, *Abbar el-Hamada* en 2016 et *Sahari* en 2019. Et elle s'apprête actuellement à lancer son nouveau disque. “Je compose et prépare des chansons pour mon nouvel album. Ce sera un bel album, j'espère qu'il plaira.”

Lors de ses voyages en Europe, Aziza Brahim veut porter à travers son art et sa culture une cause sahraouie trop souvent laissée aux dirigeants du Polisario, loin des artistes, des civils et des immigrés.

Non contente de chanter en dialecte sahraoui, et d'être ainsi la voix et l'incarnation de son peuple, Aziza Brahim est toujours à la recherche de collaborations avec d'autres musiciens et musiciennes pour fusionner la musique sahraouie avec des genres musicaux différents.

—Nazeeha Saeed

Publié le 8 décembre 2022

plein écran.

↓ Le jeu *Cyberpunk 2077*.
Photo CD Projekt Red

Joueurs de tous les pays...

Rares sont les jeux vidéo à proposer une critique cohérente de l'idéologie capitaliste.



— **Financial Times** (extraits) Londres

Le communisme est-il “surpuissant”? C'est la question que se posent de nombreux joueurs de *Victoria 3* aujourd'hui. À la tête de la nation de leur choix, les joueurs sont amenés à prendre des décisions politiques, sociales et économiques pour traverser le XIX^e siècle et constatent que les politiques socialistes constituent la meilleure méthode pour parvenir tant à la prospérité qu'au bonheur de leur population. Former des coopératives de travailleurs et redistribuer les richesses aux classes laborieuses se révèle d'une efficacité si redoutable que c'en est presque de la triche. “Punaise, ce jeu me fait apprécier à leur juste valeur les subventions et les allocations sociales dans la vraie vie”, écrit

JEUX VIDÉO

un joueur sur Reddit. L'émotion est telle que le studio [suédois] Paradox a été obligé de revoir sa copie pour rééquilibrer le jeu.

Les mérites et – plus souvent – les travers du capitalisme sont une thématique récurrente dans les jeux vidéo. La plupart du temps, le sujet n'est toutefois pas traité avec le discernement qu'il mérite. Les rares exemples de critique pertinente existent en effet dans l'écosystème d'une industrie qui souffre elle-même des nombreux excès du capitalisme sauvage. Alors le jeu vidéo est-il apte à proposer une analyse critique des systèmes économiques? Ou le support rend-il ce message inaudible?

Les créateurs ont tendance à s'appuyer sur les clichés les plus éculés, se contentant de décliner le stéréotype du baron capitaliste dans la figure du grand méchant caricatural. Dans *Cyberpunk 2077*, vous incarnez un hackeur rebelle navigant dans une mégalopole contrôlée

par de puissants consortiums, tandis que dans *Grand Theft Auto V* vous devez vous mesurer à l'affreux milliardaire Devin Weston. La satire pêche néanmoins par son manque de nuances : ce n'est pas en résumant les ravages du capitalisme sauvage à une poignée de rupins fumant le cigare ou en imaginant des mondes entiers aux mains d'un seul magnat que l'on explique les mille et un dégâts que ces systèmes économiques infligent plus subtilement dans le monde réel.

Sans oublier que les développeurs de ces deux jeux, les studios CD Projekt Red et Rockstar [respectivement polonais et américain], ont tous les deux été accusés de pratiquer le *crunch* [ces périodes où de très longues journées de travail extrêmement intensives se succèdent pendant plusieurs semaines ou mois] – les équipes de *Cyberpunk 2077* ont notamment fait des semaines de cent heures pour finir le projet à temps. Ajoutez à cela le goût de cette industrie pour les modèles économiques particulièrement voutours – qu'il s'agisse des microtransactions ou des *loot boxes* [“coffres à butin”] – et l'on comprend que les gameurs aient souvent l'impression d'être considérés comme des portefeuilles et des cerveaux ambulants tout juste bons à être pressés comme des citrons pour de l'argent ou des minutes d'attention.

Fin décembre, ce genre de pratique douteuse a d'ailleurs conduit le studio Epic Games, créateur de Fortnite, à accepter de

Trop souvent, le but est de devenir plus puissant que son voisin et de dominer le monde.

verser 520 millions de dollars [486 millions d'euros environ] à l'Agence américaine de protection des consommateurs. Autant dire que quand des jeux vidéo dénoncent le caractère immoral des grandes entreprises, la critique sonne assez creux. Leur attitude relève d'un anticapitalisme de pure façade.

Colon de l'espace. L'écosystème de production des jeux vidéo influence nécessairement les histoires que racontent ces derniers. Il est frappant de voir à quel point l'idéologie capitaliste est inscrite au cœur des mécaniques de jeu les plus élémentaires : dans presque tous les jeux, il s'agit avant tout d'engranger un maximum de ressources pour devenir plus puissant que son voisin et dominer le monde.

C'est un constat bien regrettable, car les jeux sont aussi un médium hors pair permettant d'explorer différentes idéologies puisque les joueurs participent aux systèmes en faisant des choix.

Un des rares titres à proposer une lecture pertinente du sujet est le jeu de science-fiction *The Outer Worlds*. Vous y incarnez un colon de l'espace sortant d'un long sommeil cryogénique pour découvrir que la galaxie est désormais aux mains de mégacorporations si puissantes qu'elles possèdent jusqu'au corps physique de leurs employés. Le jeu vous laisse le choix : soit vous combattez contre l'ordre établi, soit vous en devenez complice et touchez les dividendes de votre collaboration.

L'essentiel du discours critique provient de la sphère du jeu indépendant. *Disco Elysium* invite à une analyse politique des plus sophistiquées. Se déroulant dans un monde marqué par les soulèvements de la classe ouvrière, la corruption

des syndicats et la militarisation des gouvernements, le jeu nous encourage à nous pencher sur différentes idéologies. *Citizen Sleeper* vous met dans la peau d'un androïde cherchant à échapper à l'emprise d'une entreprise technologique qui le possède littéralement corps et âme, tandis que *Kentucky Route Zero* et *Night in the Woods* vous entraînent dans un voyage à la fois intime et poétique dans les régions pauvres et rurales des États-Unis.

D'autres jeux optent pour une approche plus directe. Dans *Democratic Socialism Simulator*, vous endossez le costume du premier président socialiste des États-Unis et devez prendre des décisions pour mettre en œuvre des politiques de gauche tout en évitant les écueils des scandales, des lobbies et de l'imminence de la catastrophe environnementale. *Tonight We Riot* vous transforme en foule révolutionnaire tuant des policiers dans l'espoir de renverser le gouvernement. En plaçant le joueur aux commandes d'un groupe plutôt que d'un individu, c'est aussi l'un des rares titres à reconnaître qu'il faut généralement plus d'une personne pour changer le monde. Les jeux sont des objets de nature contradictoire : fruits d'un travail éreintant, ce sont pourtant des produits de loisirs; et s'ils imaginent parfois des mondes meilleurs, ils exacerbent souvent les pires travers de nos sociétés. Il existe pourtant une place pour les discours politiques critiques dans le jeu vidéo, y compris de la part des grands studios. Ils doivent toutefois être suffisamment nuancés pour reconnaître leur part de compromissions avec ce système loin d'être parfait, plutôt que d'essayer de les taire.

— Tom Faber

Publié le 21 décembre 2022



Tous les combats de Nan Goldin

—The Observer (extraits) Londres

En septembre 2016, j'ai rencontré Nan Goldin dans l'aile C de la geôle de Reading [une ancienne prison du sud de l'Angleterre, fermée en 2013]. Elle était venue, avec d'autres artistes, sur l'invitation d'Artangel, cette organisation londonienne qui imagine d'ambitieuses installations sur des sites singuliers. Cette fois-ci, Artangel montait une exposition de groupe en hommage à Oscar Wilde, le plus célèbre condamné de la prison, dont Nan Goldin a découvert les écrits à l'adolescence. Le message qu'elle a retenu de sa vie et son œuvre, me dit-elle, c'est qu'"on peut entièrement se réinventer".

Depuis, c'est ce qu'elle fait. Cette immense photographe [aujourd'hui âgée de 68 ans] est devenue une militante influente, qui se sert de son image d'artiste pour bousculer le monde de l'art américain et européen. Nan Goldin s'est en effet lancée dans une guerre très médiatisée contre la dynastie milliardaire Sackler, dont la firme pharmaceutique Purdue Pharma a alimenté l'épidémie meurtrière d'opioïdes aux États-Unis. Grâce à cette guerre, le nom de cette famille a été retiré d'une armada de galeries et de musées, y compris de la Tate Gallery [à Londres], du Louvre et du Guggenheim [à New York].

Longtemps, le patronyme Sackler a été synonyme de philanthropie et d'une générosité sans pareilles envers l'art; aujourd'hui, sur une tout autre échelle, il signifie opprobre et souffrances. "Si un groupe de 12 personnes peut arriver à cela, alors tout est possible", lance la

Ces dernières années, la célèbre photographe américaine a mené une croisade contre la famille Sackler, dont l'empire pharmaceutique a alimenté la crise des opioïdes qui dévaste les États-Unis. Le documentaire *Toute la beauté et le sang versé*, qui sortira le 15 mars en France, relate ce combat. Il montre comment celui-ci s'enracine, comme l'art de Nan Goldin, dans une vie tumultueuse et émaillée de tragédies.

militante à propos de la poignée d'amis et d'assistants qui forment le noyau dur de sa petite mais redoutablement efficace organisation PAIN [ce nom, qui reprend les initiales de "Prescription Addiction Intervention Now" ("Ordonnance, addiction, intervention maintenant")] est aussi un jeu de mots avec le terme anglais signifiant "douleur".

Lion d'or à la Mostra de Venise en 2022, le documentaire *Toute la beauté et le sang versé* [qui sort le 15 mars en France] raconte brillamment la métamorphose de cette artiste en militante. Sa réalisatrice, Laura Poitras, est avant tout connue pour son documentaire *Citizenfour*, sur le lanceur d'alerte américain Edward Snowden, Oscar du meilleur documentaire en 2015. Dans son nouveau film, Laura Poitras replace le militantisme de Nan Goldin dans l'histoire plus générale de sa vie et de son art. Elle le relie notamment à des projets photographiques d'une intimité brute comme *The Ballad of Sexual Dependency* ["La Ballade de la dépendance sexuelle"] et *Sisters, Saints and Sibyls* ["Sœurs, saintes et sibylles"].

Depuis le tout début, la photographie de Nan Goldin puise directement dans sa vie et dans celle de son cercle d'amis : bohémiens, transsexuels, junkies et artistes qui ne doivent rien à personne, comme elle. D'abord à Boston, la ville où elle a grandi, puis à New York. Son style, évoquant le journal intime, est extraordinairement influent et a fait d'elle l'une des photographes les plus célèbres dans le monde. Aujourd'hui, ses œuvres trônent dans les collections et les musées les plus prestigieux de la planète.

Sa campagne contre la famille Sackler était déjà bien lancée et documentée par un assistant quand, en 2019, Laura Poitras s'est jointe à l'aventure. *"Un producteur m'a dit : 'Si tu veux que les gens voient ton film, il te faut un réalisateur connu', raconte l'artiste. Il m'a mise en contact avec Laura. C'était une bonne idée, même si ça a parfois été dur, et pour elle et pour moi, de travailler ensemble. Car nous sommes deux femmes fortes qui n'ont pas l'habitude qu'on leur dise non. Mais nous sommes restées amies."*

La réalisatrice voit la protagoniste de son film comme *"une personne qui n'aime pas l'esbroufe"*, dont elle admire l'approche un tantinet désinvolte. *"Il y a quelque chose de brut en elle qui la pousse à faire ce qu'elle fait. Elle ne calcule pas. Si elle décide que quelque chose doit être fait, elle trouve le moyen de le faire et ne se soucie des éventuelles conséquences que plus tard. Elle a tiré parti de sa position dans le monde de l'art pour contraindre cette riche famille à répondre de ses actes. Si seulement davantage de personnes se servaient de leur pouvoir comme elle!"*

En cette après-midi de l'année 2016, quand nous discussions devant la geôle d'Oscar Wilde, Nan Goldin ne semblait pourtant ni concentrée ni motivée. En m'accompagnant à travers son installation de photos et de vidéos, elle m'a parlé d'un air plutôt distrait et crispé. Aussi, quand je l'ai accompagnée dehors, dans la cour, pour une pause cigarette, je lui ai demandé sans détour si elle prenait de nouveau de l'héroïne – elle s'était battue contre ses addictions à la fin des années 1980 et en a déjà parlé par le passé. Elle a secoué la tête : *"Non, c'est l'Oxy."*

C'était la première fois que j'entendais le diminutif de l'OxyContin. Cet antalgique, produit en masse et commercialisé par Purdue Pharma, n'allait pas tarder à provoquer un des plus grands scandales américains, causant des taux inouïs d'addiction et de morts par overdose.

En 2014, à Berlin, un médecin en avait prescrit à Nan Goldin avant une opération pour une tendinite au poignet gauche. Elle était aussitôt devenue accro. Quand je l'ai rencontrée à Reading, je n'avais pas encore entendu parler de la crise des opioïdes, qui n'en était qu'à son commencement. J'ai supposé qu'elle avait replongé dans l'héroïne, qu'elle était dans le déni et qu'elle inventait une histoire comme peuvent le faire les toxicomanes.

En un sens, j'étais bel et bien une toxico, dit-elle aujourd'hui en riant, lorsque je lui avoue mon scepticisme de l'époque. *L'Oxy est un médicament efficace contre les douleurs opératoires, mais fondamentalement c'est de la drogue sur ordonnance, et je suis devenue très vite accro. Vous comprenez ce qui vous arrive. Mais, personnellement, il m'a fallu encore un an pour aller en cure de désintoxication."*

Dans les années 1980, me raconte-t-elle, elle a mis du temps à devenir dépendante de l'héroïne, mais l'OxyContin, elle ne pouvait plus s'en passer après quarante-huit heures, et au bout de quinze jours elle avalait 15 comprimés par jour. À son retour à New York, elle a bien vite trouvé un dealer disponible 24 heures sur 24. Bientôt, elle réduisait les comprimés en poudre et les sniffait avec une paille. Elle ne sortait que rarement de chez elle – et encore plus rarement de son lit. *"C'est épouvantablement addictif, en particulier pour une personne qui a déjà consommé des drogues, dont les récepteurs opioïdes ont déjà été excessivement stimulés. L'OxyContin se fixe immédiatement sur le cerveau. C'est ce qu'il m'est arrivé."* Une fois sevrée, dans une célèbre lettre ouverte aux

"Il y a quelque chose de brut en [Nan Goldin] qui la pousse à faire ce qu'elle fait. Elle ne calcule pas. Elle ne se soucie des éventuelles conséquences que plus tard."

Laura Poitras, RÉALISATRICE DE "TOUTE LA BEAUTÉ ET LE SANG VERSÉ"

← Nan Goldin chez elle, à Brooklyn, le 4 novembre 2022. Photo Ali Smith/Guardian/eyevine

SOURCE



THE OBSERVER

Londres, Royaume-Uni
Hebdomadaire, 136 656 ex. (2021)
observer.co.uk

C'est le plus ancien journal du dimanche du monde. Fondé en 1791, lourd de multiples suppléments (Sport, Argent, Voyages, Loisirs, etc.), c'est aussi l'un des fleurons de la "qualité britannique". Il appartient au même groupe que le quotidien *The Guardian*. Il est réputé pour ses enquêtes longues, fouillées et sérieuses.

Sackler publiée dans le numéro de janvier 2018 de la revue *Artforum*, Nan Goldin écrit : *"J'ai survécu à la crise des opioïdes. Mais il s'en est fallu de peu."*

Chose incroyable, pendant ces années gâchées elle a réussi à produire des œuvres, y compris cette installation avec Artangel, et même à faire quelques apparitions publiques. *"Je me souviens vous avoir vu à ce moment-là, mais c'est une période très brumeuse. J'ai presque tout oublié. Quand j'étais en clinique de désintoxication, une femme est venue me voir et m'a dit : 'Oh, Nan, j'ai adoré ton discours pour le New Yorker.' J'avais complètement oublié que j'avais fait un discours public pour le New Yorker! Rien. Nada. C'est très flippant."*

Aujourd'hui, Nan Goldin me parle via Zoom depuis son appartement de Brooklyn, où elle vit depuis huit ans au milieu de photographies d'amis, comme le défunt Peter Hujar – *"le calme et la profondeur de son œuvre sont inégalés"* –, et quelques dérouterants spécimens de taxidermie, y compris un féroce coyote qui monte la garde à sa porte d'entrée. À 69 ans, la militante paraît en forme et s'exprime de manière réfléchie, avec son honnêteté coutumière et ses éruptions de colère occasionnelles. *"Tout ce temps où j'ai été sous Oxy, je ne savais même pas qu'il y avait une crise des opioïdes aux États-Unis. Je n'en avais pas la moindre idée. Je ne suivais pas les informations. J'étais complètement hermétique."*

Elle n'a commencé à prendre conscience de l'ampleur inédite du problème que lors de son séjour en clinique de désintoxication. Le moment décisif a été celui où elle a lu le long article sur les Sackler intitulé *"The Family That Built an Empire of Pain"* ["La famille qui a construit un empire de la douleur"]. Il a été publié en octobre 2017 dans le *New Yorker*. Son auteur, Patrick Radden Keefe, en a par la suite fait un livre, *L'Empire de la douleur* [en français chez Belfond]. L'article commence par retracer l'histoire de cette famille de philanthropes et mécènes extraordinaires. Puis il passe au vif du sujet : *"Les Sackler n'ont bâti la majeure partie de leur fortune que dans les dernières décennies."* Leurs milliards de dollars sont issus des activités de Purdue Pharma.

Puis sont venus les chiffres. Entre 1999 et 2017, 200 000 personnes [aux États-Unis] sont mortes d'overdoses d'OxyContin et autres opioïdes délivrés sur ordonnance. Au moment où j'écris ces lignes, en 2022, quelque 145 personnes meurent chaque jour d'une overdose d'opioïdes. Et, selon une étude publiée en 2016 par l'American Society of Addiction Medicine, quatre nouveaux consommateurs d'héroïne sur cinq ont commencé en consommant des quantités excessives d'antalgiques délivrés sur ordonnance. *"L'ampleur de ce qui était en train de se produire était à peine croyable. Mais l'article de Patrick m'a donné un but, il m'a montré la voie à suivre"*, se souvient l'ex-toxicomane.

Le film de Laura Poitras montre la campagne PAIN prendre son envol et gagner en audace. On y voit un massif "die-in" au Metropolitan Museum of Art de New York, devant la fontaine de l'aile Sackler [désormais débaptisée] où flotte une armada de flacons d'opioïdes [un die-in est une protestation où, contrairement au sit-in, les manifestants sont allongés et simulent la mort]. On y voit également de fausses ordonnances lancées depuis les étages supérieurs qui tourbillonnent, tels des flocons de neige, dans la rotonde du Guggenheim [toujours à New York]. Cette dernière action est presque une œuvre d'art en soi, clin d'œil subversif à une expression de Richard Sackler, qui, lors d'une fête de lancement de

Contexte



UN DOCUMENTAIRE "INCANDESCENT"

Toute la beauté et le sang versé, qui sera à découvrir sur les écrans français à partir du 15 mars, est sorti dans quelques salles aux États-Unis, à la fin de 2022. Le documentaire de Laura Poitras, connue pour ses films sur les lanceurs d'alerte Edward Snowden (*Citizenfour*, 2014) et Julian Assange (*Risk*, 2016), a été largement applaudi par la presse américaine. Le *Los Angeles Times* l'a qualifié de "captivant". Le magazine *The Hollywood Reporter* a souligné sa "puissance dévastatrice", tandis que le bimensuel *Rolling Stone* et le site *The Daily Beast* ont jugé sa démonstration "incendiaire". Reprenant la métaphore de la flamme, le site *Vulture*, rattaché au *New York Magazine*, évoque "une œuvre incandescente" et commente : "Si Goldin et Poitras semblent [former] un duo inattendu, la tension qui naît de leur collaboration est ce qui confère sa vitalité à *Toute la beauté et le sang versé*." Pour composer son film, Laura Poitras a eu "un immense et fantastique corpus à sa disposition – y compris une généreuse sélection des œuvres de Goldin", relève pour sa part *The New York Times*. Mais la réalisatrice n'en reste pas prisonnière, et tisse "un portrait cohérent" et "souvent mélancolique" de la photographe, juge le quotidien new-yorkais. Un portrait lui aussi militant : "Les deux femmes sont des artistes engagées, et Poitras se place d'emblée et résolument du côté de Goldin, souligne le journal. Laura Poitras n'adopte pas dans son documentaire les conventions journalistiques habituelles. Elle exprime un point de vue, un enthousiasme, des opinions politiques, et il n'est jamais question de peser le pour et le contre dans cette histoire du monde brute et crue dont Nan Goldin a hérité, qu'elle a réinventée et qu'elle continue à transformer grâce à son immense talent et aux plaies qui demeurent." **Courrier international est partenaire de ce film.**



L'OxyContin, prédit un "tourbillon d'ordonnances". Mais le documentaire donne aussi à voir la liesse – les hourras, les gâteaux et les discours improvisés de Nan Goldin dans son salon – à mesure que, les unes après les autres, les grandes institutions artistiques cèdent à la pression des protestataires et des médias.

A-t-elle aujourd'hui une vision différente de l'establishment artistique au vu de sa connivence avec les Sackler? "Donnez-moi le nom d'un milliardaire éthique? Pas facile. Et les conseils d'administration en sont truffés. Comme il n'existe pratiquement pas d'aide fédérale ni régionale pour les musées, ils sont dépendants de ces gens-là. En plus, il y a de l'argent sale partout. Malgré tout, j'adore les musées. Au bout du compte, la plupart ont fait le bon choix. Et nous espérons, au moins, que nous avons ouvert un débat."

A-t-elle eu le sentiment qu'elle risquait de se faire ostraciser par le monde de l'art en affichant ainsi son militantisme? "C'est drôle, parce que des gens m'ont dit : 'Comment as-tu pu faire ça? Tu as réfléchi aux conséquences pour ta carrière?' J'ai dû y penser quelques minutes. Je suppose que je courrais le risque d'être mise à l'écart. D'ailleurs, on ne m'a pas proposé d'exposition ces années-là. En ce moment, j'ai une grande rétrospective en Suède [intitulée *This Will Not End Well* ('Cela ne finira pas bien'), elle s'est achevée le 26 février au Moderna Museet, à Stockholm], mais certains musées que nous pensions intéressés n'en veulent pas. Je ne sais pas si c'est parce qu'ils me voient comme une emmerdeuse." N'est-elle pas depuis toujours considérée un peu comme une emmerdeuse? "Oui, mais avant ils pensaient probablement que j'étais trop allumée pour être dangereuse."

À ce jour, aucun membre de la famille Sackler n'a été inculpé pour les ravages causés par l'OxyContin dans toute l'Amérique. Nan Goldin secoue la tête comme si elle n'arrivait toujours pas à y croire. "Au moins, ils sont discrédités, relativise-t-elle. C'était mon premier objectif : les discréditer auprès de leurs pairs pour faire pression sur les musées. Mais j'ai été naïve de penser que qui que ce soit dans cette famille allait changer de position et nous parler ou faire quelque chose qui aille dans le bon sens. Ils sont nés en pensant que tout leur est dû et ils vivent dans un cocon d'argent. Le reste du monde ne les intéresse pas."

Pour Laura Poitras, *Toute la beauté et le sang versé* est "une fenêtre sur la sauvagerie du capitalisme américain". "Absolument! réagit Nan Goldin. Les riches sont intouchables. Tous ces milliardaires sont protégés par d'immenses équipes juridiques. Ils injectent de l'argent dans l'État et le

Congrès pour que les lois ne changent pas. Peu importe qui est au pouvoir, les républicains ou les démocrates, les États-Unis ne tournent pas rond, ça fait froid dans le dos."

Comme le suggère le titre, cependant, *Toute la beauté et le sang versé* n'est pas qu'un film sur le combat d'une femme contre un géant planétaire de l'industrie pharmaceutique. Il raconte aussi le parcours singulier de Nan Goldin, cette artiste transgressive, depuis sa jeunesse tourmentée dans la banlieue de Boston et son arrivée sur la scène underground déjantée de New York. Elle l'a déjà dit par le passé : la photographie lui a sauvé la vie, mais elle a aussi fait de sa vie, et des vies de ceux qui l'entourent, une nouvelle forme de poésie visuelle et intime, crue mais tendre, inflexible mais vulnérable.

La première œuvre, *The Ballad of Sexual Dependency*, reste la plus acclamée de toutes. À l'origine, elle l'a elle-même présentée à des fêtes organisées dans des lofts et dans des bouges du centre de New York sous la forme d'un diaporama accompagné d'une bande-son en perpétuelle évolution – Velvet Underground, Charles Aznavour, tubes de comédies musicales, arias à couper le souffle. À l'époque, son public se composait principalement d'amis à la vie tumultueuse : artistes à la peine, prostituées, travestis et autres marginaux. Puis, en 1985, elle a fait un tabac à la Biennale du Whitney Museum [à Manhattan]. La suite, on la connaît.

Toute la beauté et le sang versé évoque la gestation de la *Ballad of Sexual Dependency*. On y voit Nan Goldin se remémorer ces temps troubles en regardant les images d'amis et compagnons de route qu'elle a contribué à immortaliser par son œuvre : l'actrice underground Cookie Mueller; le photographe David Armstrong; l'artiste, écrivain et militant antisida David Wojnarowicz; ainsi que les transsexuels, marginaux et membres de la scène artistique d'un autre quartier crapoteux du centre de Manhattan.

Une partie émouvante du film s'attarde sur les nombreux amis qu'elle a perdus à cause de l'épidémie de sida dans les années 1980, et sur l'immense influence de la campagne d'Act Up de l'époque sur la stratégie actuelle de PAIN. Nan Goldin se fend par ailleurs de quelques révélations personnelles, notamment sur la période où elle a décidé de devenir travailleuse du sexe pour payer son loyer. "Je n'ai pas beaucoup de secrets dans ma vie, mais c'est l'un d'entre eux", confie-t-elle. C'est "un des boulots les plus difficiles qui existent".

Dans des passages très poignants, le film évoque également son enfance difficile et le suicide de Barbara, sa sœur aimée, à l'âge de 19 ans. Née de parents juifs, Nancy Goldin est la plus jeune de leurs quatre enfants. La famille vit à Lexington, une banlieue des classes moyennes de Boston. Son père est économiste, sa mère femme au foyer, et leurs efforts pour maintenir un vernis de respectabilité absolue, malgré les incessantes querelles familiales et les tensions intergénérationnelles, créent une atmosphère asphyxiante qui alimente la rébellion de Barbara. "Dès le plus jeune âge, ma sœur m'a appris à haïr la banlieue, m'a confié la photographie lors d'une précédente interview. On souffrait du manque d'oxygène, des injustices."

Je lui dis ma surprise de la voir s'ouvrir à ce point dans le film au sujet de sa famille et, en particulier, de sa sœur, dont elle ne voulait auparavant pas parler. "C'était douloureux, très douloureux, répond-elle posément. J'ai accordé ces interviews à condition d'avoir une certaine maîtrise dessus. Quand j'ai enfin vu le film, en



mai 2022, dans sa version presque finale, je n'ai pas du tout aimé le résultat. J'ai refait le montage pour que ce soit ma voix qui dise ma vérité d'une manière aussi exacte que possible. Il fallait que le film dise avec la plus grande exactitude possible ce que je voulais dire."

Et que voulait-elle dire au juste? "Je voulais dire ma vérité, répond-elle. Mais, d'une manière générale, j'ai aussi envie de briser le tabou sur des sujets comme le suicide, les drogues, la prostitution. Je tiens à préciser que, quand je fais mes photos, cela ne vient pas de cette envie de faire exploser des tabous. Ce n'est pas de là que vient mon œuvre. C'est quelque chose qui arrive bien plus tard. Peut-être, justement, à cause du genre de photographies que je fais."

Toute la beauté et le sang versé est un film de Laura Poitras, certes, mais c'est aussi un film de Nan Goldin : d'une honnêteté brutale, d'une poésie profonde. Il est traversé par de lourdes pertes : les amis, la famille, les années gâchées par la toxicomanie. Il est aussi pétri du sentiment envahissant qu'à la photographe de sa propre mortalité. "Je crois que les personnes qui font des histoires à partir de leur vie ont tendance à répéter ces histoires, encore et encore, commente-t-elle, alors que notre conversation touche à sa fin. Mais il n'est pas facile d'accéder aux choses vraiment profondes, aux vrais souvenirs. Avec l'âge, ces souvenirs reviennent sans cesse, ils nous prennent parfois par surprise, on ne sait pas quand ils reviendront. Contrairement aux histoires, on ne peut pas figer ces souvenirs en leur donnant une fin soignée." Lors de l'inauguration de la rétrospective sur son œuvre

↑ **Buzz and Nan at the Afterhours, New York City (1980).** Photographie extraite de la série *The Ballad of Sexual Dependency*.

© avec l'aimable autorisation de Nan Goldin

← **Février 2019, New York. Nan Goldin participe à une action coup de poing dans le musée Guggenheim, pour amener l'institution à refuser les dons de la famille Sackler.**

Photo The New York Times

"Je voulais dire ma vérité. Mais j'ai aussi envie de briser le tabou sur des sujets comme le suicide, les drogues, la prostitution."

Nan Goldin

à Stockholm, Nan Goldin a été surprise par le nombre d'images exposées. "Je me suis rendu compte qu'il y avait deux milliers d'images. Et je me suis dit : 'Putain, mais qui a fait toutes ces photos? Comment une seule personne a-t-elle pu toutes les prendre?'" Elle poursuit : "C'est sans doute que j'ai eu de nombreuses vies. Certaines que je ne me rappelle pas du tout – mais il y en a beaucoup dont je me souviens très bien."

Ces photographies lui permettent-elles de se remémorer les personnes et les lieux qu'elle a photographiés? "C'est une question très intéressante. Je ne suis pas sûre. Je ne crois pas... The Ballad est constellée de personnes qui sont mortes. Les drag-queens et les trans que j'ai photographiés à l'époque aussi sont morts. C'est comme si je les avais embaumés pour moi-même. Quelque part, dans ces images, je conserve tous ces êtres avec moi. Ils restent jeunes et beaux. La plupart des personnes qui m'entourent sont plus jeunes, parce qu'il ne me reste pas beaucoup de personnes pour vieillir avec moi. Si elles étaient encore là, pour la plupart, je ne les reconnaîtrais probablement pas. Mais, avec ces photos, elles sont toujours comme elles étaient alors."

Je lui demande, en conclusion, si son militantisme a profondément changé la personne qu'elle est. "Oui. Je me sens plus présente au monde. C'est toujours un endroit qui me fait froid dans le dos, mais moins qu'avant." Est-elle moins en colère contre le monde? "Oh oui. Beaucoup moins. Pourtant, il m'arrive encore de me mettre en colère et, quand je le fais, je me mets très en colère. Il m'arrive encore d'être une chieuse. Je suis une guerrière."

—Sean O'Hagan

Publié le 4 décembre 2022

histoire. 

Neandertal, bien plus qu'un lointain cousin

Préhistoire — Europe et Asie

Depuis la découverte, en 1856, d'un squelette fossilisé d'une autre espèce humaine, de nombreuses théories ont fleuri sur la cohabitation de Neandertal et de *sapiens*. Les travaux du récent Prix Nobel Svante Pääbo ont permis de mieux comprendre ce qu'ils avaient en commun.

—Ha'Aretz Tel-Aviv

Comment se fait-il que l'homme de Neandertal enflamme toujours l'imaginaire et la culture populaire, 40 000 ans après son extinction? La réponse tient sans doute à la manière dont nous nous représentons une cohabitation avec une autre espèce humaine. Aujourd'hui, nous savons que cette cohabitation a duré jusqu'à une époque assez tardive. Voilà environ 15 000 ans, il semblerait que des populations d'hominidés n'appartenant pas à l'espèce *Homo sapiens* vivaient encore dans certaines régions du globe, et d'aucuns pensent que des noyaux isolés pourraient subsister dans les forêts tropicales humides d'Indonésie.

En tout état de cause, le fait qu'une autre espèce d'*Homo* ait vécu à nos côtés pendant des dizaines de milliers d'années, avant de s'éteindre dans des circonstances mystérieuses, nourrit diverses conjectures sur la nature et les particularités de Neandertal.

Au Moyen Âge et à la Renaissance, déjà, un mythe en vogue supposait que les êtres humains avaient, par le passé, vécu aux côtés d'autres créatures humaines d'une autre origine que la nôtre. Au XVII^e siècle, Isaac La Peyrère, un théologien français, avançait l'hypothèse du préadamisme. Son postulat était qu'il existait déjà d'autres humains sur Terre lorsque le premier homme avait été créé. Dans le cas contraire, argumentait-il, qui aurait été l'épouse de Caïn, et de qui Caïn aurait-il eu peur après avoir tué son frère Abel? Pour La Peyrère, il y avait deux créations : Dieu avait créé les gentils [les non-Juifs], puis le premier homme, Adam, le père des Juifs. Et c'est pourquoi seuls les Juifs méritaient le titre de *bnei Adam* – littéralement, les "fils/enfants d'Adam", le terme hébreu qui désigne les "êtres humains".

Ces spéculations théologiques seront couvertes d'un vernis plus scientifique au milieu du XIX^e siècle, lorsque le premier crâne de Neandertal est mis au jour non loin de Düsseldorf, en Allemagne. On découvre alors que, lorsque nos ancêtres sont arrivés en Europe, voilà près de 50 000 ans, le continent était déjà habité par une autre espèce humaine, qui présentait des caractéristiques physiques différentes des nôtres. Toutes sortes de théories très originales ont fleuri depuis au sujet des attributs qui nous distinguent de nos cousins néandertaliens, et sur les raisons qui ont conduit à leur extinction – la taille du cerveau de Neandertal, bien plus volumineux que le nôtre, étant ici au cœur des débats.

Aujourd'hui, les paléontologues n'accordent guère d'importance au volume de la boîte crânienne, observant que celle de Neandertal contenait simplement plus de graisse. Mais, il y a 150 ans, le volume du cerveau a apporté de l'eau au moulin des théoriciens. Certains affirmaient que Neandertal vivait dans une sorte de société d'entraide modèle, possédait un savoir philosophique touchant au sublime et organisait même des séances de spiritisme. Les chercheurs qui avaient la fibre religieuse assimilaient Neandertal aux "géants" qui habitaient la Terre avant l'avènement des Israélites de la Bible.

↳ Reconstitution en silicone du visage d'un néandertalien à partir d'un crâne trouvé au Moustier (Dordogne).
Photo Adam Eastland/Alamy/Photo12

Ces conjectures étaient toutes étroitement liées au mystère de la disparition de Neandertal. Une supposition courante voulait que Neandertal ait été moins intelligent que notre propre espèce et que c'était là la cause de son extinction. Certains ont également émis l'hypothèse qu'*Homo sapiens* ait pu éradiquer les autres espèces en se montrant plus agressif et plus féroce.

La controverse demeure sur les rapports qu'entretenaient Neandertal et *Homo sapiens*. Dans l'imaginaire collectif, les deux espèces étaient hostiles, même si, dans le même temps, un fantasme subsiste sur un éventuel rapprochement sexuel entre les deux espèces. Voilà dix ans encore, cette éventualité était rejetée par la plupart des spécialistes de l'évolution humaine.

Seulement voilà, en 2010, les cartes ont été rebattues. On a découvert que le génome humain contenait une quantité non négligeable d'ADN de Neandertal. Il s'avère que tous les humains d'origine européenne ou asiatique possèdent ainsi du matériel génétique de nos ancêtres néandertaliens. Mais le tableau est peut-être encore plus différent de ce que l'on imaginait.

70 % du génome. En octobre 2022, le prix Nobel de médecine a été décerné au biologiste suédois Svante Pääbo, l'un des grands noms de la recherche sur le génome néandertalien [ses travaux ont permis le séquençage complet du génome de Neandertal]. Dans ses dernières interviews, le chercheur estime que nous allons devoir envisager de revenir sur l'appellation "homme de Neandertal" et de revoir la distinction que l'on établit généralement entre Neandertal et l'homme moderne.

Ses nombreuses études ont abouti en effet à des résultats surprenants. Il s'est aperçu que la différence entre le génome de l'homme de Neandertal et celui de l'homme moderne était bien moindre qu'entre deux êtres humains piochés au hasard aujourd'hui. Près de 70 % du génome de Neandertal se retrouve ainsi dans le génome humain, "ce qui veut dire que Neandertal n'est pas du tout éteint, mais qu'il est en nous", résume Pääbo au journal *The Guardian*.

Svante Pääbo a établi une corrélation entre l'ADN de Neandertal et un éventail de caractéristiques de l'homme. Par exemple, les gens qui ont hérité d'un certain variant génétique de Neandertal ont deux fois plus de risques de succomber au Covid-19. En épluchant une base de données génétiques britannique, il a également découvert que les gens qui étaient porteurs d'un autre variant de l'ADN de Neandertal étaient bien plus réceptifs à la douleur.

Ces découvertes confirment-elles la vieille théorie selon laquelle Neandertal était plus fragile que nous – ce qui serait d'ailleurs la raison pour laquelle il aurait perdu la bataille pour la survie? Les preuves manquent. Mais Svante Pääbo s'appuie sur ses derniers travaux pour nous inviter à revoir l'image que nous avons de Neandertal. Ce n'était pas une créature bestiale animée de pulsions violentes; en vérité, on a du mal à cerner précisément ce qui le distingue de nous.

—Ofri Ilani
Publié le 28 janvier

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE

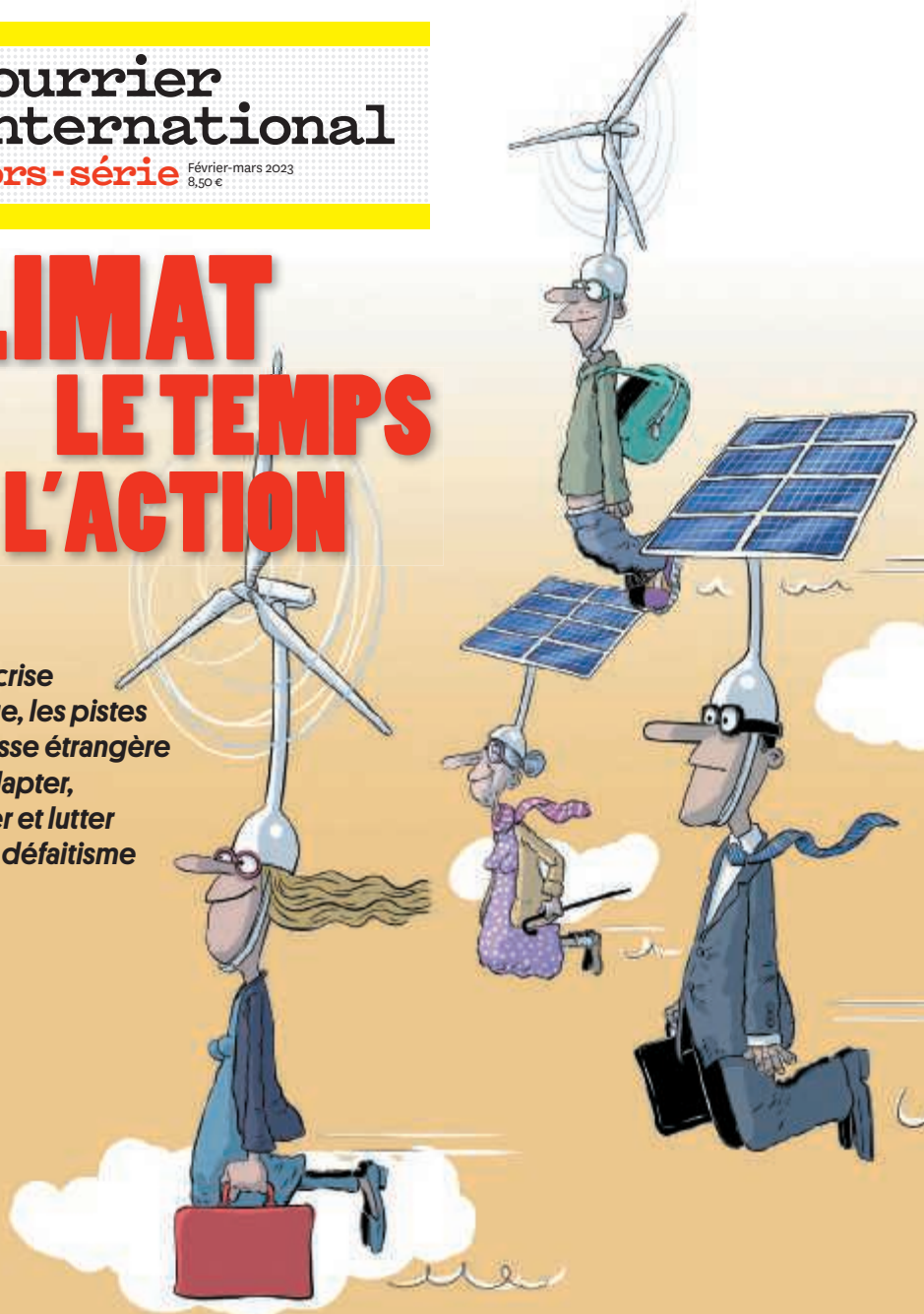


**Courrier
international**

Hors-série Février-mars 2023
8,50 €

CLIMAT LE TEMPS DE L'ACTION

*Face à la crise
climatique, les pistes
de la presse étrangère
pour s'adapter,
s'engager et lutter
contre le défaitisme
ambiant.*



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



**Courrier
international**



ROS: NANTERRE 325 393 017 IMPRIMÉ EN U.E.



Pour votre santé, mangez au moins cinq fruits et légumes par jour. www.mangerbouger.fr